



**Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
OCTOBRE-NOVEMBRE 2021**

SOMMAIRE
RAA OCTOBRE-NOVEMBRE
2021

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 30 novembre 2021*) **2**

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 30 novembre 2021*) **250**

PARTIE 3 : ARRÊTES (*Mois d'octobre-novembre 2021*) **499**

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
396	Montpellier Grand Cœur - Prorogation du programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Faubourg du Courreau » déclaré d'utilité publique - Approbation	10
397	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation	12
398	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension complémentaire du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux sur le cours Gambetta - Approbation	14
399	Cité Astruc - Terrain de football rue des Coronilles - Acquisition de la parcelle cadastrée KR 567p pour 185 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation	17
400	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - ACM habitat - Lot7 - Approbation	19
401	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 52 - Avenue du Marché Gare / rue du Mas Saint Pierre - Approbation	22
402	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 76p - Stade Jean Scialo - Rue du Mas Saint Pierre - Approbation	24
403	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mas des Moulins - Quartier Hôpitaux Facultés - Suppression de la ZAC - Approbation	27
404	Tramway - Extension Ligne 1 - Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis du Conseil municipal	29
405	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la création de jardins partagés sur son domaine foncier - Autorisation signature	32
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
380	Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation des administrateurs SERM et ACM à prendre part à la validation des statuts - Approbation	36
410	Attributions de subventions et annulation d'une subvention dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	39
428	Cession à titre gratuit à la Halle Tropisme de matériel scénographique utilisé sur le festival Afrika Montpellier du 5 au 10 octobre 2021 - Approbation	42
430	Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation	44
453	Procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021 - Approbation	46

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGES
377	Attractivité et dynamisation du centre-ville pour les fêtes de fin d'année - Attribution de subvention au Comité Plein Centre Montpellier Commerce - Approbation - Autorisation de signature	49
386	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	51
388	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	53
394	Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2022 - Avis du Conseil municipal	57
395	Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation	59
406	Demande de classement au titre des monuments historiques de l'orgue de l'église Saint-Mathieu - Approbation	62
407	Centenaire Brassens - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole - Prise en charge de frais - Approbation	64
408	Théâtre Jean-Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2023 avec le lycée Jules-Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant pour l'année scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature	66
409	Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	68
411	Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Basket Mosson - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	70
412	Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2021-2022 - Attribution de subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature	73
413	Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2021-2022 - Subvention en nature - Approbation	75
414	Jardin de la Reine - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature	77
415	Hôtel de Varennes - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature	79

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGES
416	Hôtel de Ville - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature	81
429	Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Glasgow pour sa participation à la 26ème conférence des parties (COP) signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - Approbation	83
N° DELIB	RESSOURCES	PAGES
372	Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation	86
418	Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Approbation	92
419	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2021 - Approbation	96
420	Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation	99
421	Attributions de compensations 2021 définitives suite à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation	101
422	Locations saisonnières - Institution d'une procédure d'enregistrement des déclarations préalables prévues à l'article L.324-1-1 du Code du tourisme - Approbation	105
423	Renouvellement des garanties d'emprunts de la Commune de Montpellier à la SA Un Toit Pour Tous - Approbation	107
424	Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles - Approbation	109
425	Police Municipale - Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Mise en œuvre d'une astreinte au sein de la brigade de nuit - Approbation	112
426	Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Approbation	114
427	Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	117
435	Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 10 au contrat de concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature	119

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGES
436	Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2020 - Avenant n°20 au traité de concession d'aménagement - Avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature	123
437	Concession d'Aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation	126
438	Opération de renouvellement urbain Hauts de Croix d'Argent - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature	129
439	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation	132
440	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation	135
441	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	138
442	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature	140
443	Concession d'Aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	143
444	Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 à la concession - Avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature	146
445	Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville de Montpellier / Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	149
446	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	152 154
447	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature	

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGES
448	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	158
449	Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	161
450	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - République - Concession d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	163
451	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation	166
452	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature	169

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGES
373	Bilan des Etats Généraux de la Solidarité - Lutte contre la précarité alimentaire - Mesures d'action - Approbation	173
374	Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	177
375	Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Approbation - Autorisation de signature	180
376	Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2021 - Conventions de mise à disposition de salle à titre gratuit - Approbation	184
378	Prise en charge par la Ville de Montpellier des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés - Délégation de Service Public - Fourrière automobile - Avenant n°5 - Protocole d'intervention - Approbation - Autorisation de signature	187
379	Enquête "Sécurité et cadre de Vie à Montpellier" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier Unité Mixte de Recherche Dynamiques du Droit - Approbation - Autorisation de signature	190
381	Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les Compagnons Bâisseurs et Octopus Expression - Autorisation de signature	192

PARTIE 1

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (SUITE)	PAGES
382	Convention de partenariat avec la Ligue contre le Cancer relative au déploiement d'Espaces sans tabac - Approbation - Autorisation de signature	195
383	Création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III - Approbation	197
384	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes et Lutte contre les discriminations" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	200
385	Attribution de subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	202
387	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	205
389	Attribution des subventions dans la cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	208
390	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	213
391	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	216
392	Cité Éducative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Attribution de subventions complémentaires - Approbation	218
393	Convention d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Avenant n°1 au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 - Autorisation de signature	220
417	Mise à disposition de logements à vocation sociale - Logement sis 16 rue Tour de l'Église propriété de la Ville de Montpellier - Remise gracieuse de la dette contractée par le locataire - Approbation	223
431	Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen	225
432	Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen	231
433	Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen	237
434	Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel du délégataire de l'exercice 2020 - Rapport 2020 sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen	243

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Montpellier Grand Cœur - Prorogation du programme de travaux de
restauration immobilière sur le secteur ' Faubourg du Courreau ' déclaré d'utilité
publique - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'opération Montpellier Grand Cœur couvrant le quartier Centre et ses faubourgs limitrophes, la Ville de Montpellier conduit depuis 2003 un programme d'actions en faveur du traitement des logements dégradés et de lutte contre l'habitat indigne. A ce titre, plusieurs opérations ont été engagées parmi lesquelles une opération de traitement de l'habitat insalubre remédiable et de restauration immobilière (THIRORI) sur l'ilot Guillaume-Pellicier / General-Vincent dans le quartier Figuerolles et l'Opération d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain sur le secteur Courreau Figuerolles Nord Ecusson (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain (RU) Courreau Figuerolles Nord Ecusson (CFNE)).

Afin d'inciter les propriétaires à réhabiliter leur patrimoine sur le secteur du Faubourg du Courreau, la Ville de Montpellier a défini un programme de travaux obligatoires de restauration immobilière par délibération en date du 17 décembre 2015 qu'il s'avère nécessaire de proroger.

Résultant d'une étude de diagnostic confiée, par délibération en date du 22 janvier 2015, à la SA3M agissant dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, ce premier programme de travaux de

restauration immobilière a été déclaré d'utilité publique sur un délai fixé à cinq ans par arrêté préfectoral n°2016-I-1371 du 29 décembre 2016. Ce programme couvre un périmètre dans lequel 22 immeubles ont été répertoriés pour leur état dégradé nécessitant une intervention ciblée.

La campagne de prescription de travaux et leur réalisation très largement avancée aujourd'hui n'est pas pour autant achevée. Certains propriétaires n'ont pas réalisé les travaux dans les délais d'exécution prescrits et leur réalisation implique l'éventuelle acquisition par la voie d'expropriation nécessitant ainsi une prorogation de la déclaration d'utilité publique pour une durée de cinq années et ce en l'absence de modifications substantielles d'un point de vue financier, technique et environnemental de la DUP initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la prorogation pour une durée de 5 ans du programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Faubourg de Courreau » ;
- De solliciter Monsieur le Préfet pour la prise de l'arrêté de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 DEC 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 03 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- perimetre DUP Faubourg Courreau.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddime ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de
subventions - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le cCode de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 14 juin 2021 (n° V2021-180) a été approuvée l'augmentation du taux de subvention de 30 à 40 % du montant TTC des travaux subventionnables pour cette dernière année soit jusqu'en juin 2022. Ainsi la possibilité de réaliser des travaux partiels, avec un versement de la subvention en deux temps est augmentée de la même manière : une avance de 25 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 15 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

RICHTER Immobilier (syndic de copropriété)

SDC 3 rue de la Croix C/O DP CARRE SARL

Adresse : 3 rue de la Croix

Total des travaux 24 094,40 € TTC à 25 % de subvention (1ère phase)

Montant à verser : 6 023,60 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette subvention pour un montant total de 6 023,60 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mylvia HOUGUET, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension
complémentaire du périmètre d'application du droit de préemption sur les
cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux sur le
cours Gambetta - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur », lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur toutes les actions qui contribuent à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

Dans le cadre de la loi du 2 août 2005, précisée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la Ville a décidé en 2010, de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité, en définissant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité. A ainsi été instauré un droit de préemption spécifique sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010. Ce périmètre a été étendu à deux reprises par délibération des Conseils municipaux des 29 septembre 2015 et 26 juin 2018.

Quinze secteurs sont à ce jour inscrits dans ce périmètre, localisés dans l'Ecusson et ses faubourgs les plus immédiats.

Cet outil a permis à la Ville de suivre et analyser l'évolution des mutations et, ponctuellement, de mener une action pour les orienter et les maîtriser, autour des objectifs principaux suivants :

- La préservation de l'attractivité et de la chalandise spécifiques des pôles commerciaux structurants du centre-ville ;
- La possibilité, par la maîtrise de fonds de commerce en complément des murs commerciaux associés, d'agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières ;
- La volonté de maîtriser l'impact du processus de spécialisation excessif de certains sites et linéaires commerciaux ;
- Le souhait de pouvoir intervenir dans les démarches spéculatives et de surenchères résultant de la mise en œuvre des projets urbains commerciaux structurants.

Dans le souci de promouvoir une ville des proximités tournant le dos au développement daté des périphéries, la question de l'intervention au-delà du périmètre actuel, afin de mettre en œuvre une action qui, bien que ciblée, soit potentiellement étendue à l'ensemble du territoire communal pour permettre une intervention spécifique, concertée et adaptée dans chaque quartier où elle s'avèrera nécessaire.

Par délibération du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a approuvé le lancement d'une étude préalable visant à déterminer le ou les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité adéquats et d'établir le rapport de situation afférent pour chaque secteur identifié et les menaces pesant sur la diversité commerciale.

Par anticipation sur le rendu de cette étude générale, une première adaptation ponctuelle du périmètre est proposée concernant le sous-secteur du Cours Gambetta non couvert par le droit de préemption sur les fonds de commerce et droits au bail d'ores et déjà partiellement instauré en 2010 sur l'avenue.

Le cours Gambetta présente une offre commerciale et de services relativement éclatée avec une polarité commerciale majeure autour du Plan Cabanes qui présente des activités très majoritairement mono-orientées à destination de clientèles spécifiques. Il est désormais nécessaire de favoriser la diversité et inciter la venue d'une clientèle plus large, en proposant une offre garante d'attractivité, de nouveauté et de qualité.

Une seconde polarité vers la place Saint Denis, à l'autre extrémité du cours, présente d'autres caractéristiques pour beaucoup orientées vers des activités de services et de restauration assise. La présence très marquée d'activités de services se poursuit par un développement toujours dominant de ces activités, présentant une forte concentration, devenant préjudiciable à l'équilibre commercial du linéaire et plus largement de ce secteur urbain. La rénovation des vitrines (enseignes, matériaux...) doit permettre d'apporter une valeur patrimoniale au bâti existant et l'élargissement du droit de préemption commercial permettra d'intervenir en amont des cessions afin d'entrer dans une négociation anticipée avec les preneurs en vue d'accroître la qualité des projets d'installation.

Entre les deux polarités situées aux extrémités du Cours où le droit de préemption commercial a été instauré, l'étude menée par le bureau d'études CERCIA constatait en 2010 un espace assez peu commerçant : d'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et d'autre part, quelques commerces : pharmacie, banque, une entreprise de verrerie et menuiserie, un bar brasserie, un traiteur, un tabac, un déménageur, des bureaux et quelques locaux vacants. Sur la base de ce constat, il n'avait pas jugé alors nécessaire d'intégrer cet espace au périmètre du droit de préemption commercial. Or depuis, la diversité commerciale s'est appauvrie avec le départ de certaines enseignes et vocations.

Actuellement, 21 locaux échappent au droit de préemption sur les fonds artisanaux, commerciaux et baux commerciaux entre les deux extrémités du Cours Gambetta, dont neuf locaux occupés par des activités commerciales variées (mutuelles, assureur, banque, cabinet d'avocat, agence de voyages, agence immobilière, tabac/presse, coiffeuse pour dames), sept locaux occupés uniquement par des activités de restauration rapide, une épicerie d'alimentation générale, deux coiffeurs pour hommes et deux locaux vacants.

L'extension du droit de préemption permettrait d'orienter les mutations à venir vers une diversité et une qualité commerciale plus étoffées, répondant aux attentes de toute la population afin de lier les deux polarités distinctes du cours Gambetta de façon cohérente.

A minima, cette instauration complémentaire permettra à la collectivité d'être en mesure de discuter en amont avec les porteurs de projet, de proposer des prospects aux bailleurs, et, le cas échéant, de maîtriser les

mutations dans le cadre des actions d'aménagement urbain.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant le nouveau secteur et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre de métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme qui ont rendu des avis favorables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sur le cours Gambetta, délimitée conformément au plan joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de l'extension du PSCAP
- Rapport d'analyse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mylyvia HOUGUET, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Cité Astruc - Terrain de football rue des Coronilles - Acquisition de la parcelle
cadastrée KR 567p pour 185 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Au cœur de la Cité Astruc, rue des coronilles, la Ville est propriétaire du terrain de football, sur lequel plus de 350 licenciés du football s'entraînent.

Ce terrain de football fait l'objet actuellement une réfection du terrain synthétique, de l'éclairage et une réimplantation des mobiliers sportifs.

Les abris joueurs, face à l'évolution de la réglementation, doivent être changés. En effet, la législation actuelle impose un positionnement à 5 m minimum de part et d'autre de l'axe de la ligne centrale de l'aire de jeu et à 2,50 m minimum de la ligne de touche.

L'emprise actuelle du terrain de sport n'est pas suffisante pour respecter cette obligation réglementaire. La solution envisageable est d'implanter ces abris joueurs et de poser une tribune de 30 à 50 places sur une partie du foncier jouxtant le terrain et propriété d'ACM Habitat.

La Ville a donc sollicité ACM Habitat en vue de la cession de l'emprise nécessaire à la réalisation de cette adaptation technique.

Le bureau d'ACM Habitat a informé la Ville de son accord intervenu lors de sa séance du 16 septembre 2021. ACM Habitat autorise une occupation précaire immédiate des emprises puis la régularisation de la cession foncière relative à cette emprise de 185 m² à l'euro symbolique compte tenu de la destination du terrain et en conformité avec l'avis des domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition auprès d'ACM Habitat d'une emprise d'environ 185 m² à détacher de la parcelle cadastrée KR 567 située rue des Coronilles à Montpellier, à l'euro symbolique ;
- De demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature of Michael Delafosse in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the perimeter and a central emblem featuring a crown and other heraldic symbols.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis du domaine du 21 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Mylyvia HOUGUET, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil - Demande d'agrément de
candidature - ACM habitat - Lot7 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

D'une superficie d'environ 3 hectares, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil est une opération de réinvestissement urbain de l'ancienne gendarmerie située avenue de Lodève, désaffectée en 2011 et acquise par la ville de Montpellier en 2016. Desservie par la ligne 3 du tramway, la ZAC Beausoleil permettra de développer une offre de logements diversifiée, dans le respect des objectifs définis par le Plan local de l'habitat (PLH), pour accueillir les nouveaux habitants et limiter l'évasion résidentielle. Elle intégrera la création de bureaux et commerces et bénéficiera de la proximité immédiate du grand pôle de santé mutualiste de la clinique Beausoleil et d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Mixte socialement et intergénérationnel, ce quartier habité et actif offrira un cadre de qualité à forte dominante paysagère avec notamment une grande coulée verte et des espaces publics apaisés propices aux circulations douces.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Coeur, par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Coeur 2013-2020 ».

Dans ce cadre, la SA3M propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer

la candidature de ACM Habitat en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 7 de la ZAC, la réalisation d'un immeuble de logements.

Dénomination du candidat :	ACM Habitat
Localisation :	ZAC Beausoleil - Lot 7
Parcelles cadastrées :	KW 176 – KW 179 et KW 180
Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :	706 m ²
Nature du projet :	40 logements collectifs sociaux en R+6
SDP envisagée :	2 676 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 700 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature de ACM Habitat prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de ACM Habitat pour la construction de logements sur le lot 7 de la ZAC Beausoleil ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Situation
- Lot 7 plan parcellaire

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier -
Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 52 - Avenue du Marché Gare / rue du
Mas Saint Pierre - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Restanque. La ZAC de la Restanque prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue depuis la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), a été désignée par délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012 titulaire de la concession d'aménagement de la ZAC.

La société YXIME, gestionnaire de patrimoine foncier intervenant au nom et pour le compte de SNCF réseau, a fait connaître par un courrier du 14 juin 2021 le souhait de cette dernière de céder la parcelle de terrain nu en friche, cadastrée OL 52, d'une surface de 976 m², dont SNCF est propriétaire.

La Ville de Montpellier et son concessionnaire étant propriétaires des parcelles voisines cadastrées OL 48,

49, 50 et 51, il apparaît opportun pour la Ville d'acquérir cette parcelle afin d'avoir la maîtrise foncière pleine et entière de ce sous-secteur.

En outre, le redimensionnement de la rue du Mas Saint Pierre rend strictement nécessaire l'acquisition de cette parcelle qui longe la voie actuelle.

Les services de France Domaine ont évalué le 28 juillet 2021 la valeur de cette parcelle à 10€/m².

Il est en conséquence proposé d'acquérir la parcelle cadastrée OL52 au prix de 9 760 € (neuf mille sept-cent soixante euros) nets, frais de notaire en sus, conformément à l'avis des Domaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'acquisition de la parcelle cadastrée OL 52 située avenue du Marché gare/ rue du Mas Saint Pierre dans la ZAC de la Restanque, propriété de SNCF réseau, au prix de 9 760€ (neuf mille sept-cent soixante euros) nets, frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le

08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis Domaines OL 52.pdf
- REP acquisition OL 52 SNCF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier -
Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 76p - Stade Jean Scialo - Rue du Mas
Saint Pierre - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes situé au Sud de la commune, à travers une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin et de Tournezy.

Les premières études initiées début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2008. Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'atelier Nebout pour la conception de ce projet. L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2012 et pour une durée de 30 ans. Le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 30 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont, quant à eux, été approuvés le 19 décembre 2019.

La ZAC couvre une surface de 125 hectares et le programme prévisionnel porte sur la création d'environ 7 500 logements, des commerces, des activités et des équipements publics. L'opération prévoit des

équipements publics de proximités indispensables à une véritable vie de quartier (écoles, parcs, espaces publics requalifiés et paysagers, etc...), ainsi que des équipements de premier ordre pour la Ville et la Métropole (implantation de la cité alimentaire durable, modernisation du Marché d'Intérêt National, construction d'une caserne de pompiers etc...).

Le périmètre de la ZAC inclut le stade Jean-Scialo (anciennement stade Cholet), propriété de SNCF réseau. Cet équipement, situé sur la parcelle OL 76, d'une superficie totale d'environ 4,7 ha, est composé d'un terrain de football en stabilisé en état très moyen ainsi que des espaces annexes. Le stade et ses annexes s'étendent sur une emprise de 18 321 m² environ, faisant l'objet d'un découpage cadastral en cours de réalisation afin de stabiliser la surface exacte à acquérir. A ce jour, le stade Jean-Scialo est mis à disposition par la SNCF à ses syndicats, à l'usage du personnel SNCF. Une convention d'occupation avec la SNCF permet à la Ville d'avoir des créneaux pour les associations sportives et les écoles.

Ce foncier représente une opportunité pour la Ville d'accompagner la mutation du secteur de la Restanque vers des occupations mixtes, comprenant notamment de l'habitation, par la réalisation d'équipements publics de proximité nécessaire à l'évolution du quartier et à la qualité de vie des nouveaux habitants et usagers.

Dans cette perspective, un programme ambitieux d'aménagement d'équipements sportifs est en cours d'élaboration pour ce foncier. Le projet consistera dans un premier temps en une réhabilitation du terrain de football stabilisé existant en synthétique, la création d'une piste d'athlétisme et d'un espace de plein air multisports. Le montant de l'investissement pour la réalisation de cette première phase est évalué à plus de deux millions d'euros. Dans un second temps, il est envisagé la couverture de l'espace sportif avec une structure légère et l'agrandissement et la réhabilitation des vestiaires si nécessaires.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, il est ainsi proposé d'acquérir la parcelle cadastrée OL n°76p, en cours de découpage cadastral, au prix de 70 €/m² (soixante-dix euros par mètre carré) nets, valeur confirmée par l'estimation des Domaines en date du 28 octobre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 76p, située rue du Mas Saint Pierre dans la ZAC de la Restanque à Montpellier en cours de découpage cadastral, propriété de SNCF réseau, au prix de 70 €/m² (soixante-dix euros par mètre carré) nets, frais de notaire en sus ;
- De missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis Domaines stade Jean SCIALO/CHOLET.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mas des Moulins - Quartier Hôpitaux
Facultés - Suppression de la ZAC - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) du Mas des Moulins est située au Nord-Ouest de la commune de Montpellier, dans le quartier Hôpitaux-Facultés. Les objectifs de cette opération ont été arrêtés par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 1^{er} septembre 1997 et la ZAC du Mas des Moulins a été créée par délibération du Conseil municipal du 6 octobre 1997. Par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1998, la Ville a approuvé la convention d'aménagement entre la Ville et la société FDI Promotion, aménageur de la ZAC, ainsi que le dossier de réalisation correspondant. La ZAC du Mas des Moulins étant située sur des terrains dont la congrégation Notre Dame de l'Auxiliatrice était propriétaire, une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage a donc été conclue entre FDI et cette congrégation.

La ZAC répond à plusieurs objectifs urbains, notamment :

- L'aménagement des terrains se trouvant au Nord de l'avenue du Père-Soulas en vue d'accueillir divers programmes de constructions ;
- Le financement des équipements publics nécessaires :
 - Elargissement de la rue de Saint-Priest jusqu'au droit de l'entrée de la ZAC à partir de l'avenue du Père-Soulas ;
 - Traitement du carrefour à feux avenue du Père-Soulas / avenue du Château d'Ô ;
 - Reprises et renforcement du réseau d'eaux usées, depuis l'avenue des Moulins jusqu'à l'avenue du Père-Soulas en traversant la ZAC.

Le parti d'aménagement prenait particulièrement en considération l'obligation de créer des points de rencontre, lieux de passage et d'échanges, permettant de favoriser la convivialité et de créer ainsi des liens

sociaux. La définition architecturale de l'opération a été confiée à l'architecte Maxime SERRADO.

A ce jour, le programme de la ZAC du Mas des Moulins (programme des constructions et programme des équipements publics) a été réalisé en totalité. La ZAC est aujourd'hui un quartier intégré dans la ville de Montpellier, notamment grâce à la construction de logements sociaux et la présence sur site de différentes associations et notamment de l'Association Régionale pour l'Intégration et l'Education des Déficiants Auditifs (ARIEDA) qui milite pour l'intégration des enfants et adultes sourds.

Considérant que le programme de la ZAC est entièrement réalisé et considérant le rapport de présentation qui expose les motifs de la suppression, il convient aujourd'hui de prononcer sa suppression conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Mas des Moulins conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que le rapport de présentation exposant les motifs de cette suppression sera tenu à disposition du public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christophe BOURDIN.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport présentation Suppression ZAC Mas des Moulins

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasmine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Tramway - Extension Ligne 1 - Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en
compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis
du Conseil municipal**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Au titre de sa compétence organisation de la mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole porte le projet d'extension de la ligne 1 de tramway depuis le terminus actuel situé à Odysseum jusqu'à la nouvelle gare Montpellier Sud de France. Le projet d'extension de la ligne 1 du tramway sur Montpellier doit permettre de répondre à plusieurs objectifs :

- Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole a fixé un objectif prioritaire : diminuer la dépendance automobile. Pour ce faire, la priorité est notamment de définir un maillage constitué d'une ou plusieurs lignes structurantes et de définir les zones préférentielles de développement urbain en fonction de leur desserte par le réseau de tramway. L'extension de la ligne 1 de tramway s'inscrit à terme dans cet objectif de maillage du réseau, améliorant la coordination des différents modes au niveau des nœuds du réseau. Elle engage une maîtrise importante des trafics automobiles en assurant une desserte directe et cadencée de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France, en relation avec la gare Saint-Roch.

- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale :

Le territoire montpelliérain doit faire face au défi d'une attractivité et d'une croissance démographique exceptionnelle depuis plusieurs années. Cette pression démographique restera importante et les besoins qui en découlent en matière de services collectifs, d'accompagnement social et d'aménagement du territoire, sont donc particulièrement forts. En termes de développement, le projet du territoire de la Métropole prévoit d'organiser le développement urbain en cohérence avec les moyens de transports publics. L'armature de réseau de transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole a en effet été conçue comme la colonne vertébrale du développement du territoire pour les dix années à venir.

L'extension de la ligne 1 de tramway relie la nouvelle gare de Montpellier Sud de France, ainsi que le nouveau quartier Cambacérès aux secteurs très dynamiques en termes d'emplois, de recherche, d'enseignement et de commerces actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés. Avec le réseau maillé prévu à 5 lignes de tramway, 60% de la population et 64% des emplois de la Métropole desservis par le tramway bénéficieront d'un accès direct à la future gare de Montpellier Sud de France. L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la nouvelle gare de Montpellier Sud de France et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la nouvelle gare de Montpellier Sud de France comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

En outre, nombre de voyageurs seront amenés à emprunter les deux gares, notamment dans leurs transferts entre trains régionaux et trains à grande vitesse. Il convient donc de leur assurer les meilleures conditions pour effectuer ce trajet. L'objectif est de concevoir un service de transport suffisamment rapide, régulier, ponctuel, confortable et sécurisé pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet des voyageurs transitant par les deux gares. L'atteinte de cet objectif doit permettre d'assurer le meilleur accès à la gare de Montpellier Sud de France en transport en commun.

Par ailleurs, les aménagements de ce nouveau quartier et de la ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaines, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres. Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway doivent non seulement participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (la gare nouvelle, le Lycée, la Halle Nova, Montpellier Business School, Le BIC, Ynos, les commerces, les parcs...), mais aussi entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'A709 en direction d'Odysseum, des quartiers de Port Marianne et, plus loin, du Centre-Ville et des autres quartiers de Montpellier.

Ce projet suppose une évolution mineure du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier à deux niveaux :

- Modification du plan de zonage avec la création d'un emplacement réservé correspondant aux emprises de l'extension de la ligne 1 du tramway ;
- Déclassement de 516 m² de l'Espace Boisé Classé (EBC) du Mas des Brousses.

Ainsi par une délibération du 21 février 2019, valant déclaration d'intention au titre de l'article L.121-18 II du Code de l'environnement, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le Préfet de l'Hérault afin qu'il conduise la procédure de Déclaration d'Utilité Publique du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur la commune de Montpellier et procède à la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier est amenée à se prononcer au titre de la charte de gouvernance des PLU sur cette mise compatibilité portant sur les deux points précédemment décrits.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la
création de jardins partagés sur son domaine foncier - Autorisation signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier implante depuis une quinzaine d'années des jardins partagés répartis sur son territoire. Plus d'une trentaine sont en activité. Ces espaces de convivialité, de partage et d'échanges sont accessibles aux habitants réunis en association et sont cultivés collectivement. Chaque jardin est unique de par son aménagement et son fonctionnement. Les valeurs de solidarité, de convivialité, de partage et de lien social entre différentes générations et cultures sont prépondérantes.

ACM Habitat souhaite aménager des jardins partagés à proximité des résidences qu'elle gère sur son domaine privé afin de rendre accessible le jardinage à ses résidents. Ces jardins auront un rayonnement positif à l'échelle du quartier : lien social, appropriation et respect des espaces communs, échanges avec les autres jardins partagés.

Forte de son expérience et de la connaissance du réseau des jardins partagés sur l'ensemble de son territoire, la Ville de Montpellier souhaite accompagner ACM Habitat à l'aménagement des jardins partagés sur son patrimoine pour la partie diagnostic, technique et d'étude financière afin de définir la faisabilité et d'estimer le coût des projets. Il est ainsi proposé une convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat.

ACM Habitat participe à l'aménagement des jardins et des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. Elle organisera avec les habitants et la Ville de Montpellier les consultations des habitants préalables à l'élaboration et établira une convention de partenariat aux associations gestionnaires des jardins partagés.

ACM Habitat, s'engage à :

- Identifier les sites potentiels et fournir une cartographie précise à la Ville de Montpellier ainsi qu'un plan prévisionnel annuel pour l'année N+1 ;
- Etablir une convention de partenariat avec une association dans le but de confier la gestion du jardin ;
- Aménager les espaces prévus pour les jardins ;
- Equiper le jardin de points d'eau et de compteurs à partir de son réseau ou du réseau public et prendre en charge les consommations d'eau ;
- Organiser des réunions de suivi et de co-pilotage avec les parties prenantes.

La Ville de Montpellier s'engage à :

- Accompanyer l'étude de faisabilité et de diagnostic via son bureau d'études (sur une base de 5 jardins partagés / an) ;
- Participer aux réunions de pilotage avec ACM Habitat et l'association gérante des jardins partagés ;
- Mettre à disposition des plants de légumes d'anciennes variétés adaptées au climat de la Ville ;
- Fournir le matériel nécessaire à hauteur de 50 % du montant de l'aménagement et ne pourra pas dépasser 5 000 € HT par jardin partagé pour la construction du jardin.

Ce partenariat permettra de densifier les jardins partagés sur la Ville de Montpellier et répondre aux nombreuses demandes des habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ACM Jardins partagés

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation des administrateurs SERM et ACM à prendre part à la validation
des statuts - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé les statuts de l'Organisme Foncier Solidaire (OFS) Métropolitain créé pour répondre aux besoins de production d'une offre de logement abordable pérenne dans le temps à destination des ménages modestes et de la classe moyenne.

La Métropole se fixe un objectif moyen à terme de 400 logements en Bail Réel Solidaire (BRS) à produire chaque année par l'OFS Métropolitain. Pour l'année 2022 de mise en place de ce nouveau mode de production, un objectif d'au moins 100 logements en BRS dans des opérations de constructions neuves sur des fonciers situés notamment en ZAC SERM/SA3M est fixé, cet objectif pouvant être révisé en fonction des opportunités et des capacités d'investissement de l'OFS Métropolitain.

Une montée en charge progressive devrait permettre d'atteindre sur 10 ans l'objectif visé de 4 000 logements en BRS, soit 400 logement par an.

L'OFS métropolitain se conformera aux plafonds de prix et de ressources définis pour l'accession abordable par Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n°M2021-216 de juin 2021.

Par ailleurs, le montant de la redevance que les ménages devront acquitter pour le loyer du BRS se situera aux alentours de 1,30€/m²/mois.

Il a été acté de créer l'OFS métropolitain sous forme associative avec 3 collèges :

- Les membres fondateurs : Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, la SERM et FDI Habitat ;
- Les membres de droits : toutes les Communes de la Métropole intéressées par les projets de l'OFS ;
- Les membres associés : personnes physiques ou morales intéressées pour soutenir le projet de l'OFS.

Les instances de gouvernance de l'association inscrites dans le projet de statuts sont :

- Un Bureau constitué de représentants des membres fondateurs ;
- Un Conseil d'Administration constitué des représentants des membres fondateurs et d'un représentant de chacun des deux autres collèges ;
- Une assemblée Générale avec l'ensemble des membres qui fonctionnera avec une pondération des droits de votes (60 % pour le collège des membres fondateurs, 20 % pour le collège des membres de droit et 20 % pour le collège des membres associés).

Dans l'objectif de réunir au plus vite l'Assemblée Générale constitutive avec les autres membres fondateurs, les deux représentants de la Métropole au sein de l'association ont été désignés lors du Conseil du 23 novembre dernier.

Dans un premier temps, l'OFS Métropolitain sera domicilié à l'Hôtel de Métropole.

L'OFS métropolitain déposera dans les meilleurs délai possible un dossier de demande d'agrément en Préfecture une fois l'Assemblée Générale constitutive et le 1^{er} Conseil d'Administration réunis.

Le plan d'affaires initial prévoit un apport total de 5,4 M€, soit une quote-part revenant à : 2 700 000 € pour la Métropole (50%), 1 350 000 € pour ACM Habitat (25%), 1 080 000 € pour FDI Habitat (20%) et 270 000 € pour la SERM (5%).

Afin de contribuer au lancement de l'activité et des opérations d'accession, Montpellier Méditerranée Métropole apportera à l'association, un soutien financier sous forme de dotation initiale d'un montant de 1 500 000 € en investissement pour la constitution des fonds propres et de 190 000 € en fonctionnement sur le budget 2022, sous réserve du vote du budget.

Pour permettre à la SERM et à ACM de valider les statuts de l'OFS Métropolitain, il est nécessaire au préalable d'autoriser les représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration de la SERM et de ACM Habitat à créer l'OFS Métropolitain et à adhérer en qualité de membre fondateur ; c'est l'objet de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités, les administrateurs de la Ville de Montpellier représentés au Conseil d'Administration de la SERM et de ACM Habitat à créer et à adhérer en tant que membre fondateur à l'Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attributions de subventions et annulation d'une subvention dans le cadre de la
thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

La délibération V2021-010 du 8 février 2021 a, par ailleurs, précisé les critères de soutien aux acteurs du spectacle vivant : valeur intrinsèque du projet, inscription dans le territoire, présence d'artistes émergents, de pratiques novatrices, exigences de parité artistique, vitalité de l'association, public visé, financements d'autres partenaires.

1. Attribution de subventions de fonctionnement et projets :

N° dossier	Code	Nom de la structure	Rubrique	Nature	Titre du projet	Montant proposé en €
CULTURE-006072	7063	Cercle Napoléon	Patrimoine	Projet	Austerlitz	400
CULTURE-006073	7063	Cercle Napoléon	Patrimoine	Projet	Montpellier parcours Napoléon	400
CULTURE-006074	7063	Cercle Napoléon	Patrimoine	Projet	Napoléon à Sainte Hélène	400
CULTURE-005538	200	Objectif Images	Arts	Fonctionnement		1 900
CULTURE-006060	7285	Artstation	Arts	Projet	Artstation 2021	1 600
CULTURE-006299	7622	Luttopia	Arts	Projet	Exposition Banksy	4 000
CULTURE-006064	473	Le Bao	Théâtre	Fonctionnement		1 000
CULTURE-006083	5113	Compagnie Caracol	Théâtre	Fonctionnement		1 000
CULTURE-005552	5205	Compagnie Moebius	Théâtre	Fonctionnement		4 000
CULTURE-005881	7498	Les Brimborions	Théâtre	Projet	Le Boudoir	1 500
CULTURE-006075	7730	Collectif les Essentiels	Danse	Projet	7 façons de mourir	3 000
CULTURE-006001	6842	Compagnie Kontamine	Danse	Projet	Petite mécanique humaine	1 000
CULTURE-006002	6842	Compagnie Kontamine	Danse	Projet	LBLA	2 000
CULTURE-006113	2009	Coralen	Musique	Fonctionnement		500
CULTURE-006302	7632	Moovement event	Musique	Fonctionnement		13 200
CULTURE-006076	2920	Comité d'Animation et de Prévention Gély-Figuerolles	Musique	Projet	Festival mosaïque gipsy bohème	10 000
CULTURE-005566	3745	Association Chrétiens et Cultures	Musique	Projet	Festival interreligieux de musique sacrée	15 000
CULTURE-006045	7597	Les Amandises	Musique	Projet	Amand'	2 500

2. Annulation de subvention :

L'association LineUp, qui a bénéficié d'une subvention de 2000 € par délibération n°V2021-269 du 26 juillet 2021, a indiqué renoncer à cette attribution pour le projet 005825 « Œuvres urbaines ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et conventions spécifiques ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver l'annulation de la subvention à l'association LineUp pour le projet Œuvres urbaines (2 000 €) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle fonctionnement 1
- modèle fonctionnement 2
- modèle lettre engagement 1
- mmodèle lettre engagement 2
- modèle projet 1
- modèle projet 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÉCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Luc ALBERNHE.

**Cession à titre gratuit à la Halle Tropisme de matériel scénographique utilisé sur
le festival Afrika Montpellier du 5 au 10 octobre 2021 - Approbation**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier a réalisé une scénographie et achetée des équipements spécifiques dans le cadre du festival Afrika Montpellier qui s'est tenu sur l'esplanade Charles-de-Gaulle à Montpellier du 5 au 10 octobre dans la cadre du sommet Afrique-France 2021.

Une partie du matériel listées ci-dessous ne sera plus employé par la collectivité à l'avenir :

- 6 totems ;
- 15 bancs en bois ;
- 2 liseuses en bois ;
- 7 tables et 7 petits bancs en bois foncé ;
- Un puzzle géant : une bâche avec une carte de l'Afrique et des pièces en bois découpées représentant les pays africains.

Les matériels, sont actuellement stockés chez Solution Exposition, ZA Garosud 34075 Montpellier Cedex 3 (environ 20 m3) ce qui représente un coût pour la Collectivité qui paie mensuellement au m³ de stockage.

La Ville de Montpellier n'a pas intérêt à conserver du matériel événementiel obsolète qu'elle n'utilisera plus, elle souhaite donc le réformer et le céder à la Halle Tropisme (121, rue Fontcouverte, 34070 Montpellier) qui l'utilisera pour améliorer l'accueil du public. La cession est réalisée à titre gratuit.

L'enlèvement du matériel chez le prestataire, le transport ainsi que la possible remise en état seront à la charge totale de la Halle Tropisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réforme du matériel événementiel décrit ci-dessus ;
- D'approuver la cession à titre gratuit de ce matériel à la Halle Tropisme ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Comité des abonnés du Réseau Montpellierain du Réseau De Chaleur de Froid (RMCF)	Mme Agnès SAURAT (titulaire) M. Laurent NISON (suppléant)
Maison des Francophonies	Mme Clare HART (titulaire)

Ville Amie des Aînés	La ou le Chargé(e) de mission Bien Vieillir (représentant suppléant de l'administration)
Université de Montpellier – Etablissement Public Expérimental	M. Max LEVITA (titulaire) M. Michaël DELAFOSSE (suppléant)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Christian ASSAF, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Luc ALBERNHE.

Procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021 est annexé à la présente délibération accompagnée de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès-verbal du CM du 21_09_21 + synthèse des décisions.pdf •

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Fanny DOMBRE-COSTE, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attractivité et dynamisation du centre ville pour les fêtes de fin d'année -
Attribution de subvention au Comité Plein Centre Montpellier Commerce -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Le Comité Plein Centre Montpellier Commerce, association de commerçants du centre-ville, a présenté un projet d'animation pour les fêtes de fin d'année.

Cette association, dont le but est de coordonner les actions des commerçants du centre-ville mais aussi de réaliser et gérer des animations communes, propose un programme multithématique dans l'Ecusson (animations musicales, mise en place d'une mascotte, descente aux flambeaux Peyrou/Comédie, décorations de rues...) afin de renforcer le parcours marchand des visiteurs dans un esprit de festif.

Afin de soutenir ces opérations, il est proposé d'allouer une subvention de 65 000 € à l'association Comité Plein Centre Montpellier pour cette année 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2021 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Jean-Dominique DELAVEAU, Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE, Agnès ROBIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "International" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

A l'occasion de l'une de ses premières délibérations de la mandature, la Ville de Montpellier a souhaité apporter son soutien à l'association SOS Méditerranée, qui vient en aide aux migrants tentant de fuir leur pays en traversant la mer méditerranée. Au cours des cinq dernières années, plus de vingt mille personnes sont mortes en Méditerranée.

La présente délibération renouvelle ce soutien en proposant d'apporter, aux côtés d'autres collectivités, une participation à l'achat d'un nouveau canot de sauvetage pour l'Océan Viking. Il s'agit de remplacer l'un des trois canots spécialement adaptés aux conditions intenses et périlleuses en haute mer. Ces canots permettent notamment d'intervenir dans des situations particulièrement complexes où il doit être porté secours en un temps très court à des dizaines voire des centaines de personnes en danger.

Il est également proposé de renouveler l'aide de la Ville à l'Association des afghans de Montpellier, dont l'activité de lien et de cohésion avec la diaspora afghane est particulièrement cruciale dans la période politique traversée par le pays, notamment au vu de l'assistance administrative apportée par l'association dans les procédures de rapatriement et d'asile.

Code association	Structure	Type	Attribué
7579	SOS Méditerranée	Investissement	10 000 €
484	Les Afghans de Montpellier	Fonctionnement	1 000 €
		TOTAL	11 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Né prend pas part au vote : 1 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention
- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions de fonctionnement dans le cadre de la thématique jeunesse sport

Code	Nom de la Structure	Type	Titre du Projet	Montant
1195	LION'S CLUB MTP LANGUEDOC	Projet	20 KM DE MONTPELLIER	3 000,00 €
Total				3 000,00 €

2) Attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets qui vise à soutenir des investissements d'associations sportives dans le cadre de la délibération V2021-172 du 14 juin 2021 :

Code	Nom de la Structure	Type	Titre du Projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	2 452,00 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Investissement	Achat Véhicule	27 691,00 €
102	FOOT CLUB PETIT BARD	Investissement	Achat Véhicule	13 650,00 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Investissement	Achat matériel sportif	5 800,00 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Investissement	Achat matériel sportif	21 657,00 €
845	MUC AVIRON		Achat Véhicule	22 400,00 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE-KAYAK UC	Investissement	Achat matériel sportif	5 250,00 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT	Investissement	Achat Véhicule	19 608,00 €
919	MUC ESCRIME	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 500,00 €
931	AS SAINT MARTIN	Investissement	Achat matériel sportif	16 800,00 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 500,00 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 475,00 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Investissement	Achat Véhicule	16 170,00 €
1417	MUC BASEBALL	Investissement	Achat matériel sportif	6 000,00 €
1615	MUC BOXE ET SAVATE FRANCAISE	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 250,00 €
1850	ASSOCIATION MONTPELLIER RUGBY CLUB	Investissement	Achat Véhicule	42 000,00 €
1891	MONTPELLIER GRS	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	5 397,00 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 000,00 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Investissement	Achat Véhicule	25 000,00 €
3659	3MTKD SPORT CULTURE SOCIAL	Investissement	Achat Véhicule	30 000,00 €

4556	MONTPELLIER EAUX VIVES	Investissement	Achat matériel sportif	10 000,00 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	6 142,00 €
4875	AS CELLENEUVE	Investissement	Achat Véhicule	18 200,00 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Investissement	Achat Véhicule	12 250,00 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIQUE	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	3 000,00 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Investissement	Achat Véhicule	24 500,00 €
7124	BOXING ARTS	Investissement	Achat Véhicule	19 040,00 €
7090	MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	Investissement	Achat matériel sportif	15 000,00 €
7380	HANDBALL FEMININ 3M	Investissement	Achat matériel sportif	9 800,00 €
7740	COMITE DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT DE BASKET BALL	Investissement	Achat Matériel informatique ou numérique	4 737,00 €
Total				399 269 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Nadia AKIL, M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Sophiane MANSOURIA.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Convention investissement Ville 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des
dimanches de l'année 2022 - Avis du Conseil municipal**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail par année civile. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouvertures dominicales pour l'année 2022 sont les suivants :

- Pour les secteurs d'activités du Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer, Electroménager-TV-HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates, les 16 janvier, 15 mai, 26 juin, 27 novembre, 4 décembre, 11 décembre, 18 décembre ;

- Pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour 5 dates, les 16 janvier, 13 mars, 12 juin, 18

septembre et 16 octobre 2022.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé sur ces dates lors de sa séance du 23 novembre 2021.

Conformément aux dispositions de l'article L.3132-25-4 du Code du travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De formuler un avis favorable sur les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2022 et des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur de l'automobile seront autorisés à ouvrir en 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 19 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° V2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Aussi, il a été envisagé pour les dossiers de subventions déposés avant le 31 mai 2021 et donc assujettis au règlement attributif des aides, lié à la campagne 2017-mi-2021, la possibilité d'octroyer une aide pour les travaux réalisés jusqu'au 31 décembre 2021.

A ce titre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « EAU DE VERVEINE », centre paramédical
Gérant : M. Jean-Patrick BROUILLARD

13 cours Gambetta

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 392,18 €

Montant à verser : 6 392,18 €

Enseigne « LE PRÉ VERT », restauration

Gérante : Mme Suzan BOZKURT

10 rue Sainte Anne

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 3 895 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 791,34 €

Montant à verser : 2 343,17 €

Enseigne « CULTURE INDOOR », magasin

Gérant : M. Vivien GAULT

15 rue Chaptal

Rappel : Attribution d'une partie de la subvention (2 810,87 €) par décision prise par le Conseil municipal du 30 juillet 2020

Solde, pour travaux totalement réalisés, et avec factures complémentaires

Subvention travaux totale = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre totale = 380 €

Prime travaux pour personnes à mobilité réduite (PMR) = 500 €

Montant à verser : 4 069,13 €

Au titre de la nouvelle campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales instaurée par délibération du 14 juin 2021 ; il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « AROMA », restauration

Gérante : Mme Mélody CASTIELLO

39 rue Saint Guilhem

Subvention enseigne

50 % sur un total de travaux de 1 026,53 €

Montant à verser : 513,27 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de ces subventions pour un montant total de 13 317,75 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration DCM devantures_2021 11 30.pdf

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Demande de classement au titre des monuments historiques de l'orgue de l'église
Saint-Matthieu - Approbation**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Reconstruite dans les années 1620, de style classique, l'église Saint-Matthieu possède un patrimoine mobilier de qualité, composé de statues, vitraux et peintures, datant pour la plupart de cette période. L'édifice est vendu comme bien national à la Révolution puis mis à la disposition de la Ville en 1829, date à partir de laquelle est construit le portail donnant sur la rue Germain.

Fait historique notable, sont baptisés dans cette église en 1808 et 1811, Vincent et Aristide CAVAILLÉ-COLL, fils de Dominique CAVAILLÉ-COLL, comptant tous trois parmi les facteurs d'orgue les plus importants du XIX^e siècle.

Commandé le 30 mai 1867, inauguré le 15 août 1868, l'orgue de l'église est réalisé par Vincent CAVAILLÉ-COLL. L'instrument, notamment ses deux claviers et une partie de la tuyauterie, sont aujourd'hui encore d'origine. Après le départ en retraite de Vincent CAVAILLÉ-COLL, l'orgue est confié à la maison PUGET de Toulouse. Trois interventions notables en 1885, 1896 et 1928 modifient l'instrument, en particulier au niveau des mécaniques.

De récentes expertises sollicitées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie soulignent l'intérêt indéniable de l'instrument. Intérêt patrimonial tout d'abord, lié à la conservation d'un

instrument caractéristique du travail de Vincent CAVAILLÉ-COLL. Intérêt historique, du fait qu'il s'agit de la paroisse de cette famille de facteurs d'orgue. Intérêt local, enfin, Montpellier ne comptant que peu d'orgues de ces facteurs d'exception, alors même qu'ils sont originaires de la ville.

L'orgue, tout comme l'église de Saint-Mathieu, sont propriétés de la Ville de Montpellier. Engagée dans la dynamique du label *Pays d'art et d'histoire* portée par la Métropole, soucieuse de la préservation et de la valorisation de ses patrimoines, la Ville est favorable à ce que soit étudié le classement de cet instrument remarquable au titre des monuments historiques et que le dossier soit présenté à la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la présentation d'une demande de classement de l'orgue de l'église Saint-Mathieu au titre des monuments historiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be 'M. Delafosse'. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp has a double border. The outer border contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' at the top and 'M. Delafosse' at the bottom. The inner circle features a coat of arms with a crown on top and a shield below, which is the official emblem of the City of Montpellier.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Centenaire Brassens - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée
Métropole - Prise en charge de frais - Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole organisent plusieurs événements artistiques d'octobre 2021 à fin janvier 2022 en hommage au centenaire de la naissance de Georges Brassens. Afin de mettre en œuvre une programmation artistique pertinente et de qualité, la Métropole de Montpellier a requis les services de Madame Clémentine DEROUILLÉ, directrice artistique indépendante. Cette saison est proposée en lien avec l'exposition « Gare au Brassens » qui aura lieu à l'espace Bagouet du 27 octobre 2021 au 30 janvier 2022.

La programmation accueillera, sur la période pré-citée, des siestes acoustiques, lectures musicales, rencontres littéraires, film documentaire, masterclasses Brassens. Ces événements se dérouleront dans des espaces gérés par la Ville (Maison des Chœurs, espace Bagouet, cinéma Nestor Burma et théâtre Jean Vilar) et par la Métropole (Cité des Arts, Réseau des Médiathèques, Musée Fabre). La Ville de Montpellier et la Métropole mettront gracieusement à disposition de l'autre les différents lieux et prendront en charge, chacune pour ce qui la concerne, la rémunération des intervenants et leurs différents frais.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se répartiront ainsi la rémunération des intervenants invités ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration durant leur séjour à Montpellier. Le montant de ces dépenses est évalué à 15 000 € pour la Métropole et 10 000 € pour la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prise en charge de la rémunération et des frais de déplacement, hébergement et restauration des intervenants invités ;
- De dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Ville Métropole

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Théâtre Jean-Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2023 avec le
lycée Jules-Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant pour l'année
scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean-Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education Nationale et du ministère de la Culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

L'atelier théâtre existe au lycée Jules-Guesde depuis les années 80 et occupe une place importante dans son projet d'établissement. Accessible à tous les élèves sans prérequis de niveau, il favorise les échanges de pratique et le partage entre les différentes classes et divisions du lycée.

Par délibération n° V2021-098 a été approuvée une convention pluriannuelle de partenariat pour les années 2021 à 2023, visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'Atelier Théâtre du lycée Jules-Guesde en partenariat avec le théâtre Jean-Vilar.

Un avenant annuel à cette convention est aujourd'hui proposé, en partenariat avec la Compagnie U, structure nouvelle. Pour l'année scolaire 2021-2022, celle-ci met un artiste intervenant (Ludivine BLUCHE) à disposition de l'atelier théâtre : 15 heures de répétition plateau seront prises en charge par le théâtre Jean-

Vilar (pour un montant estimé à 750 €) et 30 heures d'intervention auprès des élèves prises en charge par le lycée Jules-Guesde (pour un montant estimé à 1 500 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant pour l'année scolaire 2021-2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant 2021 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 27 novembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé la signature d'une convention de gestion, par la communauté d'agglomération, des bibliobus et des bibliothèques de quartier non transférées Jean-Paul-Sartre et Paul-Langevin.

Les bibliobus et la bibliothèque Jean-Paul-Sartre ayant cessé leur activité, la convention de gestion doit être renouvelée au seul bénéfice de la bibliothèque Paul-Langevin.

Cette convention décrit les modalités techniques, administratives et financières de la gestion, par Montpellier Méditerranée Métropole, de la bibliothèque Paul-Langevin, en précisant notamment les engagements réciproques.

Montpellier Méditerranée Métropole met ainsi à disposition de la Ville ses moyens humains et matériels, tandis que la Ville de Montpellier couvrira l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, qui lui seront refacturées par Montpellier Méditerranée Métropole.

La convention est établie conformément à l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, à compter du 1^{er} décembre 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de gestion de la bibliothèque Paul-Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de gestion

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Basket
Mosson - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite proposer à l'association Montpellier Basket Mosson un local associatif vacant au Palais des Sports Pierre de Coubertin afin qu'elle puisse poursuivre son action, à compter du 1er novembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2021. La convention de mise à disposition sera renouvelable deux fois par période d'un an par tacite reconduction.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer ou une redevance minoré lui sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
Montpellier Basket Mosson	P.D.S. Pierre de COUBERTIN Avenue de Naples – BP 7236 34083 MONTPELLIER Cedex 04	8 000 €	35,00 €	7 965,00 €

Toutefois, il convient pour l'année 2021, de calculer la redevance au prorata du temps d'occupation :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative 2021	redevance minorée	subvention en nature
DOMAINE PUBLIC				
Montpellier Basket Mosson	P.D.S. Pierre de COUBERTIN Avenue de Naples – BP 7236 34083 MONTPELLIER Cedex 04	1 330 €	35,00 €	1 295,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du domaine public entre la Ville de Montpellier et Montpellier Basket Mosson ;
- D'approuver la redevance minorée proposé à l'association Montpellier Basket Mosson ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total annuel de 7 965 €, et de 1 295 € au prorata du temps d'occupation pour 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Convention ODP Mtp Basket Mosson

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre
d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2021-2022 - Attribution
de subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 275 associations, plus de 100 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements. L'offre sportive montpellieraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 992 462,20 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2020 fixant les tarifs pour 2021 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pour l'attribution des créneaux annuels ;
- De prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- D'approuver les subventions en nature valorisables pour un montant de 4 992 462,20 € ;
- De dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Valorisation créneaux Plein Air Saison 2021 2022
- Valorisation créneaux installations couvertes 2021-2022
- Convention type ODP 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Michaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit
entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison
sportive 2021-2022 - Subvention en nature - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social. Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le CCAS.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le CCAS ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du CCAS les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est

assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 70 800 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques). Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2021-2022 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée ;
- D'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 70 800 € ;
- De dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du CCAS ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOS



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-CCAS 2021 2022 Gymm Randonnée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Jardin de la Reine - Convention d'occupation temporaire du domaine public
entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier
Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier. L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites guidées du Jardin de la Reine, inscrit dans la liste des monuments historiques depuis 2009, situé 1 bis rue Jardin de la Reine à Montpellier.

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire métropolitain et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition du site désigné ci-dessus à compter du 1^{er} décembre 2021.

Les visites organisées par l'Office de Tourisme intervenant principalement pendant les horaires d'ouverture au public du jardin, l'autorisation de pénétrer sur le site est consentie à titre gracieux et pour une durée indéterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition à titre gracieux du Jardin de la Reine au bénéfice de l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de visites guidées du site ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

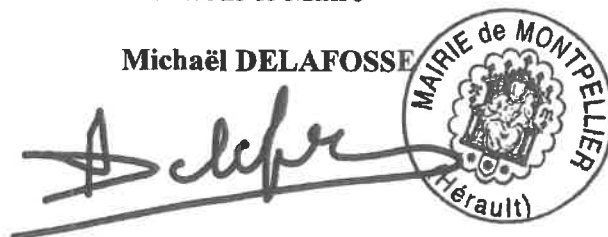
Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'A. Delafosse', written over a horizontal line. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' at the top and 'Hérault' at the bottom, surrounding a central emblem.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Hôtel de Varennes - Convention d'occupation temporaire du domaine public au
profit de l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée
Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier.

L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites d'une partie de l'Hôtel de Varennes, situé 2 place Pétrarque à Montpellier, notamment le rez-de-chaussée (corridor, cage d'escalier et la cour intérieure).

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire de la Métropole et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition du rez-de-chaussée du bâtiment, réservé avant tout à l'accueil d'associations, à compter du 1^{er} décembre 2021.

Les visites organisées par l'Office de tourisme intervenant principalement pendant les horaires d'ouverture au public du bâtiment, l'autorisation de pénétrer dans les locaux est consentie à titre gracieux et pour une durée indéterminée. Cette gratuité constituant une subvention en nature annuelle d'un montant de 1 280 €, il convient d'approuver et d'inscrire cette subvention sur le compte administratif de la Ville et de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de l'Hôtel de Varennes au bénéfice de l'Office de tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature qui s'élève à 1 280 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Hôtel de Ville - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la
Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier
Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier. L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites d'une partie de l'Hôtel de Ville de Montpellier, situé 1 place Georges-Frêche à Montpellier, notamment le hall, la salle des rencontres et sa terrasse, la salle du Conseil et sa terrasse, ainsi que la salle des pas perdus.

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire métropolitain et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition des locaux ci-dessus à compter du 1^{er} décembre 2021.

Les visites organisées par l'Office de Tourisme intervenant principalement pendant les horaires d'ouverture au public du bâtiment, l'autorisation de pénétrer dans les locaux est consentie à titre gracieux et pour une durée indéterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition gracieuse entre la Ville de Montpellier et l'Office de tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de visites guidées de l'Hôtel de Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



[Signature]

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire
à Glasgow pour sa participation à la 26ème conférence des parties (COP)
signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements
climatiques - Approbation**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

En 1992, lors du second Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, les états réunis, soucieux des enjeux climatiques, adoptent la Convention cadre des Nations Unies sur le Climat nommée COP. Cette convention reconnaît l'existence de dérèglements climatiques et vise à stabiliser le taux d'émission de gaz à effet de serre (GES) en proposant des solutions dans le cadre d'une coopération internationale.

Alors que l'urgence climatique se fait de plus en plus pressante, la communauté internationale s'est retrouvée, à partir du 31 octobre 2021, à Glasgow en Ecosse, pour intensifier ses efforts contre le réchauffement climatique, six ans après la COP 21 et l'accord de Paris sur le climat.

Chefs d'état et de gouvernement, représentants régionaux et locaux de l'ensemble des Etats signataires, représentants de la finance, des entreprises et des investisseurs, membres de la société civile et des ONG étaient invités à participer à cette COP 26.

Les thèmes suivants ont été ainsi abordés : financement des actions pour le climat, transition énergétique, nature et utilisation des terres, sciences et innovation, transports, action des villes et des territoires...

Monsieur le Maire était invité à se joindre à la délégation de France Urbaine pour la COP 26 et à intervenir au sein du Pavillon France, à la fois sur les leviers à disposition des collectivités locales leur permettant de réduire leur impact environnemental, ainsi que sur la présentation du financement de la gratuité des transports en commun au sein de Montpellier et de sa Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder un mandat spécial pour le déplacement de Monsieur le Maire à Glasgow, du 31 octobre au 4 novembre 2021 ;
- D'autoriser le déplacement d'un représentant du Cabinet du Maire ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'A. Delafosse', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the perimeter and a central emblem featuring a crown and a shield. Below the signature, there is a small black dot.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORÉ, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Pleinement mobilisée depuis juin 2020, l'équipe municipale écrit au fil de ses délibérations un nouveau récit pour Montpellier, donne un nouveau souffle pour la ville. Par la présente, le Conseil municipal donne acte de la réalisation d'ici 2026 des engagements pris devant les Montpelliéraines et les Montpelliérains en proposant d'en inscrire budgétairement les grandes orientations.

Pour la première fois de son histoire, la Ville de Montpellier formalise ainsi ses investissements dans une programmation pluriannuelle (PPI) pour la période 2021 - 2026. Elle traduit ainsi, par ces choix budgétaires, les engagements de l'équipe municipale.

Avec une capacité d'investissements fixée à 1 milliard d'euros, cette programmation témoigne d'un volontarisme sans précédent, dans un contexte de crise sanitaire et économique où l'investissement public est indispensable à la relance du territoire et à la protection des plus faibles.

Elle repose sur une équation financière rigoureuse et responsable, basée sur la stabilité de la fiscalité des ménages, l'optimisation des recettes et des dépenses de fonctionnement et un recours maîtrisé à la dette. La PPI sera pilotée en continu de manière à veiller au respect de l'enveloppe allouée à chaque projet comme aux équilibres budgétaires de la collectivité.

La programmation 2021-2026 traduit ainsi les objectifs de la mandature pour impulser la transition écologique et sociale. Ses objectifs seront ainsi ajustés et mis en œuvre à l'occasion de chaque exercice budgétaire, afin de répondre à des politiques ambitieuses pour redonner la priorité aux écoles et aux enfants, apaiser la ville dans un urbanisme durable, construire la ville parc, permettre l'épanouissement de chacun, bâtir une ville plus proche et plus solidaire, garantir à chacune et chacun une ville qui les protège.

371 M€ POUR REDONNER LA PRIORITE AUX ECOLES ET AUX ENFANTS

Réussite éducative, petite enfance et restauration scolaire

Premier poste d'investissements, la réussite éducative, la petite enfance et la restauration scolaire représentent plus d'un tiers des objectifs d'investissements programmés. Montpellier en fait ainsi la priorité de la mandature et place l'enfant au cœur de ses politiques publiques.

La Ville investit pour les nouveaux écoliers avec la construction d'équipements neufs en réponse à une croissance démographique soutenue mais aussi, afin d'accroître la production de repas, tout en augmentant la part du bio, des circuits-courts et des aliments peu transformés dans les assiettes des enfants, au travers du projet de cité de l'alimentation.

Au-delà des constructions nouvelles, Montpellier s'engage dans un grand plan pour revaloriser l'école de la République, avec un effort d'investissements inégalé pour réparer un patrimoine vieillissant et l'inscrire dans l'avenir, avec des engagements forts pour la mise en accessibilité de toutes les écoles d'ici la fin du mandat, pour la rénovation thermique et le rafraîchissement des salles de classe, la végétalisation des cours, l'équipement numérique de tous les groupes scolaires, l'évolution des cantines en selfs ou encore l'apaisement des abords des établissements.

Ces efforts d'investissement viennent s'ajouter à la revalorisation de la dotation scolaire et aux actions menées sur les temps périscolaires, pour donner aux enfants le meilleur de l'école publique. Plus attractives, les écoles montpelliéraines favorisent la mixité et sont le socle d'une nouvelle vision de la ville, plus solidaire, à hauteur d'enfant, porteuse de nouveaux enjeux et engagée pour la réussite de chacun.

Objectifs prévisionnels d'investissements	
<i>Investir pour l'avenir :</i>	
•	95 M€ pour l'ouverture de 7 nouvelles écoles
•	16 M€ pour répondre à l'objectif de 300 nouvelles places en crèche
•	40 M€ pour une nouvelle proposition de restauration scolaire avec la cité de l'alimentation
<i>Un grand plan pour revaloriser l'école de la République :</i>	
•	62 M€ pour entretenir, embellir et améliorer les crèches et groupes scolaires
•	37 M€ pour la réhabilitation et la reconstruction de quatre établissements scolaires prioritaires
•	47 M€ pour la rénovation thermique et la transition écologique du patrimoine scolaire sur la mandature
•	12 M€ pour la création de 19 selfs permettant aux enfants d'être acteurs de leurs repas
•	22 M€ pour la végétalisation des cours, le rafraîchissement et le confort thermique des écoles
•	5 M€ pour l'équipement numérique de toutes les écoles

292 M€ POUR UNE VILLE APAISEE ET DURABLE

Renouvellement urbain et aménagement

Le deuxième poste d'investissements de la mandature traduit la volonté de repenser l'urbanisme montpellierain en freinant l'étalement, en rééquilibrant la ville et en réinvestissant les quartiers plus anciens, longtemps oubliés des projets urbanistiques.

S'agissant des aménagements nouveaux, en augmentant la part de la construction au sein des ZAC et en luttant contre la construction à la parcelle, Montpellier souhaite maîtriser davantage son expansion et retrouver plus de cohérence dans son projet urbain. La priorité est donnée au rééquilibrage de la ville et les investissements sont notamment dirigés, en complément de la Métropole, vers les quartiers du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain des Cévennes et de la Mosson. Plus globalement, la Ville aménage sa capacité à intervenir sur l'ensemble des secteurs plus anciens, pour en améliorer le cadre de vie et l'attractivité.

La Ville concourt aussi aux investissements majeurs de la Métropole en direction de la voirie, des transports et des mobilités, au profit d'un apaisement de la ville et du renouveau de ses quartiers. Par un fonds de concours exceptionnel, Montpellier donne une impulsion forte pour enfin concrétiser la 5^{ème} ligne de tramway tant attendue, étendre la 1^{ère} ligne jusqu'à la gare Sud de France, organiser un schéma directeur des mobilités cyclables et piétonnes ambitieux et réaliser 4 lignes de bus à haut niveau de service, en site propre, qui améliorent la desserte de tous les quartiers et facilitent l'entrée dans la ville-centre depuis les communes alentours. Le choc des mobilités, notamment provoqué par la gratuité des transports en commun pour les habitants de la métropole, vient ainsi renverser les anciens modèles et réinventer la ville plus verte et plus solidaire là où se creusaient de nouvelles inégalités sur les coûts et temps de déplacement.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Rééquilibrer la ville :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 40 M€ pour la politique foncière de la collectivité • 19 M€ de participation au renouvellement des quartiers prioritaires Mosson et Cévennes • 4 M€ pour l'aménagement commercial <p><i>Accompagner son développement :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 M€ pour la prise en charge des espaces publics dans le cadre des ZAC : Cité créative (EAI), Restanque, Beausoleil, République <p><i>Apaiser la ville :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 M€ de fonds de concours mobilités versés à la Métropole • 23 M€ pour l'accessibilité des espaces publics • 31 M€ de fonds de concours voirie versés à la Métropole

110 M€ POUR LA VILLE PARC Environnement et développement durable

L'enveloppe de 110 millions d'euros dédiée à une ville plus verte et plus résiliente, à la nature en ville et à la transition écologique, place les valeurs de solidarité, de qualité de vie, d'environnement et de sobriété au cœur du nouveau récit que Montpellier écrit autour des enjeux d'urbanisme et d'aménagement.

La ville parc se dessine ainsi au travers des projets de développement et de préservation de la nature en ville, à l'instar du projet des Bouisses. Avec un objectif de 50 000 arbres sur la mandature, Montpellier donne une orientation claire à sa PPI. Préservation et valorisation du patrimoine naturel existant, création de parcours et de coulées vertes dans la ville, plantations et aménagement de jardins partagés : les Montpelliéraines et les Montpelliérains se réapproprient la ville, à pied ou à vélo, plus verte, plus conviviale et fraternelle.

Concomitamment à la mise en place de la zone de faible émission (ZFE), la Ville veut renouveler l'ensemble de son parc automobile pour le décarboner et le rendre zéro émission. Montpellier se veut ainsi exemplaire, plus résiliente, aux côtés des habitants, pour diminuer son empreinte sur l'environnement.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>La ville parc :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 35 M€ pour un grand parc Lunaret - Lavalette - Montmaur doté d'un centre de soin pour la faune locale • 18 M€ pour valoriser et entretenir nos espaces verts • 3 M€ pour remplir l'objectif de planter 50 000 arbres, la création de parcelles, jardins partagés et vergers patrimoniaux • 3 M€ pour la rénovation et la création d'aires de jeux inclusives <p><i>Une ville exemplaire :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 8 M€ pour décarboner les véhicules municipaux • 4 M€ pour l'installation de bornes de rechargement pour les véhicules électriques • 10 M€ pour rénovation des équipements climatiques des bâtiments municipaux

105 M€ POUR L'EPANOUISSEMENT DE CHACUN

Culture, patrimoine, sports et jeunesse

Nettement renforcés, les crédits alloués à la culture, le patrimoine, les sports et la jeunesse traduisent l'effort engagé par la Ville de Montpellier pour entretenir et mettre en valeur les atouts de son territoire.

Montpellier s'associe ainsi à la Métropole pour valoriser le patrimoine historique et architectural exceptionnel de son cœur de ville, au soutien de sa candidature au patrimoine mondial de l'Unesco et du rayonnement du territoire. En complément des actions menées pour la propreté et la sécurité, ces aménagements contribuent à accroître la qualité de vie et l'attractivité d'un cœur de ville partagé par l'ensemble des habitants.

Montpellier valorise son patrimoine culturel et ses talents, comme elle réinvestit ses équipements sportifs pour les ouvrir à toutes et à tous, au plus grand nombre. La programmation pluriannuelle prévoit ainsi le financement d'un grand plan de rénovation des nombreux équipements et plateaux sportifs de proximité.

Par ailleurs, afin d'accompagner les projets culturels et sportifs dans le long terme, Montpellier décide d'apporter un appui exceptionnel à la vitalité associative, par l'octroi de subventions d'équipements.

Objectifs prévisionnels d'investissements
<p><i>Un patrimoine exceptionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 M€ pour la valorisation patrimoniale du cœur de Ville • 5 M€ pour la rénovation du domaine de Méric • 5 M€ de provision pour la rénovation du Jardin des plantes • 6 M€ pour la restauration et mise en valeur du Peyrou • 4 M€ pour la restauration du Mikvé <p><i>Un grand plan de rénovation pour le sport de proximité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 M€ pour la rénovation des installations sportives de proximité • 5 M€ pour la réfection des plateaux sportifs et le remplacement de terrains synthétiques dans les quartiers

Appui à la vitalité associative :

- 3 M€ de subventions d'équipement aux associations culturelles
- 3 M€ de subventions d'équipement aux associations sportives

70 M€ POUR UNE VILLE PLUS PROCHE ET SOLIDAIRE

Action sociale, Maisons Pour Tous et Fonctions supports

La solidarité se joue sur tous les fronts et, à la tentation du repli, la Ville répond, dans ses différents projets (gratuité des transports, tarification des cantines, encadrement des loyers, ...), en rassemblant les éléments d'un véritable bouclier social, protecteur des plus vulnérables comme du pouvoir d'achat de chacun.

En investissement, la PPI intègre notamment le développement d'espaces de prévention santé et d'un bus itinérant associé. Les enjeux de solidarité se traduisent aussi dans le maillage de la commune et des quartiers, auquel contribuent les Maisons pour Tous. Les investissements sont ainsi démultipliés sur la mandature, en complément de ceux du Centre Communal d'Action Sociale et au soutien d'un effort de fonctionnement important, et permettent l'engagement d'un vaste plan de modernisation et de réhabilitation des EHPAD et des Maisons pour Tous.

Par ailleurs, un travail important est engagé sur la relation aux usagers, le renouveau démocratique et l'innovation sociale. Les investissements sont notamment dirigés vers la modernisation informatique et numérique du service public, ainsi que le développement de la démocratie de proximité, via la mobilisation de crédits participatifs importants dans les quartiers. Ouverte et laïque, la Ville appelle ainsi à la participation de tous pour écrire le quotidien de chaque place, de chaque quartier.

Objectifs prévisionnels d'investissements

- 16 M€ pour la modernisation informatique de l'administration et des relations aux usagers
- 13 M€ pour rénover et améliorer les conditions d'accueil de 14 MPT
- 11 M€ de crédits participatifs dans les quartiers
- 2,5 M€ pour moderniser les lieux d'action sociale (locaux associatifs, clubs de l'âge d'or)

34 M€ POUR LA SECURITE POUR TOUS ET PARTOUT

Sécurité et tranquillité publique

La programmation pluriannuelle accompagne les nouvelles priorités définies par Montpellier en matière de sécurité : des moyens renforcés pour affirmer le respect de la loi et des règles républicaines sur lesquelles repose le vivre ensemble. Comme en matière de solidarité, les investissements sont démultipliés, au soutien des efforts de fonctionnement, pour construire la ville qui protège. Avec la création d'un hôtel des sécurités ou le renforcement de la vidéo protection, la PPI répond ainsi à l'important travail mené pour accroître la présence de la police municipale sur le terrain, auprès des habitants et en coordination avec la police nationale.

Objectifs prévisionnels d'investissements

- 25 M€ pour un hôtel des sécurités et l'acquisition de 7 postes de commandement mobiles
- 3 M€ pour la vidéo protection urbaine

- 4 M€ pour la modernisation des locaux de sécurité
- 1 M€ pour moderniser les matériels d'hygiène et de sécurité

Volontariste et irriguant toutes les politiques publiques de la commune, la programmation pluriannuelle d'investissement 2021-2026 établit ainsi un cadre ambitieux pour les exercices budgétaires en cours et à venir. Elle pose les jalons d'un nouveau récit montpelliérain ; celui d'une ville qui inspire, pleinement à la rencontre des défis du siècle.

Elle sera financée d'une part sur les Crédits de Paiement (CP) des Autorisations de Programme (AP) inscrits ou à inscrire au budget, et d'autre part sur des crédits dits globalisés (hors autorisations de programme, correspondant notamment aux crédits d'investissements courants des services) inscrits dans le budget ou à inscrire à l'occasion des échéances budgétaires suivantes.

Outil de pilotage et d'anticipation de l'action publique, ses prévisions doivent favoriser un meilleur suivi de la réalisation des investissements et seront ajustées en fonction de l'avancement et des aléas éventuels des projets, ainsi que des évolutions du cadre légal et réglementaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la Programmation Pluriannuelle d'Investissement 2021-2026 de la Ville de Montpellier telle que présentée ;
- De prendre acte que les dépenses résultant de la Programmation pluriannuelle d'Investissement 2021-2026 sont financées à partir des crédits inscrits ou à inscrire au budget ; ces dépenses seront imputées sur les chapitres 20, 204, 21, 23, et 45 selon la réglementation comptable en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



[Signature of Michaël Delafosse]

Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL,
Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie
CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-
Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi
EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET,
Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie
MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine
RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia
TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé
MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné
pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora
LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves
BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à
Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant
donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2021, il convient de procéder à des ajustements de
crédits entre les différents chapitres du budget.

La Décision Modificative du budget s'équilibre à -1 042 333 euros en fonctionnement et à
- 24 592 922 euros en investissement.

La Décision Modificative concernant le budget se présente de la façon suivante :

BUDGET FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-1 029 780,00		-1 029 780,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-46 531,00		-46 531,00
932	Enseignement, professionnelle et apprentissage	4 078 000,00		4 078 000,00

933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-199 143,00		-199 143,00
934	Santé et action sociale	-966 000,00		-966 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	538 300,00		538 300,00
936	Action économique	-333 810,00		-333 810,00
937	Environnement	-109 000,00		-109 000,00
938	Transports	-2 343,00		-2 343,00
940	Impositions directes	-45 000,00		-45 000,00
942	Dotations et participations	4 405,00		4 405,00
943	Opérations financières	-400 000,00		-400 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-40 000,00		-40 000,00
946	Transfert entre les sections		-7 550 000,00	-7 550 000,00
953	Virement à la section d'investissement		5 058 569,00	5 058 569,00
Total		1 449 098,00	-2 491 431,00	-1 042 333,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	1 879 030,00		1 879 030,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-134 855,00		-134 855,00
936	Action économique	-60 876,00		-60 876,00
938	Transports	297 802,00		297 802,00
940	Impositions directes	1 786 154,00		1 786 154,00
941	Autres impôts et taxes	335 096,00		335 096,00
942	Dotations et participations	55 316,00		55 316,00
946	Transfert entre les sections		-5 200 000,00	-5 200 000,00
Total		4 157 667,00	-5 200 000,00	-1 042 333,00

BUDGET INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-2 046 177,00		-2 046 177,00
901	Sécurité	-800 000,00		-800 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-4 284 718,00		-4 284 718,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-3 055 827,00		-3 055 827,00
904	Santé et action sociale	-707 000,00		-707 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-7 080 908,00		-7 080 908,00
906	Action économique	-487 036,00		-487 036,00
907	Environnement	-15 000,00		-15 000,00

921	Taxes non-affectées	-16 256,00		-16 256,00
923	Dettes et autres opérations financières	-1 200 000,00		-1 200 000,00
925	Opérations patrimoniales		300 000,00	300 000,00
926	Transferts entre les sections		-5 200 000,00	-5 200 000,00
Total		-19 692 922,00	-4 900 000,00	-24 592 922,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	1 900,00		1 900,00
901	Sécurité	-20 000,00		-20 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 883 134,00		1 883 134,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-405 177,00		-405 177,00
904	Santé et action sociale	-410 000,00		-410 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-82 296,00		-82 296,00
921	Taxes non affectées	68 741,00		68 741,00
922	Dotations et participations	847 209,00		847 209,00
923	Dettes et autres opérations financières	-23 830 002,00		-23 830 002,00
925	Opérations patrimoniales		300 000,00	300 000,00
926	Transfert entre les sections		-7 550 000,00	-7 550 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		5 058 569,00	5 058 569,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	-455 000,00		-455 000,00
Total		-22 401 491,00	-2 191 431,00	-24 592 922,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la Décision Modificative n°1 du budget par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations -
Principes et montants 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° V2019-532, la Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la Collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Les provisions doivent être ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donnent lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

A la suite des recommandations du Commissaire aux Comptes, dans le cadre de la campagne 2020, il est proposé de modifier les modalités d'évaluation de la provision pour Compte Epargne Temps et d'instaurer deux nouvelles provisions pour les congés reportés et l'Aide au Retour à l'Emploi. Le descriptif de ces évaluations est indiqué ci-dessous.

Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Au 31 décembre 2020, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 5 754 774.97 € et se répartissait de la façon suivante :

	Compte de Gestion au 31/12/2020
Litiges et contentieux	215 714.00
Restes à recouvrer	1 473 516.47
Liquidation et redressement judiciaire	1 038 738.50
Compte épargne temps	909 012.00
Dépréciation Titres de participation	2 117 794.00
Total	5 754 774.97

Il est proposé de valider les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2021 :

- **Provision pour litiges et contentieux** : il est proposé de constituer une provision dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Collectivité. Elle est évaluée au regard du risque encouru ;
- **Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR)** : il est proposé de provisionner totalement les créances supérieures à 4 ans et de constituer une provision à hauteur de 15% des créances émises les 3 dernières années, sur la base des restes à recouvrer proposés par le Comptable Public ;
- **Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire** : il est proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public ;
- **Provision pour Compte Epargne Temps** : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, dès le 1er jour épargné ;
- **Provision pour congés reportés** : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être reportés sur l'exercice suivant ;
- **Provision Aide Retour à l'Emploi** : il est proposé de constituer une provision à hauteur du montant susceptible d'être versé ;
- **Provision pour dépréciation des titres de participation** : il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2021, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2020	2021		Compte de Gestion au 31/12/2021
		Reprise	Dotations	
Litiges et contentieux	215 714.00	87 400.00	140 400.00	268 714.00

Créances irrécouvrables	1 473 516.47	395 364.00	358 254.21	1 436 406.68
Liquidation et redressement judiciaire	1 038 738.50	139 069.34	17 145.33	916 814.49
Compte épargne temps	909 012.00	0.00	7 348 628.11	8 257 640.11
Congés reportés	0.00	0.00	2 629 553.10	2 629 553.10
Aide Retour à l'Emploi	0.00	0.00	3 320 447.61	3 320 447.61
Dépréciation Titres de participation	2 117 794.00	17 930.96	0.00	2 099 863.04
Total	5 754 774.97	639 764.30	13 814 428.36	18 929 439.03

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSÉ



[Signature]

Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFODX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
(CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre, codifiée au Code général des impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°317 du 12 octobre 2020, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLECT du 5 octobre 2021. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, ce rapport de CLECT, doit être soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

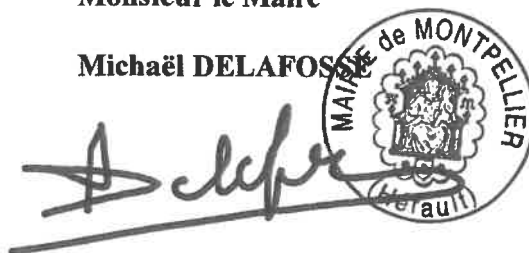
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'M. Delafosse', written over a horizontal line. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and 'M. Delafosse' at the bottom. In the center of the stamp is a small coat of arms.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de CLECT définitif du 05 10 21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attributions de compensations 2021 définitives suite à la Commission Locale
d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences de la part des communes membres, dont fait partie la Ville de Montpellier. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole.

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, le montant prévisionnel des

attributions de compensation a été notifié aux communes avant le 15 février 2021.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), qui s'est réunie le 5 octobre 2021, a rendu des conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur des modifications d'AC voirie évaluées en 2015 en investissement, des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public, des transferts de charges pour la Ville de Montpellier et une compensation à la commune de Clapiers. La CLECT a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi, et conformément au rapport de CLECT joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC de fonctionnement définitive 2021 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2021	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2021
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	508 134,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	1 298 375,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	428 196,93	
Cournonsec	83 473,86	
Cournonterral	516 525,35	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	321 969,24	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	976 258,08	
Lattes		288 464,96
Lavérune		614 369,25
Le Crès	698 749,13	
Montaud	55 210,68	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	35 143 230,29	
Murviel-lès-Montpellier	112 476,13	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	257 356,21	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	155 592,04	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	175 622,29	
Saint-Geniès-des-Mourgues	183 776,62	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	864 985,49	
Saussan	168 187,69	
Sussargues	164 019,53	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	47 078 978,84	2 510 360,60

Il est également proposé d'établir l'AC d'investissement définitive 2021 selon le tableau ci-dessous :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2021	Attribution de Compensation investissement définitive 2021
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	1 091 284,85	
Castries	92 053,00	
Clapiers	210 778,53	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	143 443,00	
Grabels	500 889,33	
Jacou	45 141,00	
Juvignac	1 122 379,30	
Lattes	1 222 340,80	
Lavérune	73 031,00	
Le Crès	428 086,17	
Montaud	60 583,40	
Montferrier-sur-Lez	37 506,00	
Montpellier	10 633 986,17	
Murviel-lès-Montpellier	74 754,36	
Pérols	356 625,00	
Pignan	236 604,89	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	51 637,84	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	42 292,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	26 263,00	
Sussargues	76 893,91	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	64 961,86	
TOTAL	17 156 129,41	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLECT ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2021 pour la Ville de Montpellier, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux susvisés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de CLECT définitif du 05 10 21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Locations saisonnières - Institution d'une procédure d'enregistrement des
déclarations préalables prévues à l'article L.324-1-1 du Code du tourisme -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi pour une république numérique et son décret d'application sont venus renforcer les possibilités d'encadrement des locations saisonnières par la création d'un enregistrement préalable pour tous les meublés de tourisme, même loués partiellement, y compris lorsqu'ils constituent la résidence principale du loueur. Afin de clarifier les modalités de déclaration pour l'ensemble des meublés de tourisme du territoire communal, d'assurer un recensement exhaustif de ces locations et d'offrir une transparence et une information complète aux hébergeurs et aux touristes, il est proposé d'instituer cette procédure d'enregistrement sur la commune de Montpellier.

Conformément à l'article L.324-1-1 du Code du tourisme, l'institution de cette procédure par la commune est soumise à la mise en place opérationnelle du régime d'autorisation de changement d'usage par Montpellier Méditerranée Métropole (délibération n°M2021-315 du 28 juillet 2021).

Afin d'assurer une communication et une information qualitative préalables, la mise en œuvre de cette procédure est proposée à compter du 31 décembre 2021.

Conformément aux articles L.324-1-1 et D.324-1-1 du Code du tourisme, un téléservice permet d'effectuer la déclaration. Dès réception, la déclaration donne lieu à la délivrance sans délai par la commune d'un accusé-réception comprenant un numéro de déclaration. Ce numéro est constitué de treize caractères répartis en trois

groupes séparés ainsi composés :

- Le code officiel géographique de la commune de localisation à cinq chiffres ;
- Un identifiant unique à six chiffres, déterminé par la commune ;
- Une clé de contrôle à deux caractères alphanumériques, déterminée par la commune.

Ce numéro devra ensuite être obligatoirement inscrit sur toutes les annonces de location.

La déclaration précise, entre autres :

- L'identité, l'adresse postale et l'adresse électronique du déclarant ;
- L'adresse du local meublé, précisant, lorsque ce dernier fait partie d'un immeuble comportant plusieurs locaux, le bâtiment, l'escalier, l'étage et le numéro d'appartement ;
- Lorsque cette possibilité lui est offerte, le déclarant peut indiquer le numéro invariant identifiant le logement ;
- Son statut de résidence principale ou non ;
- Le nombre de pièces composant le meublé, le nombre de lits et, le cas échéant, la date de la décision de classement et le niveau de classement ou de toute autre reconnaissance de qualité des meublés de tourisme.

Tout changement concernant les éléments d'information de la déclaration fait l'objet d'une nouvelle déclaration.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modalités d'institution de la procédure d'enregistrement préalable des locations de meublés de tourisme à compter du 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Renouvellement des garanties d'emprunts de la Commune de Montpellier à la SA
Un Toit Pour Tous - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Un Toit Pour Tous SA HLM, ci-après l'emprunteur, a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières du prêt référencé en annexe à la présente délibération, initialement garant par la Commune de Montpellier, ci-après le garant.

La garantie est apportée aux conditions suivantes : la garantie de la Commune de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

La Commune de Montpellier garantit dans les mêmes quotités qu'initialement, soit de 100 %, pour le remboursement d'une ligne de prêt réaménagée d'un montant total de 29 974,24 €, pour financer ces opérations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans l'avenant de réaménagement n° 0459063.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le garant est appelé à délibérer en vue d'apporter sa garantie pour le remboursement de ladite ligne du prêt réaménagée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de la garantie d'emprunt de la Commune de Montpellier à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 29 974,24 €, souscrit par Un Toit Pour Tous SA HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des avenants de réaménagement n° 0459063 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVENANT DE REAMENAGEMENT

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les assistantes maternelles sont régies par la loi n° 92-642 du 12 juillet 1992 relative aux assistants maternels et assistantes maternelles et modifiant le Code de la famille et de l'aide sociale, le Code de la santé publique et le Code du travail.

Lorsqu'elles sont employées par des collectivités territoriales, les assistantes maternelles sont des agents non titulaires de ces collectivités. Toutefois, en raison du caractère spécifique de leur activité, les dispositions réglementaires qui leur sont applicables sont régies non par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale mais par le décret n° 94-909 du 14 octobre 1994. Depuis sa parution, ce texte a été codifié dans la partie réglementaire du Code de l'action sociale et des familles.

Par délibération en date du 20 décembre 2004, les conditions de rémunération des assistantes maternelles ont été fixées. Il est proposé une actualisation des modalités de rémunération.

Rémunération de base

Les articles D.423-9 et D.423-10 du Code de l'action sociale et des familles prévoient que le temps de travail

d'une assistante maternelle soit fixé à 9h00 journalier et que le salaire soit calculé selon un taux horaire déterminé par enfant en fonction du nombre d'heures d'accueil.

Il est proposé de fixer la rémunération jusqu'à 45h00 hebdomadaires à 0,3422 fois le Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) horaire par enfant et par heure d'accueil (3,58 € au 1^{er} octobre 2021).

Le taux de l'heure supplémentaire sera égal à 1/8^{ème} de la rémunération de base pour 9h00 journalier (4,03 € au 1^{er} octobre 2021) et sera applicable sur les heures réalisées au-delà de la 45^{ème} heure d'accueil hebdomadaire.

Sujétions exceptionnelles pour garde d'enfants porteurs de handicap

En application de l'article L.423-13 du Code l'action sociale et des familles, une majoration du salaire pour sujétions exceptionnelles dues à un handicap, une maladie ou une inadaptation de l'enfant est attribuée à l'assistante maternelle.

Pour donner lieu à une majoration du salaire, il faut que pèsent sur l'assistante maternelle, des contraintes réelles suffisamment importantes et durables dues aux soins particuliers ou à l'éducation spéciale entraînés par l'état de santé de l'enfant (assistance psychologique et éducative ou soins corporels et d'hygiène particuliers). La majoration est révisée en fonction de l'évolution de l'état de santé de l'enfant.

Le montant de la majoration pour sujétions exceptionnelles est fixé à 0,14 fois le SMIC horaire par enfant et par heure d'accueil en plus du salaire évoqué précédemment (1,46 € au 1^{er} octobre 2021).

La mensualisation du 3^{ème} enfant

La délibération du 20 décembre 2004 prévoyait un contrat de base fixe mensualisé pour 2 enfants et l'établissement d'un avenant pour la garde d'un 3^{ème} enfant avec une rémunération calculée à la présence effective de l'enfant par déclaration mensuelle.

Il est proposé la mensualisation du 3^{ème} enfant accueilli de façon permanente sur les bases identiques proposées pour les 2 premiers enfants (0,3422 fois le SMIC horaire par enfant et par heure d'accueil).

Indemnités de frais d'entretien

Le montant minimum des indemnités et fournitures destinée à l'entretien de l'enfant est fixé réglementairement à 85% du minimum garanti par enfant et pour une journée de 9 heures (soit 3,17 € au 1^{er} octobre 2021).

Il est proposé l'harmonisation des frais d'entretien qui seront fixés à :

- 13,50 € par jour et par enfant dans le cadre de l'accueil de 2 enfants ;
- 11,50 € par jour et par enfant dans le cadre de l'accueil de 3 enfants.

L'ensemble de ces dispositions ont été présentées en comité technique du 18 novembre 2021 et feront l'objet de nouveaux contrats de travail avec application à compter du 1^{er} janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Police Municipale - Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Mise
en œuvre d'une astreinte au sein de la brigade de nuit - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'évolution des activités de police la nuit sur la Ville de Montpellier conduit aujourd'hui à revoir le fonctionnement du service dédié, en prenant en compte le fonctionnement des espaces publics tout au long de l'année. Dans ce contexte, il est proposé la mise en œuvre d'une astreinte dite « *de sécurité* » au sein de l'équipe de la Brigade de Nuit sur toute l'année.

Cette astreinte a pour objectifs d'assurer la continuité du service public, de garantir la sécurité et le bon fonctionnement des équipements, installations et locaux, et de maintenir la sécurité des usagers du domaine public.

Les agents de police municipale seront appelés dans le cadre de cette astreinte pour des mises en sécurité urgentes ou pour participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin en renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu. A ce titre, ils pourront être amenés à intervenir pour tout événement météorologique, événements majeurs et en renfort dans le cadre de manifestations ou événementiels.

Cette astreinte de police reposera sur les critères suivants :

- Basée sur le volontariat ;

- Domiciliation de l'agent sur un temps de trajet de 1 heure maximum (référence Mappy).

L'astreinte sera composée de 6 agents et d'1 opérateur relevant du Centre Opérationnel de Commandement. Les agents concernés seront mobilisables sur une semaine complète, du lundi à partir de 20 heures au lundi suivant jusqu'à 20 heures.

Le responsable de la Nuit établira un planning en lien avec le bureau d'ordre et pourra également être mobilisé dans le cadre de l'astreinte. Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements. Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, n°V2017/412 du 23 novembre 2017 et n°V2018-238 du 26 juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une astreinte au sein de la Brigade de Nuit ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Luc ALBERNHE.

**Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en
direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre
Communal d'Action Sociale de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de permettre une égalité de traitement entre les agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, une cohérence des actions et un fonctionnement optimal des missions en terme de ressources humaines, il convient de créer un groupement de commandes permanent, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique. Ce groupement de commande concernera l'ensemble des prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail principalement dans le cadre du maintien en emploi.

Une première convention de groupement de commandes a été conclue pour la période 2018-2019 entre la Ville et la Métropole. Il est proposé, pour celle-ci, d'associer le CCAS compte tenu des besoins similaires de l'établissement.

Ce groupement inclut les marchés suivants :

- Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle) ;
- Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ;
- Formations (handicap et sensibilisation) ;
- Etudes ergonomiques ;
- Prestation d'interprétariat et de transcription langue des signes (présentiel) ;
- Visio interprétariat en langue des signes (utilisation d'appareils mobiles pour mise en relation téléphonique) ;
- Transport de personnes en situation de handicap ;
- La médecine du travail et logiciels associés ;
- Achat ou développement de solutions informatiques ;
- Prestations d'accompagnement collectif ou individuel ;
- Prestations d'études spécialisées ou d'audits

En cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant approuvé par l'ensemble des parties.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation des marchés jusqu'à leur notification.

Le groupement est constitué jusqu'à l'accomplissement des missions du coordonnateur pour l'ensemble des procédures de marchés engagées avant le 31 décembre 2024.

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS, seront chargés, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière des marchés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier pour la passation des marchés relatifs aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail principalement dans le cadre du maintien en emploi ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_GC_MP_2021_v20210927 vf.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absent(es) / Excusé(es) :

Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Luc ALBERNHE.

**Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée
Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

Cet agent de catégorie C sera mis à disposition à temps complet de la Ville de Montpellier, à la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel, unité d'accueil mutualisé à compter du 15 octobre 2021 pour une durée de 6 mois.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be 'M. Delafosse', written over a horizontal line. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Montpellier in the center, surrounded by the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' and the year '1881' at the bottom.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité
- Exercice 2020 - Avenant n° 10 au contrat de concession d'aménagement -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien son intervention en terme de renouvellement urbain, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

De 2013 à 2019, le programme a évolué et a permis de mettre en œuvre une politique de renouvellement urbain sur quatre secteurs de la ville : « Grand Cœur », « François-Delmas », « Beausoleil », « Consuls de Mer, phase 4 ».

Le dernier bilan approuvé s'élève à 82 753 000 € pour une participation de la Ville à 16 475 000 € HT.

L'opération « Grand Cœur » en 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire due à la Covid-19. Les fermetures administratives ont eu pour conséquence des demandes d'exonération de paiement de loyers pour un montant total de 48 000 €. Dans ce contexte, la commercialisation de locaux commerciaux s'en est trouvée également affectée avec la mise en location de deux locaux sur l'année.

S'agissant du volet logement, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) sur les secteurs Courreau Figuerolles Nord Ecusson (CFNE) s'est poursuivie. Fin 2020, ce sont près de 100 logements qui ont été rénovés et 27 parties communes de copropriété traitées ayant mobilisé 3 152 000 € de subventions de l'ANAH et de Montpellier Méditerranée Métropole et générant plus de 11 000 000 € de travaux dans le cadre de l'OPAH. Afin d'anticiper sur la fin de l'OPAH CFNE et dans l'attente d'une nouvelle opération sur le quartier Centre de Montpellier, un prolongement du suivi animation de l'OPAH CFNE est proposé jusqu'au mois de mai 2022 pour un montant de 93 750 €.

Selon les nouvelles hypothèses émises, le bilan est ajusté à 38 976 000 € et la participation d'équilibre passe de 5 763 000 € à 5 983 000 € soit une augmentation de 220 000 €.

L'opération « Carré Sainte-Anne » permet d'envisager la rénovation de l'église Sainte-Anne. Des désordres structurels ont conduit à la fermeture du site en novembre 2017. A l'issue d'une étude diagnostic, un programme de restauration, de mise en sécurité et de réaménagement du site en lieu culturel a été établi et notifié par l'avenant n°8 à la concession Nouveau Grand Cœur.

En 2020, le permis de construire pour les travaux de mise en sécurité a été obtenu et l'entreprise en charge de les conduire a été sélectionnée à l'issue d'une consultation.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération Carré Sainte Anne s'équilibre en recettes et en dépenses à 2 494 000 € HT ? soit 2 993 000 € TTC, sans changement par rapport à l'exercice précédent.

L'opération « François Delmas » : par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville a approuvé le bilan de la concertation. Globalement le projet n'a pas soulevé d'opposition particulière compte tenu de l'intérêt à requalifier ce secteur de ville. Cependant, engagée dans une démarche de résilience et de respect de l'environnement de plus en plus exigeante, il a été décidé d'optimiser les points de vigilance inscrits dans le bilan de la concertation tels que la préservation de la ripisylve du Lez, la valorisation des modes doux, les liens et complémentarités avec les quartiers adjacents. L'année 2020 a permis de réaliser une première partie de ces études. Les sommes nécessaires à leur approfondissement et aux premières acquisitions foncières auprès de la Ville sont inscrites sur 2021 et 2022.

Aussi, au 31 décembre 2020, le bilan de l'opération François-Delmas s'équilibre en dépenses et en recettes à 15 037 000 € HT. Fin 2020, 721 000 € HT ont été dépensés dont 98 000 € en 2020.

L'opération « Consuls de Mer 1 - Phase 4 » prévoit 40 000 m² de surface de plancher, affectés majoritairement à du logement accompagné de surfaces d'activités et de commerces. Les acquisitions foncières ainsi que la participation de la Ville de 2 496 000 € restent inchangées par rapport à l'exercice précédent.

L'opération « Beausoleil » intégrée à la concession d'aménagement par avenant n°3 approuvé le 29 juin 2016, met en œuvre un projet d'aménagement par le biais d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) issue de la reconversion de l'ancienne gendarmerie située avenue de Lodève. Sur une superficie d'environ 3 hectares, l'opération prévoit 24 500 m² de surface de plancher comprenant environ 250 logements, des commerces et services de proximité, des bureaux et 14.500 m² de surface de plancher dédiés à l'extension de la clinique Beausoleil et la réalisation d'un EHPAD par Languedoc Mutualité sur les terrains adjacents.

Cette opération de renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat en terme de création et de diversification d'une offre nouvelle de logements de qualité dans un cadre apaisé et végétalisé, desservi par la ligne 3 de tramway et permet également d'accueillir une part d'activités économiques avec des commerces de proximité, des bureaux et une offre de services tournés vers la santé. Ces activités tertiaires conforteront l'attractivité du nouveau quartier et contribueront à développer la vie urbaine locale et un espace de centralité animé.

Après l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC le 21 novembre 2019, l'année 2020 a vu la réalisation de travaux de viabilisation du site et de préfiguration de la coulée verte, le démarrage des travaux d'aménagement provisoire de la rue de la Taillade, l'attribution d'un lot à ACM Habitat pour la réalisation de 40 logements locatifs sociaux, la poursuite des études urbaines et paysagères et fin 2020 la mise en service par Languedoc Mutualité du bâtiment de consultations de la clinique Beausoleil et d'un EHPAD de 100 lits.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération Beausoleil s'équilibre en recettes et en dépenses à 12 730 000 € HT, sans changement par rapport à l'exercice précédent.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 1 600 000 €, sans évolution par rapport au bilan précédent.

Le bilan prévisionnel global de la concession est ajusté à 83 206 000 € HT soit une augmentation de 453 000 € par rapport au précédent bilan.

La participation de la Ville passe 16 475 000 € à 16 695 000 € HT (soit 19 533 800 € TTC - la TVA ne s'appliquant que partiellement) correspondant à une augmentation de 220 000 € objet de l'avenant n°10 au contrat de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2020, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- De prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SA3M entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020 ;
- De prendre acte du rapport spécial établi par la SA3M sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2020 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 au traité de concession d'aménagement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01901 BILAN DETAIL.pdf
- 01904 BILAN DETAIL.pdf
- 01905 BILAN DETAIL.pdf
- 01905_CC_CRAC_2020_VD.pdf
- 01905C2 BILAN DETAIL 1905+7905+1907.pdf
- 01905CC BILAN DETAIL.pdf
- 01905CC BILAN SYNTHESE.pdf
- 1905 Avenant VD (003).pdf
- 01906 BILAN DETAIL.pdf
- 01907 BILAN DETAIL.pdf
- 01908 BILAN DETAIL.pdf
- 01908C BILAN DETAIL.pdf
- 01909 BILAN DETAIL.pdf
- 07905 BILAN DETAIL.pdf
- bilan d'acquisitions NGC 2020.pdf
- Rapport spécial préfet 2020 MGC-SA3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité -
Exercice 2020 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de
puissance publique - Année 2020 - Avenant n°20 au traité de concession
d'aménagement - Avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie -
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « *Montpellier Grand Cœur* ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (à la suite de la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2019, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2023, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Le dernier bilan approuvé s'élevant ainsi à 124 674 000 € HT pour une participation de la Ville de 30 725 000 € HT.

En 2020, la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain Grand Cœur a été fortement impactée par la crise sanitaire due à la Covid-19. Les fermetures administratives des commerces ont eu pour conséquence des demandes d'exonération de paiement des loyers pour un montant total de 77 000 €. Dans ce contexte, la commercialisation de locaux commerciaux, objet de l'appel à projets lancée en 2020 s'en est trouvée également affectée avec seulement 2 locations sur les 8 prévues et aucune cession de droit au bail faute de candidats.

S'agissant du volet habitat de la concession, le programme de rénovation de l'immeuble insalubre située au 7 rue Boussairolles s'est poursuivie ainsi que l'opération de traitement de l'habitat indigne sur l'Ilot Pellicier / Général Vincent dans le quartier Figuerolles.

Selon les hypothèses émises pour l'année 2021, le total du bilan est ajusté à 125 290 000 € HT, et la participation de la Ville passe de 30 725 000 € HT à 30 870 000 € HT soit une augmentation de 145 000 € entérinée par l'avenant n°20 au traité de la concession d'aménagement Grand Cœur.

Compte tenu du nouveau plan de trésorerie prévisionnel et afin d'éviter le recours à un emprunt supplémentaire, une avance supplémentaire de 2 000 000 € est entérinée par l'avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie portant ainsi le montant total des versements à 36 000 000 € dont 28 000 000 € ont d'ores et déjà été remboursés en 2020.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2020, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°20 au traité de concession d'aménagement ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie ;
- De prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020 ;
- De prendre acte du rapport spécial établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01415 BILAN DETAIL VD.pdf
- 01415_CRAC_2020_VD.pdf
- 01415C BILAN DETAIL VD.pdf
- 01415C BILAN SYNTHESE VD.pdf
- 1415 Avenant 20_VD.pdf
- 07415 BILAN DETAIL VD.pdf
- Annexe 1415 cessions 2020.pdf
- Avenant de trésorerie 1415 n° 9_VD.pdf
- bilan d'acquisitions GC 2020.pdf
- Rapport spécial préfet 2020 MGC-SERM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien CÔTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Concession d'Aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu
annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 à la convention d'avance de
trésorerie - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier. Les premières études ont été engagées dès 2010 pour remobiliser ce site remarquable de 35 hectares doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, proche du cœur historique, au service de la production de logements et de la création d'emploi dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC). En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis le site auprès de l'Etat.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 sur un périmètre élargi d'environ 80 hectares intégrant l'ancienne école d'infanterie et ses abords.

En 2013, un dialogue compétitif d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis préciser le projet et la programmation, et de désigner comme urbaniste coordonnateur et concepteur du parc urbain un groupement constitué de l'agence d'architectes-paysagistes West 8 (mandataire), de BPA Architecture, Gilles SENSINI, Arter et du cabinet d'ingénierie MERLIN.

L'ensemble de ces études ont permis d'arrêter les objectifs du projet de la Cité créative, par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 18 juin 2015 lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le dossier de création de ZAC de la Cité créative (anciennement dénommée ZAC EAI) a été approuvé par le Conseil municipal du 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 28 juin 2018.

Cette ZAC couvre une superficie d'environ 19,5 hectares comprenant l'ancienne caserne Guillaut et plusieurs emprises bordant la rue des Chasseurs. Le programme prévisionnel de la ZAC prévoyait la réalisation d'environ 214 000 m² de Surface De Plancher (SDP) soit environ 2500 logements, 30 000 m² d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité) et deux équipements publics : un groupe scolaire de 20 classes et une crèche.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement du quartier de la Cité créative, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 49 294 000 € HT, dont 9 927 000 € HT réalisées en 2020, et les recettes perçues à 38 208 000 € HT, dont 14 660 000 € HT réalisées en 2020.

L'année 2020 a vu la poursuite des travaux de viabilisation sur l'ancienne caserne Guillaut et la signature de plusieurs compromis et actes de ventes pour des programmes de logements et d'activités tertiaires liées aux ICC.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 161 663 000 € HT. Il est augmenté de 61 005 000 € en raison de l'intégration de deux sous-opérations, l'annexe du musée et l'ancien mess des officiers, pour contribuer au renforcement de l'offre de bureaux destinée aux ICC. Cette évolution nécessitera une prorogation de la durée de la concession jusqu'à 2039, soit 7 ans, en cohérence avec la durée minimale d'exploitation de ces deux bâtiments.

Le montant de la participation pour équipements publics s'élève à 21 046 000 € HT : il comprend un groupe scolaire de 20 classes, une crèche de 48 berceaux et une partie des aménagements du Parc Montcalm. Il est augmenté de 77 000 € HT correspondant à l'actualisation des dépenses du groupe scolaire.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève quant à lui à 24 400 000 €, en augmentation de 2 000 000 € par rapport au bilan précédent.

Lors de sa séance du 8 février 2021, le Conseil Municipal a approuvé le projet d'avenant n°10 à la concession d'aménagement. Cet avenant définissait l'imputation des charges de l'aménageur concernant la mission afférente à l'élaboration d'une plateforme numérique de service, pour les exercices 2020 à 2026. L'échelonnement de la rémunération nécessite d'être modifié pour être appliqué aux exercices 2022 à 2026. De plus, compte tenu de la nouvelle dénomination du contrat de concession en « *Concession d'aménagement du quartier de la Cité créative* », de l'augmentation du montant de la participation de la Collectivité et de la prorogation de la durée de la concession jusqu'en 2039. Il est donc proposé au Conseil un avenant n° 10 modifié se substituant au projet d'avenant n°10 approuvé le 8 février 2021.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie de l'opération, une convention d'avance de trésorerie tel qu'annexée à la présente délibération est mise en place, qui précise le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances consenties par la ville de Montpellier jusqu'en 2039.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement du quartier de la Cité créative, établi par la SA3M, titulaire de la concession ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 modifié se substituant au projet d'avenant n° 10 approuvé le 8 février 2021 ;
- D'approuver la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01945_CRAC_2020_VD.pdf
- 01945C BILAN SYNTHESE.pdf
- 1945 CONVENTION D'AVANCE TRESORERIE SA3M .pdf
- 1945 ZAC EAI BILAN CESSIONS 2020.pdf
- 01945 avenant 10_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Stéverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Opération de renouvellement urbain Hauts de Croix d'Argent - Compte rendu
annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation
de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent est située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve d'Angoulême. Les premières études engagées en 2015 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 28 novembre 2018

Un concours d'urbanisme a permis de désigner comme urbaniste en chef de cette opération PASSAGERS DES VILLES, associé au paysagiste COLOCCO et au bureau d'études EGIS.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal le 18 juillet 2019.

Cette opération couvre une surface d'environ 14 hectares. Le programme prévisionnel prévoit la réalisation de 1 000 à 1 200 logements et d'activités. La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est en cours de création.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 286 000 € HT en 2020, et aucune recette n'a été perçue en 2020.

Compte tenu de la modification du programme, en intégrant 3 000 m² de programme d'Industries Culturelles et Créatives (ICC) en lieu et place de 3 000 m² de Surface de Plancher (SDP) dédiées au logement libre, un avenant n°1 est donc proposé.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 19 048 000 € HT. Il acte une baisse de 1 606 000 € HT expliquée par un changement de programmation ; il est compensé par une baisse du poste acquisition et dans la moindre mesure des travaux et de la rémunération.

En l'état actuel, l'opération des Hauts de Croix d'Argent n'a pas fait l'objet de participation de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération de renouvellement urbain des Hauts de Croix d'Argent établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01942_CRAC_2020_VD.pdf
- 01942_BILAN SYNTHÈSE.pdf
- avenant n°1 VD.pdf
- 1942_ZAC_HCA_CRACL_2020_EXT_BILAN DES ACQUISITIONS 2020-1.pdf
- 1942_ZAC_HCA_CRACL_2020_EXT_BILAN DES CESSIONS 2020-1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOLX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la
collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération du Coteau est située au Nord-Ouest de Montpellier et permet de répondre au besoin en logements sur ce secteur de la Ville, dans la continuité du quartier Malbosc, tout en bénéficiant de grands équipements et d'infrastructures de transports en commun pré existants. Les premières études engagées fin des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 28 mars 2011.

En 2016, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement mandaté par les architectes paysagistes DEVILLERS & Associés, désormais dénommés D&A, pour la conception de ce quartier.

Le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 3 octobre 2011. L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2017. Cette ZAC couvre une surface de 26 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 600 logements et des commerces.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC du Coteau propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 13 363 000 € HT, dont 4 404 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 375 000 € HT, dont 90 000 € HT en 2020. Les dépenses 2020 concernant principalement le dernier versement pour l'acquisition des terrains de l'opération auprès de l'Etablissement Public Foncier Occitanie, ainsi que la poursuite des études environnementales, hydrauliques et urbaines.

Lors de sa séance du 8 février 2021, le Conseil Municipal a approuvé le projet d'avenant n°2 à la concession d'aménagement. Cet avenant définissait l'imputation des charges de l'aménageur concernant la mission afférente à l'élaboration d'une plateforme numérique de service, pour les exercices 2020 à 2026. L'échelonnement de la rémunération nécessite d'être modifié pour être appliqué aux exercices 2022 à 2026. Il est donc proposé au Conseil d'approuver les termes de cet avenant n° 2 modifié se substituant au projet d'avenant n°2 approuvé le 8 février 2021.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 45 242 € HT. Le bilan global de l'opération reste à ce stade inchangé, mais pourrait être revu à l'issue de l'établissement d'un nouveau plan guide permettant au projet d'être plus cohérent avec les ambitions actuelles de la Ville (meilleure prise en compte de la biodiversité, développement des mobilités douces, contraintes hydrauliques, ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté du Coteau, établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé;
- D'approuver les termes de cet avenant n° 2 modifié se substituant au projet d'avenant n°2 approuvé le 8 février 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

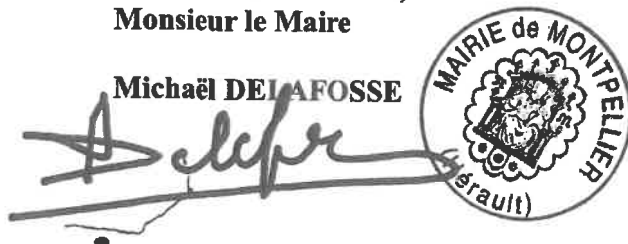
Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ

The block contains a handwritten signature of Michaël DELAFOSSÉ in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER'. The stamp features a central emblem and the name 'M. Delafoisse' at the bottom.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC exercice 2020
- Bilan
- Avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien CÔTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOLX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte Rendu Annuel à la
Collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération des Grisettes est située au sud-ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le parc public du Mas Nouguier. Celle-ci a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, support d'une densité urbaine affirmée, tout en assurant le développement d'une offre de qualité, dans un environnement urbain privilégié.

Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 25 juillet 2003, lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'agence Dubus-Richez devenue Richez & Associés pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement signée en 2006 et le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 20 décembre 2005. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 avril 2008 et le programme des

équipements publics correspondants a été approuvé le 4 juin 2008.

Cette ZAC couvre une surface de 20 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux. Le quartier s'organise autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier. Cette opération a contribué également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction en 2013 du groupe scolaire Beethoven et la création de l'agriparc du Mas Nougier. De même, la nouvelle clinique Saint Roch implantée le long de l'avenue du Colonel Pavelet en 2016 participe au dynamisme de ce secteur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC des Grisettes, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 43 654 000 € HT, dont 320 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 46 574 000 € HT, dont 33 000 € HT en 2020.

Les dépenses réalisées au cours de l'année 2020 correspondent principalement aux travaux de finition des espaces publics. La réflexion urbaine s'est poursuivie sur l'aménagement de l'entrée de la ZAC.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 46 816 000 € HT.

Le montant du fonds de concours de 7 048 000 € HT reste inchangé et a été entièrement versé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté des Grisettes établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



[Signature]

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01426_CRAC_2020_VD.pdf
- 01426_BILAN_SYNTHESE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien CÔTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la
collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération Malbosc est située au nord-ouest de Montpellier et permet de répondre au besoin en logements sur ce secteur de la Ville. L'aménagement de ce secteur a été acté à la fin des années 1990, dans le cadre d'une politique de développement urbain cohérente avec la réalisation de la 1^{ère} ligne de tramway.

En 1999, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le groupement mandaté par l'architecte François KERN, associé au paysagiste ILEX, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par une concession d'aménagement approuvée par délibération du 30 septembre 1999, simultanément à l'approbation du dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 29 septembre 2000.

Cette ZAC couvre une surface de 38 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 2 100 logements, des commerces et des équipements publics (Maison pour Tous, Ecoles, Crèches etc...).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM concessionnaire de la ZAC Malbosc propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 54 075 000 € HT, dont 22 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 54 552 000 € HT, dont 100 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 54 559 000 € HT, il ne présente pas d'évolution par rapport au bilan de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la ZAC Malbosc établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC exercice 2020

- Bilan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch - Compte rendu
annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch est située au centre de la commune de Montpellier. La ZAC, de plus de 15 hectares, est délimitée par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Son périmètre intègre notamment les emprises libérées par la SNCF qui étaient des friches ferroviaires sous-utilisées compte tenu de leur situation.

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de ZAC et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération Emmanuel Nebout et Paul Chemetov.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire

chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

L'aménagement de ces terrains permet donc la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville. Ce quartier prévoit la construction d'environ 1 300 à 1 500 logements, des commerces, des bureaux, l'ensemble de ces constructions s'articulant autour d'un parc d'environ 1,5 hectares, dénommé René Dumont.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint-Roch, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 52 546 000 € HT, dont 2 004 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 53 616 000 € HT, dont 1 950 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 68 187 000 € HT.

La participation du concédant est augmentée de 1 000 000 € HT permettant de compenser la perte de SDP de 6 000 m² de SDP de logements remplacés par un groupe scolaire et 3 000 m² de SDP de logements convertis en tertiaire.

La participation totale de la collectivité se décompose en 4 492 000 € HT pour participation d'équilibre et 22 100 000 € HT de participation pour équipement public. Compte tenu de l'augmentation de la participation de la collectivité et de la modification de l'échéancier de versement un avenant n°10 est proposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la ZAC Nouveau Saint-Roch établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°10 ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC exercice 2020
- Bilan
- Cessions
- Avenant 10

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tassime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Concession d'Aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité -
Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération d'aménagement Ovalie est bordée par l'avenue de Toulouse au Sud, l'avenue de Vanières à l'Est et le ruisseau du Rieucoulon à l'Ouest. Elle a pour objectif d'offrir une offre de logements diversifiée, dans un cadre paysagé de qualité. Doté de commerces et services de proximité, et de nombreux équipements publics (crèche, groupe scolaire, EHPAD, parcs), ce nouveau quartier d'environ 3500 logements à terme marquera l'entrée Sud-Ouest de la ville et la transition entre les espaces naturels et agricoles de la vallée du Rieucoulon et les tissus urbains constitués de Montpellier.

La proximité du complexe de rugby Yves-du-Manoir, équipement métropolitain, participe de la valorisation de ce secteur de la ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet quant à lui d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle. La mise en service de la 5^{ème} ligne de tramway à l'horizon 2025 renforcera la desserte du site et les liens inter-quartiers.

Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 26 juin 2003, lançant la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Un concours d'urbanisme et d'ingénierie a permis en 2003 de désigner le groupement composé de Nicolas LEBUNETEL (architecte-urbaniste mandataire – SARL RKNL) et de l'agence de paysage Nemis comme architecte-urbaniste coordonnateur et maître d'œuvre des espaces public de l'opération, pour la conception de ce nouveau quartier.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) par une convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004.

Le dossier de réalisation de la ZAC, d'une part, et le programme des équipements publics correspondants, d'autre part, ont quant à eux été approuvés par le Conseil municipal le 28 février 2005. Le programme prévisionnel prévoyait sur 32 hectares la réalisation d'environ 240 000 m² de surface de plancher comprenant une dominante de logements, mais également des équipements publics, des bureaux et des commerces.

A la suite de la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Ovalie, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 80 189 000 € HT, dont 2 250 000 € HT réalisées en 2020, et les recettes perçues à 80 278 000 € HT, dont 4 009 000 € HT réalisées en 2020.

L'année 2020 a vu la poursuite des travaux de viabilisation et des programmes de construction de logements, et la relance des études urbaines sur le lot 1 situé place Vanières, en entrée de quartier en lien avec l'arrivée de la ligne 5 de tramway, en vue du lancement d'une consultation de promoteurs.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 87 308 000 € HT. Il est augmenté de 894 000 € HT en dépenses et en recettes. La hausse des dépenses, principalement liée l'intégration de travaux sur le chemin de Bugarel et la rue Albert-Ferrasse, est compensée par une augmentation des participations versées par les promoteurs.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 3 600 000 €, sans modification par rapport au bilan précédent. Il est soldé depuis 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la concession d'aménagement Ovalie annexé à la présente délibération, établi par la SERM, titulaire concession ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01420_CRAC_2020_VD.pdf
- 01420_BILAN_SYNTHESE.pdf
- 01420_OVALI_BILAN_ACQUISITIONS_2020.pdf
- 1420_OVALIE_BILAN_CESSIONS_2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien CÔTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société
d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Compte rendu annuel à la
collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 à la concession - Avenant n°9 à la
convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la restructuration des quartiers dits « sensibles » et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine lancé en 2004, la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine portant sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005. Il s'agit d'un ambitieux projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola), qui doit permettre :

- D'améliorer les conditions de vie des habitants ;
- De réaliser une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;

- De restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'une centralité commerciale, ...) et de l'ouvrir sur la ville ;
- De rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (scission de l'ensemble privé dégradé du Petit Bard en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion, réhabilitation de 390 logements privés répartis sur 8 copropriétés, démolition de 462 logements privés dégradés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 250 logements privés) ;
- D'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), pour la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire du projet de rénovation urbaine du Petit Bard, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, le bilan de la concession est augmenté en dépenses et en recettes de 1 981 000 € : il s'établit à 74 919 000 € en dépenses et en recettes, dont 70 953 000 € réalisés en dépenses et 62 571 000 € réalisés en recettes.

En 2019, un avenant n°12 a prorogé la durée de la concession d'aménagement de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2024, pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants.

Pour permettre la finalisation du programme visé par la concession d'aménagement et ses avenants tout en prenant en compte l'impact du coût annuel des impôts fonciers sur le patrimoine ainsi que certains coûts d'aménagement qui restent à réaliser, il est proposé un avenant n°13 pour acter l'augmentation de 1 628 000 € HT du montant de la participation d'équilibre de la Ville.

Par ailleurs, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, il est proposé un avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie, pour ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances, qui sont augmentées de 2 millions d'euros, pour être portées à un total de 52 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2024.

Enfin, en application des dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 du projet de rénovation urbaine du Petit Bard, annexé à la présente délibération, établi par la SERM, titulaire de la concession ;

- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2020 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°13 à la concession d'aménagement ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC Petit bard 2020
- Avenant 13 Petit Bard
- Avenant 9 convention avance trésorerie
- Rapport spécial 2020
- CRAC 2020 Petit Bard_bilan synthèse

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession
d'aménagement Ville de Montpellier / Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité -
Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane est située à l'Est de Montpellier, entre le Lez et la Commune de Castelnau-le-Lez. Elle couvre une superficie de 110 hectares. Les premières études engagées au début des années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de renouvellement de ce quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 25 juin 2012, réactualisés par une nouvelle délibération du 25 février 2016.

Un dialogue compétitif a permis de désigner en 2014 comme architecte en chef de cette opération le cabinet d'urbanistes CASTRO/DENISSOF et Associés (mandataire), en équipe avec le paysagiste PRAXYS et le bureau d'études BERIM, pour la conception du projet global de renouvellement urbain.

Les aménagements de ce projet de renouvellement du quartier ont été confiés à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 14 novembre 2016. Ses missions incluent notamment la maîtrise d'ouvrage des équipements publics induits par des Projets Urbains Partenariaux situés au sein de la concession, transférée par la Métropole à l'aménageur de la Ville par voie de convention délibéré en 2016.

Le programme global comporte environ 2 500 nouveaux logements en mixité sociale, et environ 5 000 m² de surfaces tertiaires, des équipements de proximité, des espaces publics paysagers et de cœur de quartier, la création de nouvelles voiries et l'amélioration de voiries existantes, en cohérence avec les espaces urbanisés existants et la préservation.

Compte-tenu de la complexité de cette opération, le projet se développe sous différentes formes :

- L'opération d'aménagement des Hauts de Jausserand, créée par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 19 juin 2019, précédée d'un périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) créé par délibération du Conseil de Métropole le 18 octobre 2018. D'une superficie de 9 hectares, située au Nord du quartier de la Pompignane, entre le campus technologique, la rue de Salaison et la rue de Pinville, cette opération vise la réalisation d'environ 500 logements en mixité sociale, des voiries et espaces publics induits, ainsi que l'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Pompignane, sur le secteur du cœur de quartier de la Pompignane et sur la frange Ouest du plateau de la Pompignane (le long de la rue de Pinville), créée par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 19 décembre 2019. Cette ZAC, d'une superficie d'environ 12 hectares, ambitionne la réalisation d'environ 1 400 logements en mixité sociale, de commerces et locaux d'activités, des équipements, voiries et espaces publics nécessaires (dont une place de cœur de quartier et une large promenade plantée) ;
- Des interventions sur le reste du quartier en diffus, sous la forme de prescriptions d'urbanisme de l'architecte en chef, avec la possibilité d'instaurer des Projets Urbains Partenariaux (programme estimé à environ 600 nouveaux logements en mixité sociale).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 13 716 000 € HT, dont 1 371 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 4 408 000 € HT, dont 613 000 € HT en 2020.

En 2020, se sont engagés dans le cadre de PUP les chantiers de construction du nouveau siège régional de la compagnie Orange et du programme immobilier Namasté. Des plans de secteur, prescriptions architecturales et préconisations d'espaces publics ont été réalisés par l'architecte en chef, avec la production de fiches de lot au sein de l'opération d'aménagement des Hauts de Jausserand. Le projet de renouvellement du centre commercial de la Pompignane s'est concrétisé par la délivrance d'un permis de construire. L'étude en ZAC du secteur des Balcons de Pinville s'est également poursuivie.

Lors de sa séance du 8 février 2021, le Conseil Municipal a approuvé le projet d'avenant n°3 à la concession d'aménagement. Cet avenant définissait l'imputation des charges de l'aménageur concernant la mission afférente à l'élaboration d'une plateforme numérique de service, pour les exercices 2020 à 2026. L'échelonnement de la rémunération nécessite d'être modifié pour être appliqué aux exercices 2022 à 2026. Il est donc proposé au Conseil d'approuver les termes de cet avenant n° 3 modifié se substituant au projet d'avenant n°3 approuvé le 8 février 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de la concession d'aménagement s'équilibre en recettes et en dépenses à 56 711 000 € HT, en augmentation de 58 000 € HT par rapport à l'année précédente. Cette opération se poursuit sans participation d'équilibre de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération de

renouvellement urbain du quartier de la Pompignane établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;

- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020, ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°3 modifié se substituant au projet d'avenant n° 3 approuvé le 8 février 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rapport CRAC
- bilan CRAC
- tableau acquisitions
- avenant 3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde -
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Les premières réflexions sur la réalisation du nouveau quartier désigné « Jardins de la Lironde » ont débuté au début des années 90, dans le cadre du projet urbain Port Marianne. La décision d'engager une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été prise en mars 1998 par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier. Une concession d'aménagement a par la suite été conclue avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la même année.

Les études de conception urbaine ainsi que le suivi architectural de cette opération ont été confiées à l'agence Christian DE PORTZAMPARC.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999, et le dossier de réalisation et son programme des équipements publics ont été approuvés le 29 septembre 2000.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 45 125 000 € HT, dont 43 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 44 371 000 € HT, dont 19 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 957 000 € en dépenses et en recettes, sans évolution par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CRAC
- Tableau CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARJIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et
extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession
d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la
Région Montpelliéraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité -
Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération Port Marianne – Parc Marianne est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Elle se distingue par plusieurs opérations :

- Aménagement de voiries primaires du quartier Port Marianne : Avenues Raymond-Dugrand, Nina-Simone et Joan-Miro, place Pablo-Picasso ;
- Aménagement du parc public et bassin de rétention hydraulique Georges-Charpak ;
- Réalisation de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne :
 - Les premières études engagées en 2003 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier, d'abord sur un premier secteur de 7 hectares – Parc Marianne Nord, par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 3 juin 2004, puis sur une extension du projet global de 22 hectares (sous-secteurs Parc Marianne sud, Mas de Barlet et Ex Scaram), par une délibération du Conseil municipal du 31 janvier 2006 ;

- Les dossiers de création respectifs ont été approuvés par le Conseil municipal les 7 octobre 2004 et 27 juin 2006. Les dossiers de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC et de son extension ont été approuvés par le Conseil municipal les 29 septembre 2005 et 7 février 2007 ;
- Une étude de définition urbaine a permis de désigner en 2004 comme architecte en chef de cette opération l'équipe « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts (devenu Traverses) », pour la conception de ce quartier ;
- Réalisation de la ZAC de la Baume :
 - Les études engagées au début des années 2010 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier en renouvellement urbain partiel, par une délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2016. Les études sur une emprise d'une dizaine d'hectares se poursuivent actuellement en vue de la création de la ZAC de la Baume, dont le périmètre définitif reste à fixer ;
 - Une procédure de dialogue compétitif a permis de retenir en 2018 comme architecte de l'opération l'équipe composée de Mutabilis, Soul Architecture et du bureau d'étude BETEM, pour la conception de ce quartier ;
- Réalisation des équipements publics dans le cadre du périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP) du secteur Mas Combelle instauré le 14 mai 2021 par décision du Président de la Métropole.

L'aménagement de l'ensemble de ces opérations a été confié à la SERM (Société d'Equipeement de la Région Montpellieraine) par une concession d'aménagement signée en 2005, sur un périmètre initial d'environ 40 hectares, étendu à 44 hectares en 2011, puis 51 hectares en 2018, afin d'intégrer le projet de la ZAC de la Baume. Un transfert de maîtrise d'ouvrage conventionné de la Métropole à la Ville et son aménageur a été délibéré en 2019, afin de permettre à l'aménageur de réaliser sa mission d'aménagement en Projets Urbains Partenariaux situés au sein de la concession.

Le programme prévisionnel des différentes opérations de la concession s'établit comme suit :

- ZAC Port Marianne – Parc Marianne et son extension : 220 000 m² SDP sur 27 hectares, dont environ 2 800 logements et 30 000 m² de surfaces tertiaires et équipements publics ;
- Future ZAC de la Baume : 100 000 m² de Surface De Plancher (SDP) sur 9 hectares pour environ 1 300 logements et 20 000 m² de surfaces tertiaires ;
- Secteur Mas Combelle : 250 logements environ sur 0,7 hectare ;

En complément de l'aménagement des avenues Raymond-Dugrand, Joan-Miro, Nina-Simone et de la place Pablo-Picasso, le programme inclut désormais l'aménagement des espaces publics d'un secteur de 3 hectares situé au sud de Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan-Miro, destiné à recevoir des équipements scolaires (collège de Port Marianne, notamment), des logements et des activités tertiaires.

La ZAC Port Marianne - Parc Marianne est labellisée Eco quartier depuis 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de l'opération Port Marianne – Parc Marianne, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 93 745 000 € HT, dont 1 182 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 89 684 000 € HT, dont 865 000 € HT en 2020.

Au cours de l'année 2020, les études relatives à la mise en œuvre du sous-secteur 2 (Mas de Barlet), du secteur « PUP Mas Combelle », ainsi que celles relatives au projet de ZAC de la Baume se sont poursuivies. La réalisation d'ici fin 2022 du collège de Port Marianne annoncée par le Conseil Départemental de l'Hérault a généré au niveau de la concession l'intégration d'un programme d'espaces publics ambitieux en matière de modes actifs, de liens avec les quartiers environnants et de paysage, nécessitant un financement

complémentaire. Des travaux de voirie et de paysage ont également été réalisés sur les avenues Raymond-Dugrand et Nina-Simone, ainsi que dans le parc Georges-Charpak et aux abords de la Lironde.

Lors de sa séance du 8 février 2021, le Conseil municipal a approuvé un projet d'avenant n°13 à la concession d'aménagement. Cet avenant définissait notamment l'imputation des charges de l'aménageur concernant la mission afférente à l'élaboration d'une plateforme numérique de service, pour les exercices 2020 à 2025. L'échelonnement de la rémunération nécessite d'être modifié pour être appliqué aux exercices 2022 à 2025, dans le cadre d'un avenant n° 13 modifié.

L'autre clause de l'avenant n°13 approuvé le 8 février 2021 demeure inchangée dans l'avenant n°13 modifié, à savoir l'augmentation (déjà intégrée au bilan CRAC 2019) de 3,835 M€ HT de la participation d'équilibre du concédant. Ce montant est abondé d'une part par une participation de la Ville de Montpellier (0,735 M € HT) pour l'avenue Raymond-Dugrand, compensée par un fond de concours d'un montant identique de la ZAC Rive gauche (pour le même objet, conformément au Programme d'Equipements Publics), et d'autre part, par un financement de 3,1M€ HT nécessaire à la réalisation des espaces publics du futur collège.

Enfin, en vertu du bilan CRAC 2020 proposé, l'avenant n° 13 modifié intègre une nouvelle clause relative à l'augmentation de la participation d'équilibre du concédant de 4,9 M€ HT, visant le financement d'ouvrages dans le périmètre du collège, l'ajustement du financement par la ZAC des équipements primaires au sein de la concession, ainsi que le financement d'une partie des reprises d'ouvrages avant remise à la collectivité. Cette augmentation de la participation de la Ville est compensée en totalité par deux fonds de concours des opérations Rive gauche et Jacques-Cœur.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver les termes de cet avenant n° 13 modifié se substituant au projet d'avenant n°13 approuvé le 8 février 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 148 900 000 € HT, en augmentation de 4 226 000 € HT par rapport à l'année précédente, principalement due à une augmentation en dépenses de la participation du concédant, compensée en recettes par des fonds de concours des opérations Rive gauche et Jacques-Cœur.

L'évolution des recettes de charges foncières permet en outre à cette opération de participer pour partie au financement à hauteur de 2 M € HT du groupe scolaire programmé sur le secteur Mas de Barlet de la ZAC Parc Marianne, soit 1,2 M € HT de nouveau fonds de concours versé à la Ville et 0,8 M € HT de neutralisation de la charge foncière initialement prévue au bilan.

La participation de la Ville à cette opération, s'établit désormais à 44 354 000 € HT, en augmentation de 4 900 000 € HT par rapport à celle enregistrée au bilan 2019, compensée par deux fonds de concours versés à la Ville par les opérations Rive gauche et Jacques-Cœur pour un montant identique. Au total, en complément des ouvrages primaires financés directement par la ZAC Parc Marianne, cette dernière contribue par ailleurs au financement d'équipements publics par versement à la Ville de fonds de concours, à hauteur de 5,455 M € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération Port Marianne – Parc Marianne et son extension, avenue de la Mer et Plaine du Mas de Carbonnier établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°13 modifié se substituant au projet d'avenant n° 13 approuvé le 8 février 2021 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSÉ

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'M. Delafosse', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and '08 DEC 2021' at the bottom, with a small coat of arms in the center.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rapport CRAC

- bilan CRAC

- avenant 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu
annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée à partir du milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez.

Sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes des anciens cœurs de ville selon les principes des « maisons de ville » qui composent les îlots de la ZAC. La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvée par délibération du 9 mai 1994. Les dossiers de création et de réalisation correspondants à cette opération ont été approuvés par le Conseil municipal respectivement en 1996 et 1999.

Une première extension de cette ZAC a été engagée en 2003 au Sud de l'avenue du Professeur Etienne-Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel Hôtel de Ville et son parc public paysager de 4 hectares. Les études relatives à cette extension ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean NOUVEL / François FONTÈS. Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé le 31 mars 2004 et le dossier de réalisation ainsi que le

programme des équipements publics ont été approuvés le 25 juillet 2005. Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

Une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement Sud-Ouest du secteur du nouvel Hôtel de Ville, délimitée au Sud par la rue des Acconiers, a ensuite été décidée par le Conseil municipal le 26 mars 2007. Cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a permis d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine-Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et de renforcer l'urbanisation le long des nouvelles lignes du tramway. Le dossier de création et le dossier de réalisation ainsi que son programme des équipements publics ont été approuvés respectivement en 2008 et 2011.

Enfin, une troisième et dernière extension de la ZAC a été engagée en 2012 pour en adapter le périmètre et poursuivre le développement urbain de l'avenue Germaine-Tillion et engager le renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. La conception et le suivi de cette troisième phase d'extension a été attribuée, après consultation, à l'agence d'architectes-urbanistes MDR (MATTE-DEVAUX-ROUSSEAU).

L'aménagement de toutes ces phases de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été confié à la SERM dans le cadre d'avenants successifs à la concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 109 310 000 € HT, dont 347 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 109 707 000 € HT, dont 393 000 € HT en 2020.

A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 115 042 000 € HT en dépenses et en recettes, en diminution de 1 141 000 € par rapport au bilan précédent du fait notamment de la diminution du poste foncier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

08 DEC. 2021



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CRAC
- Tableau CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu
annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération Jacques Cœur est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 1990 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 juillet 1995.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération la SARL ARCHIMEDE, constituée des architectes A. GARCIA-DIAZ, F. FONTÈS et Ph. BONON, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) par une concession d'aménagement signée en 1997 et le dossier de création de ZAC (Zone d'aménagement concerté) a été approuvé par le Conseil municipal du 27 février 1997. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés le 27 juillet 1999. Cette ZAC couvre une surface de 9,6 hectares et le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM, concessionnaire de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la

Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 75 030 000 € HT, dont 488 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 71 959 000 € HT, dont 1 586 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 82 541 000 € HT, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

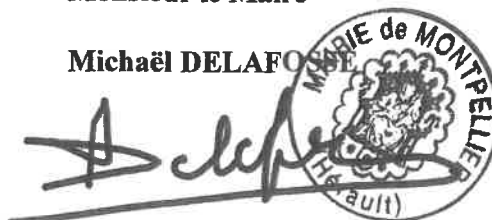
Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CRAC

- Tableau CRAC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - République - Concession
d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité -
Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'opération Port Marianne - République est située à l'Est de Montpellier et fait partie intégrante du projet urbain Port Marianne. Les premières études engagées au début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 4 juin 2008.

Un concours d'urbanisme a permis de désigner en 2010 comme architecte en chef de cette opération l'équipe formée par l'Agence Nicolas MICHELIN & Associés et Nicolas BOUDIER architecte, pour la conception de ce quartier.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signée en 2015. Le dossier de création de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé initialement par le Conseil municipal du 22 décembre 2008. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont quant à eux été approuvés par le Conseil municipal le 6 février 2019.

Cette ZAC couvre une surface de 21,1 hectares en deux sites, l'un de 20 hectares (situé entre les avenues Raymond-Dugrand et Nina-Simone, la rue du Mas Rouge et l'A709), l'autre de 1,1 hectare (au Nord de l'avenue Nina-Simone et à l'Est de la rue de la Cavalade). Le programme prévisionnel prévoyait la réalisation d'environ 1 800 logements en mixité sociale, 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de l'opération Port Marianne - République, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 13 093 000 € HT, dont 2 943 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 1 666 000 € HT, dont 1 486 000 € HT en 2020.

L'année 2020 a notamment connu l'engagement des premiers projets immobiliers sur les îlots A et E de la ZAC, dont les premiers travaux de viabilisation de la tranche Ouest, la réalisation d'un diagnostic archéologique, ainsi que la réalisation de travaux hydrauliques conséquents au niveau du bassin de rétention Sud.

Lors de sa séance du 8 février 2021, le Conseil municipal a approuvé le projet d'avenant n°3 à la concession d'aménagement. Cet avenant définissait notamment l'imputation des charges de l'aménageur concernant la mission afférente à l'élaboration d'une plateforme numérique de service, pour les exercices 2020 à 2026. L'échelonnement de la rémunération nécessite d'être modifié pour être appliqué aux exercices 2022 à 2026, dans le cadre d'un avenant n° 3 modifié.

L'autre clause de l'avenant n°3 approuvé le 8 février 2021 demeure inchangée dans l'avenant n°3 modifié, à savoir l'augmentation de la participation d'équilibre du concédant pour compenser la perte de recette de charges foncières liées à l'implantation d'un gymnase sur l'îlot « Cavalade » (déjà intégrée au bilan CRAC 2019).

Enfin, en vertu du bilan CRAC 2020 proposé, l'avenant n° 3 modifié intègre une nouvelle clause relative à la mission de portage et de gestion par l'aménageur des commerces de l'îlot I de la ZAC République.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver les termes de cet avenant n° 3 modifié se substituant au projet d'avenant n°3 approuvé le 8 février 2021.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 65 024 000 € HT, en diminution de 6 251 000 € HT par rapport à l'année précédente, du fait de la diminution sur les îlots A et E des surfaces de commerces à porter par l'aménageur. La participation de la Ville à cette opération, d'un montant de 1 067 000 € HT, reste identique à celle enregistrée au bilan 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de l'opération Port Marianne - République établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°3 modifié se substituant au projet d'avenant n° 3 approuvé le 8 février 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rapport CRAC
- bilan
- avenant n°3
- Bilan acquisitions Zac République 2020.pdf
- 1946 ZAC REPUBLIQUE BILAN CESSIONS 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Stéverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte
rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La réalisation du quartier Rive gauche, à l'est de Montpellier dans le quartier Port Marianne, a été engagée par délibération du Conseil municipal le 6 novembre 2006. Conçu comme un écoquartier et labellisé comme tel, il est situé dans le prolongement du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce quartier a permis de confier la mission d'urbaniste-architecte coordonnateur en chef à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics par délibérations du 29 mars 2010.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, le Conseil municipal a approuvé le

22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concession signée le 7 janvier 2009.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 35 018 000 € HT, dont 1 472 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 40 196 000 € HT, dont 5 092 000 € HT en 2020.

A la même date, le bilan prévisionnel actualisé s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 52 241 000 €, en hausse de 4 877 000 € par rapport à l'année précédente, principalement en raison d'un nouveau fonds de concours de 4 700 000 €, d'une augmentation des recettes de commercialisation et d'une diminution des risques sur cession.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 13 476 000 €, sans modification par rapport au bilan précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau CRAC
- Rapport CRAC
- Tableau cessions

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à
la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes situé au sud de la commune, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy. Les premières études engagées début des années 2000 ont permis d'arrêter les objectifs de ce nouveau quartier par une délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2008.

Un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération l'atelier Nebout pour la conception de ce projet.

L'aménagement de ce nouveau quartier a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée en 2012 et pour une durée de 30 ans. Le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été approuvé par le Conseil municipal du 30 mars 2009. Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants ont, quant à eux, été approuvés le 19 décembre 2019. La ZAC couvre une surface de 125 hectares et le programme prévisionnel prévoit environ 7

500 logements, des commerces, des activités et des équipements publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC de la Restanque, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 25 524 000 € HT, dont 8 334 000 € HT en 2020, et les recettes perçues à 10 559 000 € HT, dont 4 897 000 € HT en 2020. Les dépenses 2020 concernant principalement l'acquisition de terrains stratégiques au sein du futur quartier, mais aussi les travaux d'espaces publics accompagnant les premières opérations. Les recettes sont principalement issues de la perception des conventions de participation des projets immobiliers en cours.

Certains terrains devraient être rendus inconstructibles du fait du risque hydraulique. Aussi, un avenant n°5 est aujourd'hui proposé afin de pouvoir envisager leurs acquisitions et réaliser un parc public en lieu et place des constructions initialement envisagées.

Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 209 160 000 € HT. Il est en augmentation de 5 337 000 € HT. Cette dépense supplémentaire est compensée en recette par l'augmentation du montant des charges foncières et par l'augmentation de la participation d'équilibre.

Le montant de la participation d'équilibre s'élève ainsi à 22 500 000 €, en augmentation de 1 600 000 €. La participation au programme des équipements publics reste inchangée à 9 800 000 € HT. Ces participations sont échelonnées sur la temporalité de la concession, soit jusqu'à 2042.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté de la Restanque établi par la SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que le tableau des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01940_CRAC_2020_VD.pdf
- 01940C BILAN SYNTHESE.pdf
- Bilan acquisitions RESTANQUE 2020.pdf
- ZAC Restanque_Avenant 5_VD.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION
SOCIALE**



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Bilan des Etats Généraux de la Solidarité - Lutte contre la précarité alimentaire -
Mesures d'action - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La clôture des premiers Etats Généraux de la Solidarité dédiés à la lutte contre la précarité alimentaire a eu lieu le 16 octobre 2021, en présence d'une part de l'Etat, du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Métropole, de la Ville de Montpellier et d'autre part de l'ensemble des associations et partenaires de l'aide alimentaire.

Certes, malgré la pandémie, si on peut affirmer qu'on ne meurt pas de faim à Montpellier, en 2020, l'équivalent d'un million quatre-vingt mille (1 080 000) repas ont été distribués et ce nombre sera encore dépassé pour l'année 2021.

La Ville de Montpellier fait des efforts spécifiques pour soutenir l'aide alimentaire et bénéficie de l'appui de l'Etat au travers du plan pauvreté. Elle va poursuivre son action en cohérence avec les conclusions des Etats Généraux de la Solidarité alimentaire, qui au cours d'une année riche en états des lieux, analyses partagées et travail concerté, ont permis de définir collectivement de nouvelles actions et des modes de fonctionnement nécessaires.

Les moyens et initiatives qui permettront à toutes les personnes de mieux se nourrir se déclinent en 9 axes. Car la diversité des publics à accompagner vers une intégration sociale dans notre société est importante. Entre les familles à très faibles revenus, les résidents des hôtels sociaux ou du dispositif d'hébergement d'urgence des habitants des squats ou bidonvilles (dispositifs qui ne sont en aucun cas une norme à faire perdurer) et les « habitants de la rue », il y a de gros écarts de mode de vie.

Les 9 axes identifiés sont pour certains encore en construction et la concertation sera poursuivie systématiquement pour devenir partie intégrante du fonctionnement de l'ensemble du dispositif. Les publics se verront associés et impliqués dans le dispositif de solidarité. Car ne plus faire « pour un public » mais faire « avec lui » est une volonté commune.

1. Faciliter la solidarité citoyenne

La Ville de Montpellier s'engage à soutenir toutes les initiatives que développent les citoyens de Montpellier en matière de solidarité et de partage en matière d'accès au repas. Elle se félicite que lors des confinements, des citoyens se soient organisés pour venir en aide aux personnes qui dans les quartiers, étaient en grande difficulté d'accès à l'alimentation.

La Ville de Montpellier proposera aux organisations professionnelles de diffusion de l'alimentation, restaurateurs, métiers de bouche, épiceries et supérettes, de développer des repas solidaires ainsi que la méthode des cafés ou repas suspendus : lors d'une consommation habituelle, les clients se verront proposer de régler le coût d'une consommation ou d'un repas au bénéfice d'une personne - précaire - qui le demandera.

2. Développer un réseau d'épiceries sociales et solidaires

La Ville de Montpellier s'engage à construire un réseau d'épiceries sociales et solidaires qui permettra aux familles à très faibles revenus d'accéder à une alimentation de qualité, et va lancer un appel à projet spécifique au renforcement et à la mise en œuvre de nouvelles actions propres aux épiceries sociales et solidaires. Cet appel à projet doit permettre d'étoffer le maillage territorial des structures dans tous les quartiers de la ville. Le montant total de l'aide sera de 70 000 € en 2022 à répartir sur 7 lieux minimum, et proportionnellement au nombre de personnes ciblées (si 2 réponses sont faites au sein d'un même quartier, elles devront montrer les imbrications et coordinations entre les 2, actuelles ou en devenir).

3. Améliorer qualitativement la distribution des repas dans la rue, par le soutien ou l'ouverture de cantines populaires

La Ville de Montpellier se félicite de disposer d'un réseau d'associations qui s'est organisé pour distribuer des repas aux habitants de la rue. Elle soutient leurs actions soit par des subventions, soit en fournissant des aides logistiques. En tenant compte des synergies possibles avec certains locaux sous utilisés des clubs de l'âge d'or du CCAS, la Ville de Montpellier propose de créer plusieurs nouveaux lieux pour de mettre en place le soir des cantines populaires. Ces lieux permettront de disposer de salles équipées de tables, de chaises et de cuisines pour le réchauffage des repas. L'objectif est de permettre aux associations organisant les distributions des repas de rue de poursuivre leur activité dans des conditions plus humaines.

Plus tard, dans le cadre du projet de construction d'une cuisine centrale fournissant les écoles, la Ville de Montpellier étudiera la possibilité de créer un restaurant populaire pouvant également ouvrir en soirée et proposer des repas aux habitants de la rue. Ce restaurant pourrait mixer les publics, offrir une restauration de qualité aux employés et ouvriers s'activant dans le quartier de la Restanque, lors du repas de midi et du soir et accueillir des habitants de la rue.

4. Créer une cuisine solidaire

Concernant les personnes prises en charge par le dispositif d'hébergement d'urgence, la mise en place d'une cuisine solidaire située en proximité des principaux établissements sera étudiée dans les mois qui viennent. L'usage de cette ou de ces cuisines sera proposé aux familles hébergées en privilégiant leur implication et leur participation à la préparation des repas.

5. Favoriser l'intégration des personnes et leur permettre de prendre toute leur place dans notre société

L'aide et la distribution d'alimentation ne doivent pas être une fin en soi. Elles sont indispensables mais pas suffisantes. Nous savons que les familles, les personnes qui sont dans le besoin acceptent assez facilement de donner des coups de main, de prendre leur part dans les tâches de distribution. Bien souvent les usagers sont aussi des bénévoles, voire des militants des associations. Permettre à tous de s'exprimer, tenir compte de leur avis est indispensable pour développer la solidarité. De même, il faut offrir des occasions où les personnes peuvent faire le point sur leurs droits sociaux. Trop souvent, ils ne connaissent pas leurs droits, ils vivent leur situation comme une assignation démotivante. Les travaux de concertation ont montré que la prise en compte de la responsabilité des personnes aidées était primordiale. Les associations qui le souhaitent pourront être aidées pour définir ensemble des bonnes pratiques pour l'accueil, l'accompagnement et l'émancipation des personnes ayant recours à l'aide alimentaire.

6. Rapprocher les acteurs de l'aide alimentaire de ceux de la politique de la ville

Des temps de coordination seront déployés pour permettre aux associations de l'aide alimentaire le souhaitant de se rapprocher des acteurs de la politique de la ville et tout particulièrement des associations agissant dans les quartiers.

7. Améliorer l'approvisionnement et la logistique

La Ville en collaboration avec le Marché d'Intérêt National (MIN), la Métropole, le Département, la Région et l'État, s'engagera dans les réseaux de distribution alimentaire, dans les circuits courts que les autorités publiques soutiennent et développent autour de divers territoires. Il s'agit d'encourager les solidarités professionnelles, de permettre aux associations d'accéder à des produits frais et d'agriculture raisonnée. Dès que possible, nous faciliterons une alimentation bio et durable.

8. Diversifier l'information et l'intensifier

La Ville de Montpellier et la Métropole développeront les moyens d'information en direction des publics ayant besoin d'accéder à l'aide alimentaire.

La brochure « Montpellier solidarité » vient d'être republiée et est disponible sur Internet. Elle sera rééditée chaque année. L'expérimentation de l'application pour smartphone PRATIK, organisée par la Jeune Chambre Économique en partenariat le SIAO34, la Métropole et les services de l'Etat est soutenue par le biais du plan pauvreté. Aussi, dans le cadre du développement du Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité (PASIP) des services sociaux du département, une meilleure accessibilité de l'information sera également recherchée et un numéro vert pourra être testé.

9. Aller vers la création d'un observatoire

La fonction d'observation sera co-pilotée par la Ville de Montpellier, la Métropole, l'Etat, les associations volontaires et des usagers. Elle permettra d'apprécier le volume des aides diffusées, adapter au mieux l'offre à la demande et identifier les évolutions et leviers permettant d'inverser le recours à l'aide alimentaire.

Cet observatoire permettra aussi de valoriser les bonnes pratiques, mutualiser des formations pour les bénévoles et participer aux réflexions nationales du Comité national de Coordination de la Lutte contre la Précarité Alimentaire (CoCoLuPA). L'opportunité de créer une cohorte de bénéficiaires, suivis sur plusieurs années pour apprécier leurs trajectoires et prévenir les ruptures de parcours social sera étudiée, en lien avec l'observatoire du sans abris.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les axes d'intervention de la Ville de Montpellier pour améliorer la qualité de l'aide alimentaire ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer à tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) entre la
Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des
Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier inscrivent leur action dans la prise en compte de tous sur le territoire, quelle que soit leur nationalité d'origine. Adhérente à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), Montpellier est engagée dans une dynamique globale d'accueil et d'insertion pour faciliter l'intégration des personnes migrantes sur son territoire. Car si elle relève d'une compétence de l'Etat, la prise en charge des publics réfugiés est une responsabilité pour les collectivités territoriales. Elle nécessite de développer l'accompagnement social et administratif de personnes n'ayant pas les codes d'intégration dans la société. Souvent allophones, leur intégration passe par l'accès à l'emploi, l'école, le logement ou encore le tissu social et associatif.

La Ville de Montpellier et son CCAS renforcent ainsi leur volonté de disposer d'une information globale et complète sur son territoire en lien avec les associations locales (CIMADE, Fondation Abbé Pierre, Secours catholique, Médecins du Monde, Avec Toits, Croix Rouge, AREA, Majie) pour avancer dans la résorption des squats et des bidonvilles.

C'est l'objet de l'étude qui a été confiée à l'association France Terre d'Asile pour la réalisation d'un diagnostic territorial de la situation des migrants. Elle a vocation à venir enrichir les données recueillies par l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) en cours sur Montpellier, les travaux menés dans le cadre des Etats Généraux de la Solidarité ou encore la mission des deux travailleuses sociales recrutées par le CCAS de Montpellier pour aller vers les populations les plus précaires, vivant dans des logements précaires et/ou recourant à l'aide alimentaire. L'ensemble de ces démarches s'inscrivent dans une volonté cohérente d'établir des diagnostics sociaux et territoriaux pour aider l'équipe municipale à définir ses politiques publiques en matière d'action sociale et de solidarités.

Cette dynamique s'étoffe aujourd'hui par le souhait de doter Montpellier d'un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR), signé entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier.

Les CTAIR sont nés d'une démarche innovante de la DIAIR. Ce contrat vise à mettre en œuvre des actions concrètes pour améliorer les conditions de vie des personnes bénéficiaires de la protection internationale autour de thématiques qui suivent les priorités de la stratégie nationale d'intégration des réfugiés.

La Ville de Montpellier s'est engagée pour l'accueil des exilés d'Afghanistan durant l'année 2021 et démontre ainsi sa capacité à mobiliser des ressources indispensables sur les problématiques du logement et de l'intégration dans un contexte d'urgence humanitaire critique.

En 2020, 327 personnes réfugiées étaient recensées en file active à Montpellier au sein du parcours ACCELAIR, porté par l'association Forum Réfugiés et permettant un accompagnement global sur le plan du logement, du travail et de la citoyenneté. Ce chiffre supérieur au nombre de personnes réfugiées arrivées dans l'année sur le Département traduit l'engorgement du dispositif d'accompagnement global dû en partie à une difficulté d'accéder aux solutions de logement.

A partir d'un diagnostic partagé, la Ville de Montpellier s'engage, par la signature de ce CTAIR, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale en complément des outils déjà existants. L'enveloppe mobilisable au niveau des services de l'Etat est de 200 000 € avec une participation à la carte des collectivités et la valorisation de l'existant.

Il s'agit d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires de la protection internationale en levant les freins à leur intégration et en améliorant leurs conditions d'accueil. Pour cela, au plan national, 7 enjeux ont été identifiés pour asseoir la contractualisation avec les territoires.

Le présent CTAIR est basé sur un diagnostic territorial partagé entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat qui a permis d'identifier 4 axes principaux d'intervention parmi 7 enjeux nationaux :

- Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle ;
- Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants ;
- Faciliter l'accès au logement digne ;
- Encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire.

Ces axes principaux d'intervention sont pensés dans une logique de parcours facilitant l'intégration des réfugiés accueillis sur le territoire montpelliérain via des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants organisés autour de l'apprentissage de la langue française à visée professionnalisante, orientés vers des métiers en tension et accompagnés d'un volet consacré à l'inclusion sociale et citoyenne au sein de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 03 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat
- Contractualisation_CTAIR_16112021.docx
- Axes_CTAIR_16112021.docx
- convention_de_reversement_CTAIR_2021_v4_CCAS.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mylyvia HOUGUET, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté -
Convention d'occupation temporaire - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'habitat intercalaire est l'une des solutions pouvant être activées pour répondre aux besoins d'une population en grande précarité, ne trouvant ni de solution de logement ni d'hébergement d'urgence, complémentaire aux dispositifs de l'Etat jugés insuffisants.

Cette modalité innovante est reconnue au niveau législatif par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 (article 29) portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite « loi ELAN ». Celle-ci prévoit une expérimentation permettant à des organismes publics ou privés ou à des associations d'être agréés par l'Etat en vue d'organiser l'occupation de locaux vacants par des résidents temporaires. Ces organismes ou associations agréés concluent une convention d'une durée maximale de trois ans avec le propriétaire d'un local vacant. Ils peuvent y mener des travaux d'aménagement. Ils concluent ensuite des contrats de résidence temporaire pour organiser l'occupation des lieux.

Dans ce cadre deux expérimentations ont déjà été mises en œuvre depuis le début de l'année 2021 à la suite de la sortie positive du squat des archives dit « Luttopia » et Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de l'Etat visant l'ouverture d'un lieu collectif pour grands marginaux. Quatre villas, avenue de Toulouse et avenue de Boirargues ont été mises à disposition sous convention d'occupation temporaire pour les associations LUTTOPIA et GESTARE en mars 2021.

Un nouveau travail engagé depuis le mois de septembre 2021 entre les services de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, de la SA3M, de la SERM, et du Centre Communal d'Action Social (CCAS) de Montpellier a permis d'identifier 6 sites pouvant faire l'objet de conventionnement d'occupation temporaire dans le cadre de l'habitat intercalaire. Les 8 sites ont été retenus d'une part pour leur durée de disponibilité avant destruction (18 à 24 mois), leur sécurité structurelle, leur salubrité et le cas échéant un plan de travaux soutenable au regard des aménagements à y conduire, principalement le clôt couvert.

Chaque site bénéficie sur la base d'un nombre de places d'accueil maximal d'un projet associatif dédié ciblant un type de public en grande précarité et prévoyant un accompagnement social adapté. Ils peuvent, au regard du public accueilli et du projet validé, fonctionner comme une pension de famille avec une présence continue d'accompagnants dans le lieu de vie ou comme du logement indépendant pour les plus autonomes. Dans tous les cas l'accueil des personnes en habitat intercalé se fait dans le cadre d'un parcours vers le droit commun, par le logement mais également par l'insertion socio-professionnelle.

L'habitat intercalaire permet également aux capitaux privés des fondations ou des professionnels de financer les hébergements. Ainsi la Fondation Abbé Pierre, la Fondation VINCI sont impliquées dans l'expertise des sites et peuvent apporter leur contribution financière tant pour l'investissement que pour le financement du projet d'accompagnement sociale des résidents.

C'est par exemple le cas en ce qui concerne le projet de sortie du squat Boulevard de Strasbourg (cf ci-dessous) pour lequel la société Vinci a accepté de mobiliser des moyens financiers tant pour assurer les travaux du bien mis à disposition par la SERM que pour financer l'accompagnement social du site assuré par l'association agréée Secours Catholique.

Dans le cadre de ce projet précis, en voie de finalisation, pour lequel une convention tripartite Ville/SERM/Vinci est annexée à la présente délibération la Ville de Montpellier s'engage par ailleurs à un accompagnement financier de l'association agréée Secours Catholique par le versement d'une subvention de 10 000 €

Propriétaire	Quartiers	Appartement/Maison	Habitations	superficie	Places	Public	Commentaires
Ville	Hopitaux Facultés	M	2	130	12	Réfugiés Afghans	Villa mise en occupation temporaire puis bail classique pour une famille de réfugiés afghans le 19 octobre 2021
SA3M / SERM	Port Marianne	M	1	200	22	Familles / personne isolée	Médiation : Secours Catholique Projet d'aménagement réalisé avec la fondation VINCI dans le cadre de la sortie du squat Court Circuit Boulevard de Strasbourg prévue le 20 novembre 2021.

Ville	Port Marianne	A	1	90	6	Familles	Médiation : Secours Catholique Projet d'aménagement en cours avec la fondation VINCI pour une mise à disposition courant janvier 2022
SA3M / SERM	Croix d'Argent	M	1	220	16	Public précaire en grande difficulté / familles / personne isolée	Médiation LUTTOPIA Conventionnement en cours. Mise à disposition début décembre 2021.
SA3M / SERM	Croix d'Argent	A	1	118	6		Médiation LUTTOPIA Conventionnement en cours. Mise à disposition le 15 novembre 2021
SA3M / SERM	Port Marianne	A	2	60	5	Familles / demande	Médiation Avec Toit Conventionnement en cours. Mise à disposition le 15 novembre 2021
Ville	Port Marianne	M	1	120	8	urs d'asile	Médiation Avec Toit Conventionnement en cours. Mise à disposition le 30 novembre 2021.
CCAS	Montpellier Centre	, M	2	Bat A 831 + Bat B 225	33 personnes	Familles 19 adultes + 14 enfants	Médiation services du CCAS et Agence Intercalaire (SCOP), Mission accompagnement vers un Habitat Intercalaire des personnes occupant le site Marie Caizergues avant travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le positionnement des biens immobiliers ci-dessus afin qu'ils puissent faire l'objet de conventions de mise à disposition dans le cadre de l'habitat intercalaire ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition, pour les biens de la Ville de Montpellier, à Port Marianne ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville, VINCI et la SERM pour le bien de la SERM, à port Marianne ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que à tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention occ prec Avec Toits 181121.pdf
- conv occ prec sec catholique Richter 18 11.pdf
- Convention PROTOCOLE D'ACCORD relogment Bd Strasbourg 2411 v2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2021 -
Conventions de mise à disposition de salle à titre gratuit - Approbation**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La période des fêtes de fin d'année est une période où l'isolement se fait, pour les personnes les plus vulnérables, cruellement sentir.

Dans la continuité des Etats Généraux de la Solidarité 2021 pour l'aide alimentaire, les associations se mobilisent conjointement cette année sous forme d'un collectif solidaire coordonné par le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation de l'Hérault (SIAO 34). Les associations solidaires de Montpellier (Banque Alimentaire, Saint Vincent de Paul, Association Humanitaire de Montpellier, la table d'Anouk, Projet Citoyen 34, Entraide SDF, collectif citoyen Deliv'rue, La Bulle Douche Nomade, Les femmes invisibles, Accueil de jour Croix Rouge Française, Médecins du Monde, Gamelles pleines et d'autres susceptibles de rejoindre cette entreprise de solidarité et de mutualisation des moyens au service des plus fragiles), qui œuvrent tout au long de l'année auprès des publics en situation de précarité ou d'isolement, proposent dans cette période particulière un grand nombre d'actions. La Ville de Montpellier les accompagne avec l'ensemble des moyens à sa disposition.

L'Hôtel de Ville de Montpellier, maison commune de tous les Montpelliérains, sera identifié à cette occasion comme un grand lieu de solidarité, accueillant les personnes fragiles pour la plus importante manifestation de la quinzaine des fêtes, le 24 décembre 2021 au soir, avec un repas festif, des distributions de cadeaux et

des animations proposées par les associations. Pour assurer la restauration sur le site de l'Hôtel de Ville et pour les maraudes durant cette soirée, les associations prépareront 600 repas chauds. La Ville de Montpellier proposera également la production et la distribution de 300 repas chauds, pour un montant estimé à 1 320 € TTC. Le hall de l'Hôtel de Ville sera mis à disposition à titre gratuit pour l'organisation de cette soirée de partage.

Il est également proposé de reconduire le partenariat, expérimenté l'an dernier, pour l'organisation d'une cellule d'écoute avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34) et avec l'association SOS Amitié. L'Hôtel de Ville de Montpellier accueillera, les 24 et 31 décembre de 16h00 à minuit, des bénévoles formés à l'écoute, qui pourront répondre aux appels de personnes isolées reçus via un numéro vert mis en place par la Ville. A l'occasion de ces deux soirées de solidarité, la salle d'exposition Danielle Mitterrand sera mise à disposition à titre gratuit, pour un montant de subvention en nature valorisable de 940 € TTC.

Il sera également proposé la collecte, à l'Hôtel de Ville, de « boîtes de Noël » à destination des plus démunis, qui seront emballées puis distribuées ensuite par les associations de solidarité et d'aide alimentaire. Les informations sur ce dispositif seront disponibles début décembre sur le site internet de la Ville.

Un réveillon de fin d'année sera organisé par l'Association Humanitaire de Montpellier en clôture de ces journées dédiées à la solidarité où la Ville mettra à disposition à titre gratuit la salle Jacques 1^{er} d'Aragon (subvention en nature valorisable à hauteur de 464 € TTC). Entre ces deux dates, les services de la Ville en coordination avec le SIAO communiqueront sur les actions de solidarités spécifiques aux fêtes de fin d'année et diffuseront les informations via le réseau du collectif solidaire.

Le montant total de la valorisation en nature apportée par la Ville de Montpellier s'élève à 2 724 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme d'ouverture de l'Hôtel de Ville pour des fêtes de fin d'année solidaires et le partenariat avec le SDIS 34 et SOS Amitié pour l'organisation de la cellule d'écoute des 24 et 31 décembre ;
- D'approuver la mise à disposition, dans ce cadre, à titre gratuit du hall de l'Hôtel de Ville, de la salle exposition Danielle-Mitterrand et de la salle Jacques 1^{er} d'Aragon ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition afférentes ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de ces aides en nature pour un total de 2 724 € TTC ;
- D'approuver la production et la distribution de 300 repas par la Ville de Montpellier lors du repas du 24 décembre 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



[Signature]

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention AHM.pdf
- convention sos amitie.pdf
- convention siao34.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUALT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Eddine ARIZTEGUI, Clara GIMENEZ, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Prise en charge par la Ville de Montpellier des engins motorisés saisis dans le
cadre des rodéos motorisés - Délégation de Service Public - Fourrière automobile
- Avenant n°5 - Protocole d'intervention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Les rodéos urbains sont devenus depuis quelques années un véritable phénomène de délinquance qui concerne un grand nombre de villes.

Le phénomène n'est pas nouveau et touche l'ensemble de notre pays. Il génère des comportements qui mettent en danger la sécurité de leur auteur et la vie entière des habitants des quartiers ou des villages qui le subissent.

En France, la loi n° 2018-701 du 3 août 2018 renforce la lutte contre les rodéos motorisés. Cette loi vise notamment les comportements compromettant délibérément la sécurité ou la tranquillité des usagers de la route.

L'article L236-1 du code de la route dispose que :

I.- Le fait d'adopter, au moyen d'un véhicule terrestre à moteur, une conduite répétant de façon intentionnelle des manœuvres constituant des violations d'obligations particulières de sécurité ou de prudence prévues par les dispositions législatives et réglementaires du présent code dans des conditions qui compromettent la sécurité des usagers de la route ou qui troublent la tranquillité publique est puni d'un an d'emprisonnement et

de 15 000 € d'amende.

II.- Les peines sont portées à deux ans d'emprisonnement et à 30 000 € d'amende lorsque les faits sont commis en réunion.

III.- Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende dans certaines circonstances.

Certains quartiers de la ville de Montpellier pâtissent particulièrement du développement des rodéos urbains par les risques d'accident qu'ils provoquent et les troubles à l'ordre et la tranquillité publics qu'ils génèrent.

C'est pourquoi, dans le cadre de la politique publique partenariale initiée depuis le début de ce mandat en matière de prévention et de sécurité, il est proposé en lien avec le Procureur de la République et la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault, un partenariat visant à lutter collectivement contre ce phénomène.

La Ville de Montpellier souhaite, par le biais de sa fourrière automobile, soutenir l'action du Parquet du tribunal judiciaire de Montpellier et des interventions des différents services de police municipale et nationale en facilitant le gardiennage des engins utilisés pour la commission des faits.

A cette fin, un protocole d'intervention permettant d'assurer le gardiennage à titre gracieux pour les services de l'Etat, des engins motorisés saisis dans le cadre des procédures judiciaires est proposé.

La mise en œuvre de ce protocole nécessite un avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) Fourrière avec l'exploitant EGS Montpellier, afin de prendre en compte les modalités d'organisation introduites par ces évolutions, conformément à l'article L. 3135-1 5° du Code de la commande publique.

L'avenant n°5 propose ainsi la modification de l'article 49 relatif à la rémunération du délégataire. L'annexe 3 relative aux tarifs sera également modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Protocole relatif à la prise en charge par la Ville de Montpellier, des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°5 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole, ainsi que l'avenant n°5 de la convention de Délégation de Service Public, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

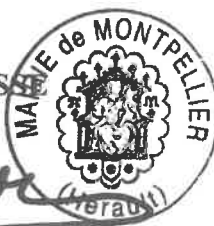
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole relatif à la prise en charge par la Ville des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés.pdf
- Annexe 3 Tarifs.pdf
- Avenant 5 Contrat DSP Fourrière.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Enquête "Sécurité et cadre de Vie à Montpellier" - Convention entre la Ville de
Montpellier et l'Université de Montpellier Unité Mixte de Recherche Dynamiques
du Droit - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a fait de la sécurité dans l'espace public, un des enjeux de sa politique de tranquillité ; son ambition est de garantir un espace public « apaisé » en luttant contre le harcèlement de rue, les discriminations et l'insécurité de manière générale. Pour ce faire, elle s'appuie sur le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et son observatoire local de tranquillité publique. Cette veille permet le croisement des chiffres de la délinquance réelle (nombre de faits connus ou déclarés) enrichis des remontées d'informations relatives à la sécurité des administrés.

Par ailleurs, l'Unité Mixte de Recherche Dynamiques du Droit de l'Université de Montpellier propose de conduire une enquête sur la perception des enjeux de délinquance et sur le sentiment d'insécurité dans l'hyper-centre de la ville. Ce projet d'enquête intitulé « sécurité et cadre de vie à Montpellier » a vocation à mesurer le sentiment d'insécurité réel ou ressenti des usagers fréquentant le centre-ville. L'enquête a également pour ambition de s'intéresser aux infractions ne faisant pas nécessairement l'objet de dépôt de plainte et aux raisons conduisant à ne pas signaler certains faits. L'enquête sera ciblée sur des publics, espaces et périodes préalablement définis et répondra à une méthodologie de recherche fondamentale appliquée.

Ce projet sera piloté par le service du CLSPD et par des enseignants-chercheurs de l'équipe de droit pénal de l'Université de Montpellier, avec la participation d'étudiants doctorants ou en Master en droit pénal et sciences criminelles de l'Université. A cette occasion, des étudiants seront accueillis en stage à la Ville de Montpellier pour une durée de 3 mois. Il est ainsi proposé une convention fixant les engagements réciproque de la Ville et de l'Université.

Afin de mener à bien ce projet, l'Université de Montpellier a déposé une demande de subvention d'un montant de 2 500 €, auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier ;
- D'attribuer, pour l'année 2021, une subvention de 2 500 € à l'Université de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

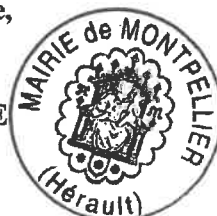
Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention entre l'Université de Montpellier et la Ville - Enquête Sécurité et cadre de vie à Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasmime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Michel CALVO, Sophiane MANSOURIA, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la
Ville (QPV) - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis,
ACM Habitat, les Compagnons Bâtisseurs et Octopus Expression - Autorisation
de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Le Conseil de Métropole du 25 janvier 2018 a, au titre de ses compétences transférées, approuvé l'avenant n°4 de cette convention qui prévoit dans son article 4 « *Politique de la Ville et Solidarité* » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, de son avenant et du Contrat de Ville 2015-2020 prorogé jusqu'en 2022 dans le cadre du Protocole d'Engagements Réciproques et Partagés (avenant n° 2 du Contrat de ville), la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2021 du Contrat de Ville permettant de lutter contre la précarité énergétique et favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Cela implique la signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Enedis pour fixer les conditions générales du partenariat, ainsi que des conventions plus spécifiques avec les partenaires de chaque action proposée. Ces actions se déclinent comme suit :

- **La mise en œuvre d'un chantier citoyen ayant pour objectif la lutte contre la précarité énergétique dans le Quartier Politique de la Ville (QPV) Cévennes :**

1/ Création d'un projet d'accompagnement vers les dispositifs permettant de réduire la précarité énergétique

De nombreux ménages issus des QPV n'ont pas suffisamment accès à l'information et ne sont pas sensibilisés à la maîtrise des énergies et « *aux éco-gestes* ». Afin d'augmenter le recours aux techniques et pratiques améliorant la maîtrise de l'énergie, 6 services civiques seront engagés et encadrés par l'association des Compagnons Bâtisseurs Occitanie avec pour missions principales de :

- Créer des moyens de communication (événements, flyers...) ;
- Sensibiliser les habitants ;
- Orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants ;
- Favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du quartier.

2/ Création d'un parcours jeune en lien avec la maîtrise de l'énergie

Ce dispositif représente une étape positive dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes suivis par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), intéressés par les métiers de l'énergie. L'association les Compagnons bâtisseurs, ayant une expertise sur la professionnalisation des jeunes et sur l'habitat, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

L'association Octopus expression, ayant des compétences sur l'accompagnement socioprofessionnel des jeunes et les techniques d'expression orale, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

Dans ce cadre, les équipes de proximité d'ACM Habitat assureront une mission de guide et d'appréhension du quartier, du patrimoine géré par ACM Habitat dans le but de tisser les liens entre les acteurs et les utilisateurs bénéficiaires de ces opérations.

Cette action nécessite ainsi la signature de quatre conventions de mise en œuvre :

- Une convention entre la Ville de Montpellier, Enedis et ACM Habitat ;
- Une convention entre la Ville de Montpellier, Enedis et les Compagnons bâtisseurs ;
- Une convention entre la Ville de Montpellier, Enedis et Octopus ;
- Une convention entre la Ville de Montpellier, ACM Habitat et les Compagnons bâtisseurs.

Au titre de ce chantier, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 8 000 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 23 000 €.

- **La mise en place de l'Espace Ressource Habitat, au sein du QPV Mosson :**

Porter et diffuser l'information liée à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, Compagnons Bâtisseurs Occitanie propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- Un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- Des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- Une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements ;
- Un espace informatique avec une connexion Internet afin d'accompagner les habitants à la création de leur espace numérique Linky et à maîtriser leur consommation d'électricité.

Les éléments relatifs à cette action sont également présents dans la convention entre la Ville de Montpellier, Enedis et les Compagnons bâtisseurs précitée.

Au titre de la mise en place de cet Espace Ressource Habitat, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 3 500 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault fixant les conditions générales du partenariat ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et ACM Habitat pour la mise en œuvre du chantier citoyen de lutte contre la précarité énergétique ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et les Compagnons bâtisseurs pour la mise en œuvre des deux actions de chantier citoyen et d'Espace Ressource Habitat ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, ACM Habitat et les Compagnons bâtisseurs pour la mise en œuvre du chantier citoyen de lutte contre la précarité énergétique ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et Octopus expression pour la mise en œuvre du chantier citoyen de lutte contre la précarité énergétique ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSÉ, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault
- Convention 2021-2022 entre Enedis Ville ACM
- Convention 2021-2022 entre Enedis Ville Compagnons Bâtisseurs Occitanie
- Convention 2021-2022 entre Ville Octopus Expression
- Cadrage partenarial 2021-2022 entre ACM Ville Compagnons Bâtisseurs Occitanie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Convention de partenariat avec la Ligue contre le Cancer relative au déploiement
d'Espaces sans tabac - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le contexte de la lutte anti-tabac, marqué par une intensification des mesures réglementaires et de prévention (augmentation du forfait de prise en charge des substituts nicotiniques prescrits, paquet neutre, opération « Mois sans tabac » ...) a probablement contribué à l'ampleur inédite de la baisse de la prévalence du tabagisme observée.

En 2017 en France, 31,9 % des personnes de 18-75 ans ont déclaré qu'elles fumaient au moins occasionnellement et 26,9 % quotidiennement. Ces prévalences sont en baisse pour la première fois depuis de nombreuses années. Ces résultats encourageants, en particulier parmi les plus jeunes adultes et les plus défavorisés, incitent à poursuivre les actions menées. Le tabagisme reste en tête de toutes les causes de cancers, loin devant les autres facteurs de risque. Il est responsable de 73 000 décès, dont 45 000 par cancer, chaque année en France. Il constitue ainsi le facteur de risque évitable de cancer le plus important : on estime que, sans tabac, près d'un tiers des décès par cancer pourraient être évités.

L'instauration d'espaces sans tabac est un instrument d'action à disposition des communes pour participer à cette lutte contre le tabac efficacement.

Membre du Réseau Français des Villes Santé, riche d'une forte tradition médicale, la Ville de Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques de santé publique prioritaires sur son territoire et notamment la lutte contre les cancers. En effet, la Ville de Montpellier participe au développement d'actions de sensibilisation et de promotion du dépistage du cancer du sein (Opération « Octobre rose », soutien de la course « La Montpellier Reine ») et du cancer colorectal (Opération « Mars bleu ») en relation avec de nombreux partenaires institutionnels et associatifs dont la Ligue Contre le Cancer.

Ville active du Programme National Nutrition Santé, elle participe à la lutte contre les facteurs de risques des cancers avec la promotion de modes de vie actifs et sains tout au long de l'année. Les opérations « J'agis pour ma santé », « Moi(s) sans tabac », « Parcours du cœur » et les nombreuses manifestations sportives organisées sur son territoire illustrant cette dynamique locale.

En poursuivant son engagement avec la Ligue Contre le Cancer autour du projet d'espaces sans tabac, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre le travail accompli sur son territoire et s'inscrit pleinement dans les objectifs de la stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030 qui place la prévention et la promotion de la santé comme un axe majeur de lutte contre ces pathologies.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat « Espace Labellisé – Espace sans tabac » entre la Ville de Montpellier et la Ligue Contre le Cancer ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Montpellier_Convention_Espace_sans_tabac_2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Maryse FAYE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier -
Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université
Paul Valéry Montpellier III - Approbation**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la lutte contre les discriminations, qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale.

Elle intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un Equivalent Temps Plein (ETP) de catégorie A dans les effectifs municipaux.

La Ville de Montpellier a intensifié son implication dans la lutte contre les discriminations, notamment par l'adhésion à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR), la signature de la Charte « Egalité contre le racisme » portée par le Défenseur des Droits, l'adhésion à la charte Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), l'adhésion au Rainbow Cities Network et elle participe activement à la réflexion en cours pour l'élaboration d'un Plan Territorial de Lutte Contre les Discriminations (PTLCD) adossé au Contrat de Ville.

Ces engagements ont conduit la Ville de Montpellier à mettre en place un groupe de recherche action sur les discriminations subies sur son territoire en collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier III (UPVM), ce qui implique la signature d'un contrat d'une collaboration entre la Ville et UPVM. Ce dernier a produit une série d'études et de notes de synthèse permettant de pallier le manque de données locales sur les problématiques discriminatoires. Les résultats obtenus démontrent l'existence et la persistance de réelles inégalités, causées par les phénomènes discriminatoires à Montpellier et posent la nécessité de lutter contre ces discriminations. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville.

Le projet de création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier constitue la suite logique de cette première étape de diagnostic. Il permettra sur une année (décembre 2021/novembre 2022) :

- **Le suivi de l'évolution des discriminations** mises en lumière par le groupe de recherche action : recherche qualitative et élaboration d'indicateurs ;
- **La diffusion transversale des préconisations de lutte contre les discriminations dans les politiques publiques** : lien avec les différentes institutions concernées afin d'inciter à la mise en œuvre des préconisations émises par les sept études produites ; suivi de l'impact de ces politiques publiques de lutte contre les discriminations sur le territoire ;
- **Le partage des résultats de la recherche** : organisation d'un colloque par an sur les discriminations et la lutte contre les discriminations à destination des élus et des personnels concernés par la mise en œuvre des politiques de lutte contre les discriminations ;
- **La production d'un rapport annuel** portant sur deux thématiques. La première est l'évolution des discriminations subies dans le champ des thématiques ciblées (familles monoparentales, personnes en situation de handicap dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV), accès à la formation et à l'emploi des jeunes diplômés et des femmes issues des QPV, discriminations liées à la dématérialisation des services publics). La seconde est un tableau de suivi des résultats des politiques publiques de lutte contre les discriminations engagées suite aux préconisations mises en œuvre dans les domaines identifiés.

La participation de la Ville inclut l'affectation d'un ¼ temps de cheffe de projet Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier, évalué à 15 000 €, et le versement de 57 600 € à l'UPVM. Il est à noter que la Ville bénéficiera en 2021 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) pour un montant de 48 000 € en recettes car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat de collaboration de recherche, portant sur la mise en place d'un Observatoire des discriminations subies sur le territoire de la Ville de Montpellier, avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 57 600 €
- De dire que dans les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Stéphane JOUAULT, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de collaboration de recherche_Observatoire des discriminations_Ville de Montpellier_UPVM_LEIRIS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes**Présents :**

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Maryse FAYE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes et
Lutte contre les discriminations" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS DROITS DES FEMMES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
1315	Théâtre la remise	Magdalena	4 000 €

703	C'est de l'Art	Poésie Masculine	15 000 €
TOTAL			19 000 €

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
777	PLANNING FAMILIAL	Lutte contre la précarité menstruelle	3000 €
TOTAL			3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

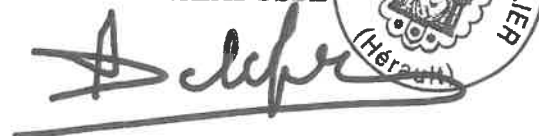
Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel CALVO, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention
- lettre engagement
- Charte de laïcité

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnine AKBARLY, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Maryse FAYE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Attribution de subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
656	Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie	Projet « Prévenir et réduire les risques liés aux conduites addictives auprès des personnes	3 500 €

		en situation de grande précarité de la Ville de Montpellier »	
777	Association Planning Familial 34	Investissement (Achat d'un échographe)	20 000 €
1330	Comité Départemental D'éducation pour la Santé de L'Hérault	Projet « Méditation Santé : Gély – Figuerolles »	3 500 €
1755	Centre APAJ (Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Projet « Méditation Santé – Marels - Montaubert »	3 300 €
2021	Association des Familles de Traumatisés Crâniens LR	Projet "Mieux informer les personnes cérébro-lésées et leurs proches pour améliorer leur parcours de santé et de vie »	1 000 €
4242	Médecins du Monde	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			32 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel CALVO.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte laïcité
- lettre engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Jean-Dominique DELAVEAU, Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les
exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
2161	ESPERANCE FRATERNITE	Fonctionnement : aide alimentaire	2 000 €
Distribution de colis alimentaire à 20 familles le jeudi soir en maraude.			

7261	MONTPELLIER ACCUEIL JEUNES ISOLÉS ÉTRANGERS	Fonctionnement	1 500€
Accompagnement des jeunes majeurs étrangers dans leur premières démarches de régularisation après sortie de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).			
3318	LE REFUGE	Fonctionnement : aide alimentaire	1 000€
Fonctionnement de l'épicerie sociale des locaux du refuge.			
1942	BANQUE ALIMENTAIRE	Projet : collecte exceptionnelle 2021	1 000 €
Collecte exceptionnelle fin-novembre 2021 pour laquelle la banque alimentaire doit faire appel à des camions de location pour répondre aux besoins logistiques de transport.			
666	SECOURS CATHOLIQUE	Projet : Animation habitat intercalaire Av de Boirargues	10 000 €
Ouverture d'un nouveau site intercalé accompagné par le secours catholique pour 22 places, av de Boirargues et permettant la sortie du squat du boulevard de Strasbourg.			
7452	AVEC TOITS	Projet : Animation habitat intercalaire route du Mas Rouge	4 000 €
Ouverture d'un nouveau site intercalaire accompagné par l'association Avec Toits			
6727	AREA	Projet : L'Espace Intervalle	20 000 €
Projet de soutien à l'insertion socio-éducative des personnes accompagnées par AREA, pour les enfants des familles les plus éloignées de la scolarisation			
7050	PASTORALE EVANGELIQUE CNEF MONTPELLIER	Projet Noël de l'Espoir	8 000 €
Repas de Noël pour les familles les plus en difficultés			
Total			47 500 €

Et d'annuler l'attribution d'une subvention du fait de l'impossibilité pour l'association de réaliser l'investissement :

7634	Quatorze	Investissement : Maison Commune pour les habitants du bidonville de Zénith 2	20 000 €
Action de la convention d'appui Plan Pauvreté, co-financée avec l'Etat, qui permettra l'accord d'actions collectives encadrées par un travailleur social sur le bidonville			

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature d'une convention d'attribution ou d'une lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver l'annulation de la subvention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le

08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte
- Convention
- lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution des subventions dans la cadre de la thématique "Cohésion sociale" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Subventions dans le cadre du Contrat de Ville

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le Contrat de Ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2021, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville.

La délibération numéro V2021-149 du 12 avril 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville a attribué 234 625 € au titre de la thématique « Cohésion sociale » pour un total de 92 projets.

La présente délibération vient compléter la précédente par l'affectation de 27 nouvelles subventions.

L'affectation des nouvelles subventions se répartit comme suit :

- 3 subventions pour un montant de 5 000 € au titre de la thématique « Cohésion sociale » ;
- 24 subventions pour un montant de 12 000 € au titre de la thématique « Education ».

CONTRAT DE VILLE – THEMATIQUE COHESION SOCIALE 2021			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
	ODETTE LOUISE	ESPACE DE VIE SOCIALE	2 000 €
	L'EVS Odette Louise développe des actions selon 4 axes principaux d'intervention : Favoriser le maintien du lien social et intergénérationnel et la mixité sociale dans le quartier Celleneuve • Développer la citoyenneté et l'implication citoyenne contribuant ainsi à l'attractivité et au dynamisme du territoire • Favoriser la parentalité, le lien parents-enfant, les échanges entre parents • Développer un accueil pour tous en renforçant le partenariat et l'accès à l'information		
	MONTPELLIER BASKET MOSSON	BASKET AU FEMININ	2 000 €
	Faire du basket un vecteur de développement social, d'épanouissement personnel et de prévention. Mise en place des cours de basket pour le public féminin du quartier de la Paillade, en particulier auprès des filles de 11 à 17 ans.		
	RANK'ART	LA FAMILIALE DES CEVENNES	1 000 €
	La Familiale des Cévennes est une journée fédératrice et conviviale, organisée pour la première fois en 2015 à la demande des partenaires du réseau Cévennes. Elle accueille sur un même lieu tous les publics et tous les âges en proposant concerts, spectacles, animations participatives et artistiques pour les enfants, restauration, espace cadeaux, etc. Elle fédère tous les partenaires du quartier des Cévennes et rassemble aussi bien les habitants du quartier que les montpelliérains au sens large.		
TOTAL			5 000 €

CONTRAT DE VILLE – FINANCEMENTS EDUCATION 2021			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
409	JEL (Association Jouons en Ludothèques)	LUDOTHEQUE PERGOLA	1 000 €
	Ludothèque les mercredis après-midi (et les lundis pendant les vacances) pour les enfants de 6 à 11 ans et leurs parents à la Maison des Enfants et de la Famille à la Pergola à Montpellier. Atelier hebdomadaire "La vie en France comme un jeu d'Enfant" destiné à des parents pour jouer et travailler sur l'expression orale en français.		
3036	REP Gérard PHILIPPE (Collège Gérard PHILIPPE et écoles du secteur)	Favoriser la Réussite Éducative	500 €
		Des Liens Ecole-Familles pour la Réussite Éducative	500 €
			1 000 €

5633	REP Marcel PAGNOL (Collège Marcel PAGNOL et écoles du secteur)	Des Liens Ecole-Familles pour la Réussite Éducative	300 €
		Favoriser la Réussite Éducative et Scolaire	1 000 €
		L'Ouverture à la Culture pour la Réussite	500 €
			1 800 €
5454	REP+ Arthur Rimbaud (Collège Arthur Rimbaud et écoles du secteur)	Conforter le Parcours Ambitieux de L'Enfant.	500 €
		Parents Valorisés pour une Continuité Éducative	300 €
		Prévention: Santé, Citoyenneté, Illettrisme, Décrochage	500 €
			1 300 €
1329	REP+ Escholiers de la Mosson (Collège Escholiers de la Mosson et écoles du secteur)	Alliance Éducative en Réseaux	300 €
		Citoyenneté, Laïcité et Santé	500 €
		Cultures et Culture Numérique	500 €
		Jardins Partagés, Cultures et Culture	500 €
		Renforcer la Coopération Ecole/Parents	500 €
			2 300 €
3125	REP+ Les Garrigues (Collège les Garrigues et écoles du secteur)	Culture autour du Livre	500 €
		Lier Apprentissages Scolaires et Culture	500 €
		Renforcer la Relation Parents/École	500 €
			1 500 €
1424	REP+ Simone VEIL (Collège Simone VEIL et écoles du secteur)	Lire, Écrire et Partager des Œuvres Littéraires	300 €
		Prévention du Décrochage Scolaire	300 €
		Renforcer la Relation École/Parents	300 €
		Soutenir Les Apprentissages pour la Réussite Scolaire	300 €
		Théâtre et Langage, un Parcours d'Excellence	300 €

			1 500 €
4472	THEATRE LA VISTA (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	ACTIONS CULTURELLES EN QPV	500 €
	Les actions culturelles en QPV offrent aux habitants des QPV d'aller au-delà de la posture de spectateur en devenant acteur dans la rencontre avec la pratique artistique et la culture. Par étape, ce projet permet : de susciter la découverte de la pratique artistique et du processus de création artistique ; de développer la pratique artistique pour les habitants des QPV ; d'accompagner les structures partenaires dans le lancement de nouveaux projets culturels en QPV par notre soutien la première année.		
5385	ZADIGOZING	CAFE ASSOCIATIF DES ENFANTS	1 100 €
	Zadigozinc est une association qui favorise la créativité, la citoyenneté et permet l'épanouissement des enfants comme des adultes. Zadigozinc est aussi un lieu de vie, de mixité sociale, un espace de rencontre, d'échange et d'action dont le fonctionnement repose sur une démarche participative et la mise en réseau d'acteurs essentiels au tissage de liens sociaux.		
TOTAL			12 000 €

Subvention de droit commun – Thématique « Cohésion sociale »

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention. A cet égard, la ville de Montpellier décide d'attribuer les subventions suivantes :

THEMATIQUE COHESION SOCIALE 2021			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
	VACANCES OUVERTES	SAC ADOS	1 000 €
	Sac Ados favorise le départ de jeunes de 16 à 25 ans désireux de vivre une première expérience de séjour en autonomie, sans encadrement familial ou professionnel. Les jeunes qui s'engagent dans le dispositif élaborent leur projet de vacances avec l'accompagnements de référents locaux.		
	DE TOUT COEUR	FONCTIONNEMENT	1 000 €
	Association de quartier, actrice de proximité auprès des populations les plus vulnérables : lien social et de lutte contre l'isolement des plus âgés, soutien aux démarches administratives et aide à l'insertion des jeunes.		
TOTAL			2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Julie FRÊCHE, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité
Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Montant proposé en euro
582	Surdi 34 - Association de déficients auditifs	Projet formation	1 000
697	Association pour Personnes en Situation de Handicap 34	Projet Motiv' Actions	3 500

699	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France-Languedoc Roussillon	Projet Formation premiers secours	2 000
1 058	Association des Paralysés de France APF-France Handicap	Projet Handicap Logement	5 000
1 058	Association des Paralysés de France APF-France Handicap	Projet Ouvrage Handicap sur la Convenance et qualité d'usage dans le logement et son environnement	5 000
1 337	Montpellier Handi Basket Association	Projet Fauteuils	4 000
3 901	Halte Pouce	Projet Permanences en Maison Pour Tous	2 500
5 974	Cap'A Cité	Projet Sport Adapté	5 500
6 359	Mozaik Danses	Projet Danser nos Différences	2 500
7 527	Objectif Inclusion	Fonctionnement 2021	2 500
TOTAL HANDICAP			33 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Emilie CABELLO.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention
- charte laïcité

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous****Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant attribué
243	Association pour l'animation de la Villa des Cent Regards	Fonctionnement	474 €
1783	Octopus Expression	Fonctionnement	500 €
5763	Association La Graine	Fonctionnement	2 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signatures des lettres d'engagement ou des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- VIE ASSOCIATIVE - LETTRE ENGAGEMENT TYPE _F ou P 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire****Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Cité Éducative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Attribution de
subventions complémentaires - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Par délibération du 21 septembre 2021, la Ville de Montpellier a adopté le plan d'actions 2021 de la Cité Éducative Mosson Montpellier et prévu l'attribution de subventions, au terme d'un appel à propositions destiné à soutenir et encourager la participation des acteurs du quartier.

En complément des subventions déjà attribuées par la ville à hauteur de 29 669 €, il est proposé de soutenir de nouveaux projets ayant fait l'objet d'un arbitrage conjoint par les services de l'Etat et les partenaires institutionnels.

Il s'agit des projets suivants :

Demandeur	Projet	Subvention
Ecole Heidelberg (Collège Escholiers de la Mosson)	Les pièces de Mannheim	575 €
Ecole Neruda (Collège Arthur Rimbaud)	Ecole, comptine, famille et partage	300 €
Ecole Cervantès (Collège Escholiers de la Mosson)	Découverte du patrimoine et enrichissement culturel	380 €

Ecole Senghor (Collège Escholiers de la Mosson)	Festival de Littérature	1 000 €
GFEN	Mercredi de Babel	1 000 €
IPEICC	Eveil et accompagnement artistique	1 500 €
3 MTKD	Ateliers numériques	1 500 €
Association des Parents d'élève de Marc Bloch	Les ballades de la petite Tarente	500 €
		6 755 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Cité Educative 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et enfant
dans la Ville**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clare HART, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Convention d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse
d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Avenant n°1 au Contrat Enfance
Jeunesse (CEJ) 2019-2022 - Autorisation de signature**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants. Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil municipal a autorisé la signature du CEJ pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Pour le volet Enfance, le CEJ 2019-2022 prévoyait initialement la création de 120 places d'accueil municipales et le cofinancement de 64 nouvelles places associatives, soit 184 places au total. Parmi ces projets, certains d'entre eux étaient déjà actés mais n'ont pas été intégrés aux éléments financiers du CEJ. Par ailleurs, des actions supplémentaires ont été créées ou seront réalisées d'ici l'échéance du contrat. Ces projets nouveaux nécessitent donc d'être inscrits au CEJ dans le cadre d'un avenant afin de bénéficier du co-financement de la CAF. Ils sont détaillées ci-dessous :

➤ **Secteur municipal :**

- **Création de la crèche municipale « *Liselotte* »**

Pour répondre aux besoins de sa population croissante, aux enjeux de cohésion sociale et contribuer à l'attractivité de son territoire, la Ville a entrepris la construction d'une nouvelle crèche au sein du quartier Port Marianne, dans la ZAC Rive gauche. Dénommée crèche « *Liselotte* » par le Conseil municipal du 21 septembre 2021, cet établissement offrira, fin 2022, 72 places d'accueil collectif pour les enfants montpelliérains âgés de 2 mois et demi à 4 ans. A noter que ces 72 places étaient déjà actées au CEJ mais doivent être financièrement intégrées par avenant pour bénéficier du co-financement de la CAF.

- **Création d'un 7^{ème} Relais Petite Enfance municipal dans le secteur Port Marianne**

Pour satisfaire plus globalement aux demandes de places d'accueil, la Ville poursuit son objectif de rééquilibrage au profit de l'accueil individuel qui passe par la création de nouveaux secteurs de Relais Petite Enfance (RPE), ex RAM. C'est dans ce contexte que la Collectivité a entrepris la construction d'un RPE dans le secteur Port Marianne qui sera situé dans le même bâtiment que la crèche « *Liselotte* ». L'ouverture de ce 7^{ème} RPE municipal (8^{ème} secteur de RPE) est programmée pour septembre 2022. Il permettra de rééquilibrer le nombre d'assistants maternels rattachés à chaque RPE.

➤ **Secteur associatif :**

- **Création du multi-accueil associatif « *L'île aux enfants* »**

La CAF de l'Hérault était gestionnaire, depuis 1974, d'un multi-accueil de 25 places situé dans le quartier Mosson à Montpellier. Les locaux ont été vendus à l'association Adages qui entreprend des travaux de réhabilitation pour, d'une part, répondre aux exigences de mise aux normes de la structure et, d'autre part, créer 17 places supplémentaires. A l'issue des travaux, l'association bénéficiera de la prestation de service horaire versée par la Ville pour le fonctionnement de ces 42 places d'accueil collectif (25 places existantes et 17 places créées). Ces 42 places étaient également déjà actées au CEJ mais doivent être financièrement intégrées par avenant pour bénéficier du co-financement de la CAF.

- **Extension de la micro-crèche associative « *Les Fabulettes* »**

Depuis 2010, la micro-crèche « *Les Fabulettes* » gérée par l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) occupe des locaux mis à disposition par la Ville dans l'école élémentaire Simon-Bolivar, située dans le quartier Mosson. Cependant, dans le cadre de l'agrandissement des locaux de l'école demandé par l'Education Nationale, la micro-crèche se voit contrainte de déménager. Afin de maintenir l'action de cette association qui répond à un besoin spécifique en faveur de publics en insertion, il est envisagé une solution de relogement dans des nouveaux locaux, toujours dans le quartier Mosson. Comptabilisant actuellement 10 places, la nouvelle réglementation et la superficie de ces locaux permettent d'augmenter la capacité d'accueil de 2 places supplémentaires et de répondre ainsi aux besoins spécifiques des familles de ce quartier prioritaire de la Ville. L'avenant permettra d'étendre la prestation de service de 1,85 € par heure versée par la Ville à ces 2 nouvelles places.

- **Ouverture d'un nouveau LAEP associatif dans le quartier Saint Martin**

L'association « *Jouons en ludothèques* », qui gère déjà trois Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) sur la commune de Montpellier, a ouvert depuis le 8 septembre 2021 un nouveau LAEP dans le quartier Saint Martin. Pour le fonctionnement de ce lieu propice aux actions de soutien à la parentalité, l'association bénéficie, d'une part, d'une salle mise à disposition par la Maison pour Tous « *l'Escoutaire* » et, d'autre part, d'un financement de la Ville versé sous la forme d'une prestation de service forfaitaire et autorisé par une délibération en date du 14 juin 2021 (5 264 € par an).

➤ **Secteur entrepreneurial :**

- **Réservation de berceaux : crèches « *Babilou Bourrely* » et « *l'Arènes des Rêves* »**

Le groupe Babilou a ouvert en septembre 2021 une nouvelle crèche de 30 berceaux dans le quartier Gambetta. Compte tenu du nombre important de demandes de places d'accueil sur ce secteur, la Ville a décidé de réserver 8 places au profit des enfants montpelliérains. La société People&Baby ouvrira courant

2022 une nouvelle crèche de 26 places dans le quartier Près d'Arènes. La Ville envisage de réserver 13 berceaux au sein de cette structure pour répondre aux besoins croissants des familles de ce quartier prioritaire de la Ville.

Toutes ces actions, inscrites au CEJ par avenant, feront donc l'objet d'un co-financement de la CAF, évalué sur la base d'une fiche projet et de 55% maximum du reste à charge de la Collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné. L'avenant est conclu du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

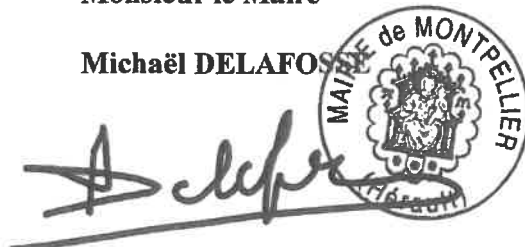
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

The block contains a handwritten signature of Michaël DELAFOSSE in black ink. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Montpellier in the center, surrounded by the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' at the top and '08 DEC 2021' at the bottom.

Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant N°1 au Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Mise à disposition de logements à vocation sociale - Logement sis 16 rue Tour de
l'Église propriété de la Ville de Montpellier - Remise gracieuse de la dette
contractée par le locataire - Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de logements à vocation sociale, le logement situé 16 rue du Tour de l'Église / 15 rue du bassin, appartenant à la Ville de Montpellier, a été attribué à Madame Ghislaine VALIBOUZE à compter du 1^{er} juillet 1998. Son décès est intervenu le 20 avril 2017, laissant à Monsieur Mikaël BIDEAU, son partenaire de Pacte Civil de Solidarité (PACS) conclu le 10 avril 2013, la poursuite du bail (article 2.11 du bail).

Du fait d'un contentieux initié par l'une des filles de Madame VALIBOUZE à l'encontre de Monsieur BIDEAU, une mise sous scellé du logement a été ordonnée par décision de justice, rendant impossible son occupation.

En dépit de cette situation, Monsieur BIDEAU a continué à régler les loyers jusqu'en décembre 2020. Depuis janvier 2021, il rencontre des problèmes de santé, ne lui permettant pas de faire face au règlement du loyer du logement qui correspond à 415,51€ par trimestre. Dans un courrier adressé à la Ville le 8 juillet 2021, il demande à restituer le logement dès la levée des scellés ainsi que la remise gracieuse des loyers dus.

Compte tenu de la situation précaire de Monsieur BIDEAU, la Ville prend acte de sa demande de restitution du logement, à compter du 8 juillet 2021 et accepte de procéder à la remise gracieuse de sa dette correspondant aux loyers des deux premiers trimestres 2021 dont le montant s'élève à 831,02 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à la remise gracieuse totale des loyers des deux premiers trimestres 2021 sur le logement situé 16 rue Tour de l'Eglise / 15 rue du Bassin ;
- De prendre acte de la demande de Monsieur BIDEAU de restituer le logement, à compter du 8 juillet 2021 ;
- D'approuver la remise gracieuse totale de la dette contractée par Monsieur Mikaël BIDEAU dont le montant s'élève à 831,02 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport annuel du déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société « *Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS* » l'exploitation du service public de la crèche Henri-Salvador par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 5 ans et 7 mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire a créé « *LPCR DSP Montpellier SARL* » qui est une société dédiée dont l'objet social est exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat. Par délibération du 3 mai 2018, le Conseil municipal a approuvé la cession de convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri-Salvador vers la société « *LPCR DSP Montpellier SARL* ».

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport doit être examiné par la Commission Consultative des Service Public

Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire au titre de l'exercice 2020

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 26 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Michel ASLANIAN en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 15 novembre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial. L'exploitation inclut également la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas.

La délégation a débuté au 01 janvier 2018 et se terminera au 31 juillet 2023, soit une durée d'exploitation de 5 ans et 7 mois. L'année 2020 est donc la troisième année de délégation.

Les locaux se situent dans le quartier des Arceaux de Montpellier. La capacité de la crèche est de 101 places, dont 89 places en accueil collectif et 12 places en accueil familial. Il s'agit d'une crèche de garde qui a par ailleurs une obligation d'ouverture au mois d'août avec l'impératif d'accueillir temporairement des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant cette période. Elle a également intégré en début 2018 les enfants de l'ancienne crèche municipale Sophie-Lagrèze, qui est désormais fermée.

La participation de la Ville de Montpellier a été fixée dans le contrat de délégation, à hauteur de 0,873 € par heure facturée.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, conformément aux directives gouvernementales, la crèche Henri-Salvador a été dans l'obligation de suspendre l'accueil des enfants du 16 mars au 10 mai 2020 puis de limiter l'accueil à 10 enfants par section du 11 mai au 19 juin 2020 inclus.

Cette situation inédite a par conséquent fortement impacté l'activité du gestionnaire. Ainsi, pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 62,32%, soit 7,68 points de moins par rapport à 2019, et le taux d'occupation en heures facturées est de 71,02%, soit 10,08 points de moins par rapport à 2019. Le taux de facturation (ratio heures facturées/heures réalisées) de 114% reste, malgré le contexte, satisfaisant.

Afin d'encourager la mixité sociale, le délégataire doit favoriser autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2020, la moyenne annuelle du taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 28,20%. Ce taux est inférieur aux 40% contractuellement prévus mais cet écart non

négligeable est en grande partie lié aux contraintes et aux modalités d'accueil imposées au gestionnaire pendant cette période de crise sanitaire.

Pour le multi-accueil familial, le contrat de délégation de service public prévoit l'ouverture de 12 places en accueil familial sur des horaires élargis (6h-20h). Après des difficultés de recrutement d'assistantes maternelles les premières années (seulement 2 places ouvertes), en 2020, le délégataire a recruté 4 nouvelles assistantes maternelles et a ainsi pu ouvrir 9 places supplémentaires, soit un total de 11 places.

2) La qualité du service public

a) Encadrement

L'accueil est assuré par 29,6 professionnels (équivalents temps plein - ETP), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 54,54 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat et de la réglementation. Pour rappel, le décret du 7 juin 2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels affectés de manière permanente à la crèche, viennent s'ajouter deux vacataires, un pédiatre et un psychologue.

b) Communication en période de crise sanitaire

Pendant la période de fermeture de la crèche, le délégataire a mis en place plusieurs actions pour maintenir le lien avec les familles : communications régulières par mail et SMS, mise en place d'une Foire Aux Questions (FAQ) pour rassurer et répondre aux nombreuses sollicitations des familles, publications via une application dédiée d'informations et d'articles sur la parentalité ainsi que des idées d'activités à réaliser avec les enfants à la maison.

En parallèle, des actions ont également été menées à destination du personnel de la structure afin de les accompagner dans la mise en place des protocoles sanitaires : création d'un guide à destination des responsables d'établissement pour préparer la réouverture, mise en place de formations et d'un FAQ.

c) Offre d'équipement et projet pédagogique

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.

Dans la continuité de l'année précédente, le focus pédagogique porté par la crèche s'est porté sur le langage. Ainsi, pour accompagner l'enfant dans l'acquisition du langage, il lui est proposé quotidiennement des temps d'échange, de comptines et de lecture (partenariat avec la médiathèque).

En parallèle, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs sens et leur motricité.

De plus, dans une ambiance « zen », la salle snoezelen permet aux enfants d'explorer en petits groupes les différentes propositions sensorielles mises à disposition. Cette année, compte tenu des restrictions sanitaires, cet espace n'a pas pu être mis à disposition des parents pour leur proposer de partager un temps de découverte et de bien-être avec leur enfant comme cela se pratiquait les années précédentes.

d) Activités périodiques et temps forts

Des ateliers découvertes autour d'activités diverses sont proposés tout au long de l'année aux enfants : découverte des livres, éveil musical, réalisation d'un potager, éveil au goût, éveil sensoriel, proposition de jeux d'eau, etc.

En 2020, compte tenu des restrictions sanitaires, un seul temps festif a pu être proposé sur l'année : la fête de l'hiver avec la venue d'une compagnie théâtrale qui proposait le spectacle « *Un nouveau renne pour Noël* », suivi d'un temps de convivialité autour d'un goûter.

e) Enquêtes de satisfaction

Deux enquêtes de satisfaction ont été réalisées en 2020 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis sur l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. En juin 2020, la satisfaction globale des parents est de 9,03/10 (taux de participation de 31,4%). En octobre 2020, la satisfaction globale des parents est de 9,14/10 (taux de participation de 66%).

3) La grille tarifaire

a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

b) Taux applicables pour 2020

Taux applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE et FAMILIALE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2020	Tarif plafond 2020
1 enfant	0,0610 %	0,43 €	3,42 €
2 enfants	0,0508 %	0,36 €	2,84 €
3 enfants	0,0406 %	0,29 €	2,27 €
4 à 7 enfants	0,0305 %	0,22 €	1,71 €
8 enfants et au-delà	0,0203 %	0,14€	1,14 €

Ressources plancher 2020	705,27 €
Ressources plafond 2020	5 600 €

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire 2020 présente un bénéfice de 59 K €, une première depuis le début du contrat de DSP. Le résultat net s'améliore de 106 K € par rapport à l'année 2019. Il comprend un résultat d'exploitation devenu bénéficiaire de 44 K €, en hausse de +121 K € par rapport à 2019.

Les produits d'exploitation augmentent de 119 K € (+11%) pour s'établir à 1 231 K € et se composent à 46% de participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) (pour 560 K €), à 22% de participations des familles (pour 274 K €), à 11% d'aide exceptionnelle de la CAF dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 (pour 141 K €), à 11% de participations de la Ville de Montpellier (pour 138 K €) et à 10% de fonds de rééquilibrage territorial de la CAF (pour 117 K €).

Sur l'exercice 2020, le financement de la CAF représente donc au total 67% des produits d'exploitation. En effet, en contrepartie des effets de la pandémie de la Covid-19 qui a conduit à la baisse de 137 K € du chiffre d'affaires (soit -12%), la structure a perçu 141 K € d'aides exceptionnelles de la CAF pour faire face à la crise sanitaire. En plus de cela, la CAF a versé le fonds de rééquilibrage territorial au titre des années 2018 et 2019 (pour 117 K €), qui est un dispositif pour le développement de nouvelles solutions d'accueil sur les territoires prioritaires.

Les charges d'exploitation de 1 187 K € se composent à 65% de charges de personnel (pour 772 K €), à 11% de frais de siège (pour 132 K €), à 10% de frais d'alimentation des enfants (pour 115 K €) et à 15% de diverses charges (impôts, taxes, eau, entretien, maintenance, etc. pour 167 K €). Les charges diminuent de 2 K € par rapport à l'exercice 2019 (soit -0,2%). Les frais de personnel comprennent 87 K € de chômage partiel, qui a été compensé par la hausse de l'effectif temps plein de +4, dont un ETP pour l'accueil collectif et 3 assistantes maternelles pour l'accueil familial.

A la suite du contrôle par le délégant, certaines erreurs ou omissions comptables constatées sur l'exercice 2020 ont fait l'objet d'une communication au délégataire ; ces éléments impacteraient l'exercice avec une hausse des charges de 14 K €, ainsi que des produits de 59 K €. L'impact total de ces erreurs sur les comptes 2020 auraient engendré un bénéfice retraité s'affichant à hauteur de 104 K €.

Malgré un exercice excédentaire, le délégataire présente une solvabilité toujours fragile au 31/12/2020. Néanmoins, la société « *LPCR DSP Montpellier* » dispose du soutien de son groupe sociétés « *Grandir* », dont la santé financière est satisfaisante. Par ailleurs, le résultat reste toutefois sans impact financier pour le délégant qu'est la Ville de Montpellier, la DSP étant réalisée aux risques et périls du délégataire.

Il n'y a aucune obligation en matière de politique d'investissement. Le contrat impose au délégataire une provision pour gros entretiens et renouvellements (GER) de 2 K € HT par an, dont la comptabilisation a été omise depuis le début du contrat. Le délégataire affirme que le GER sera consommé entièrement d'ici la fin du contrat. Ce point sera suivi par les services de La Ville.

IV) Conclusion et perspectives

Le recrutement de 4 nouvelles assistantes maternelles a permis, en 2020, d'ouvrir 9 places d'accueil familial supplémentaires, cependant de nouveaux recrutements restent à prévoir afin d'atteindre les 12 places prévues au contrat. Le taux de contrats d'accueil à temps partiel est également à améliorer.

La qualité de service est satisfaisante : le taux d'encadrement des enfants est respecté, la rotation du personnel diminue et les parents ont exprimé une bonne satisfaction globale de la crèche.

L'activité devient bénéficiaire pour la première fois, malgré les impacts de la crise sanitaire en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport annuel du délégué relatif à l'exercice 2020 - Examen

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine-Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche Joséphine-Baker dans le cadre d'une délégation de service public.

Par délibération en date du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la société « *Sasu People and Baby* », présidé par Monsieur Christophe DURIEUX, l'exploitation du service public de la crèche Joséphine-Baker par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} septembre 2015.

Par délibération en date du 26 juillet 2021, l'avenant n°1 a été passé pour prolonger d'un an la durée du contrat de Délégation de Service Public et portant ainsi sa durée totale à 7 ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégué

produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport doit être examiné par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire au titre de l'exercice 2020

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 26 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Madame Fanny DOMBRE COSTE, en date du 15 novembre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial des enfants de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire).

Le service délégué se situe dans le quartier Ovalie à Montpellier et concerne l'accueil simultané de 69 enfants dans le cadre de 3 sections, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 enfants en accueil collectif et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement. L'accueil des enfants est assuré sur la base minimale de 230 jours par an, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, avec une amplitude horaire de 11h00, soit de 7h30 à 18h30.

Le délégataire est chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique qui devront correspondre aux principes posés par le Projet Educatif Municipal. Il assure la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas dans des conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

La délégation s'étend du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2022, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2020 porte donc sur la 5^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, conformément aux directives gouvernementales, la crèche Joséphine-Baker a été dans l'obligation de suspendre l'accueil des enfants du 16 mars au 10 mai 2020 puis de limiter l'accueil à 10 enfants par section du 11 mai au 19 juin 2020 inclus.

Cette situation inédite a par conséquent fortement impacté l'activité du gestionnaire. Ainsi, pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 71,77%, soit 3,41 points de moins par rapport à 2019, et le taux d'occupation en heures facturées est de 78,79%, soit 4,71 points de moins par rapport à 2019. Le taux de facturation (ratio heures facturées/heures réalisées) de 109,80% reste, malgré le

contexte, satisfaisant.

Afin d'encourager la mixité sociale, le délégataire doit favoriser autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2020, la moyenne annuelle du taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 35%. Il est donc conforme au taux contractuel de 25% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le taux d'occupation de l'année 2020 en heures réalisées est de 69,70 %, soit 3,29 points de moins par rapport à 2019 et le taux d'occupation en heures facturées est de 72,04 %, soit 4,65 points de moins par rapport à 2019. Quant au taux de facturation, il est de 103,70% pour 2020.

2) La qualité du service public

a) Encadrement

L'accueil est assuré par 24,6 professionnels (équivalent temps plein), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 63 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat et de la réglementation. Pour rappel, le décret du 7 juin 2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels affectés de manière permanente à la crèche, viennent s'ajouter deux vacataires, un pédiatre et un psychologue.

En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter 4 vacataires dont un pédiatre (10 h/mois), un psychologue (10 h/mois), une musicothérapeute (3 h/mois) et une conteuse (4 fois/an).

b) Communication en période de crise sanitaire

Pendant la période de fermeture de la crèche, le délégataire a mis en place plusieurs actions pour maintenir le lien avec les familles : communications régulières par mail et SMS, mise en place du dispositif « *ma crèche à la maison* » avec un envoi hebdomadaire de planning, vidéos et fiches d'activités à réaliser avec les enfants à la maison.

En parallèle, des actions ont également été menées à destination du personnel de la structure afin de les accompagner dans la mise en place des nouveaux protocoles sanitaires avec notamment l'organisation de deux journées de formation sur site et la mise en place du plan « *violet* » au sein de la crèche.

c) Offre d'équipement et projet pédagogique

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.

Dans le cadre du projet pédagogique « *Génération durable* » du délégataire, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants autour de 5 axes principaux :

- « *La nature* » avec notamment la création d'outils pédagogiques avec des matériaux recyclés, la participation active des enfants au potager... ;
- « *Le beau* » avec la mise en scène des objets et des jeux, l'organisation d'expositions des œuvres réalisées par les enfants, la décoration de l'atrium en fonction des festivités... ;
- « *Le zen* » avec l'aménagement d'une des salles de la structure autour d'une ambiance zen, avec des jeux de lumière douce, des balles sensibles, des fils optiques, une table à lumière blanche mais également des ateliers relaxation, des rituels pour favoriser les repères rassurants et apaisants (chanson du repas, banquet du vendredi, espace ressource dans chaque section...) ;
- « *La communication* » avec l'utilisation quotidienne de la gestuelle associée à la parole ainsi que la verbalisation positive ;

- « *L'ouverture sur le monde* » avec un éveil des enfants aux sonorités étrangères (loto des animaux, lectures en anglais et espagnol, chants et comptines dans diverses langues, Magic box...).

En parallèle, la crèche propose également des activités périodiques et de temps forts tout au long de l'année :

- ✓ **Ateliers Parents – Enfants** : compte tenu des restrictions sanitaires seul 1 atelier Bébés (éveil des sens avec fabrication de sachets sensoriels) et 1 atelier grands (fabrication de boules à manger pour les oiseaux) ont pu être organisés ;
- ✓ Dans l'objectif d'accompagner les parents et de répondre à leurs questions, des « *Cafés parents* » sont organisés mensuellement. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners. En 2020, seulement 3 de ces rencontres ont pu se dérouler de janvier à mars ;
- ✓ **Ateliers musique** : intervention d'une musicothérapeute (découvertes de nouveaux sons à travers la découverte de multiples instruments, chants, comptines...) ;
- ✓ **Ateliers contes** : intervention d'une conteuse de la médiathèque Victor-Hugo 2 fois dans l'année ;
- ✓ **Journées nationales du groupe** : L'Asie en janvier (itinérance ludique autour divers ateliers : transvasement de riz, décoration de chapeaux chinois et éventail, musique asiatique...) et le carnaval en février (confection de couronnes, peinture sur masques, goûter festif...) ;
- ✓ **Mois à thème** : Organisation d'activités et ateliers autour d'un thème mensuel défini nationalement (mois du goût / mois des couleurs / mois des flocons).

a) Enquêtes de satisfaction

Une **enquête de satisfaction** a été réalisée en décembre 2020 par le délégataire afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. 67% des parents disent être globalement satisfaits de la crèche Joséphine-Baker (taux de participation de 12%).

3) La grille tarifaire

a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

b) Taux applicables pour 2020

Taux applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE et FAMILIALE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2020	Tarif plafond 2020
1 enfant	0,0610 %	0,43 €	3,42 €
2 enfants	0,0508 %	0,36 €	2,84 €
3 enfants	0,0406 %	0,29 €	2,27 €
4 à 7 enfants	0,0305 %	0,22 €	1,71 €
8 enfants et au-delà	0,0203 %	0,14€	1,14 €

Ressources plancher 2020	705,27 €
Ressources plafond 2020	5 600 €

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de 41 K €. Ce résultat déficitaire se compose d'un résultat d'exploitation déficitaire de 39 K € et d'un résultat exceptionnel déficitaire de 2 K €.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 994 K € contre 1 132 K € en 2019 soit une diminution de 12%. Les produits d'exploitation se composent de 411 K € de participation de la Caisse des Allocations Familiales (CAF) soit 47% des produits, de 315 K € de participation de la Ville de Montpellier soit 35% des produits, et de participation des familles de 180 K € soit 18% des produits. A noter une subvention exceptionnelle de la CNAF en raison de la crise sanitaire de 87 K €.

Les charges d'exploitation diminuent de 76 K € et s'élèvent à 1 033 K € contre 1 109 K € en 2019 soit une diminution de 7% dont 78 K € de masse salariale. Elles se composent des charges de personnel pour 63% (648 K €), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 12% (127 K €), des impôts et taxes pour 5% (55 K €), des frais d'alimentation pour 4% (38 K €) et de frais de siège pour 4% (39 K €).

Le coût net pour la Ville de Montpellier est représenté par la différence entre la participation versée (315 K €) et la redevance perçue (127 K €) soit un coût net de 188 K €, représentant 19% des produits d'exploitation.

Le contrat n'impose pas d'obligation d'investissement ou de politique d'entretien et de renouvellement. Cependant, la structure a tout de même investi 4 K € en mobilier et matériel pédagogique.

IV) Conclusion et perspectives

La délégation dans sa cinquième année, est fortement impactée par la crise sanitaire aussi bien sur le plan opérationnel que financier. L'année 2020 est marquée par des indicateurs d'activité en baisse, notamment suites aux différentes périodes de fermetures et aux réductions du nombre maximum d'enfants accueillis. Au niveau financier cela se traduit par une baisse importante des recettes et un déficit sur l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du
délégué relatif à l'exercice 2020 - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégué produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégué doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégué relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 26 juillet 2021 ;

- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE COSTE en date du 15 novembre 2021.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du Code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le Conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la Ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des véhicules hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2020 porte donc sur la 3^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2020, l'activité se compose de 6 689 interventions :

- 6 233 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
 - ✓ 1 551 véhicules pour la police nationale (25 %) ;
 - ✓ 4 682 véhicules pour la police municipale (75%) ;
- 437 véhicules restitués sur le lieu de l'intervention ;
- 19 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Il est à noter que 111 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 98,34 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2020, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 4 351 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire ;
- 2 264 véhicules mis en destruction ;
- 29 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2020, 41 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la

commune, il est mis en place un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 93 véhicules pour l'année 2020.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un site principal sis 1945 avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m² qui se compose de :
 - ✓ 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - ✓ 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - ✓ 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire ;Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles ;
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivants :

- Du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00 ;
- Le samedi de 09h30 à 16h00.

Ces horaires d'ouverture ont été adaptés pendant les deux périodes de confinement.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2020, les effectifs s'élevaient à 9 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 chef de parc (adjoint du responsable d'exploitation), 1 personnel d'accueil et 6 chauffeurs.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 9 véhicules de remorquage : un camion plateau, sept véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues. En complément, le délégataire dispose d'un véhicule élévateur afin d'assurer la gestion du site. L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

Les moyens humains et matériels permettent au délégataire d'enlever et de traiter de 8 000 à 12 000 véhicules par an.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013. La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite.

D) La grille tarifaire :

A la suite de la publication au journal officiel, d'un arrêté interministériel du 3 août 2020, les tarifs des voitures particulières ont fait l'objet de modifications par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 2020. Les tarifs au 31 décembre 2020 sont les suivants :

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	121,27 €	6,42 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2020, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -84 K € alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat déficitaire de - 38 K € soit un écart de -46 K €.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 014 K € soit -19 % par rapport au prévisionnel contractuel et -22 % par rapport à l'exercice 2019. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvements pour 35 % (353 K €), des ventes de ferraille pour 17 % (173 K €), de gardiennage pour 17 % (173 K €), des judiciaires pour 15 % (154 K €), de facturations de terrain privé pour 9% (91 K €) et de produits divers pour 7 % (70 K €).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 081 K € soit - 434 K € (-29 %) par rapport à l'exercice 2019. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 47 % (505 K €), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 9 % (100 K €), des frais et charges de gestion pour 16% (174 K €), des amortissements pour 15 % (159 K €), de surveillance pour 1 % (12 K €) et des frais de structure pour 5 % (51 K €).

La crise sanitaire a impacté l'activité du délégataire. Ainsi le volume d'activité ne permet pas de couvrir les charges d'exploitation de la délégation malgré l'avenant structurel passé fin 2020. Ceci explique notamment le déficit de l'année 2020.

La redevance d'exploitation perçue par la Ville de Montpellier s'élève à 100 K €.

Elle se compose d'une part fixe de 100 K € et d'une part variable s'élevant à 0 K € pour l'année 2020.

Le calcul de la redevance d'exploitation partie variable a été modifié, par avenant 3 du contrat DSP, à partir de l'exercice 2020 afin de l'adapter au niveau d'activité. La part variable est égale à 30 % des produits d'exploitation réalisés par le délégataire sur les opérations effectuées dans le cadre du présent contrat à partir de 1 230 001 €/an de produits d'exploitation si et seulement si le seuil des 8 500 réquisitions est dépassé.

Ce double seuil de déclenchement n'étant pas atteint, aucune part variable de la redevance d'exploitation n'est due par le délégataire pour l'exercice 2020.

Malgré les capitaux propres négatifs de la société dédiée, consécutifs aux trois déficits cumulés réalisés, la structure reste portée par un groupe national important présentant des capitaux propres conséquents et une solidité financière avérée.

Par avenant 3 du contrat DSP, la politique d'entretien et de renouvellement a été diminuée de 70 K €, pour être portée à 210 K € sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation.

Le délégataire a actuellement utilisé 57 K € durant les 3 premiers exercices.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 853 K € en investissement dont 649 K € en matériel de transport et 114 K € en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

IV) Conclusion et perspectives

Ce résultat déficitaire qui s'ajoute à celui des deux premiers exercices 2018 et 2019 reste sans impact pour le délégant qui voit sa rémunération assurée.

Durant l'exercice 2020, le délégataire a sollicité la collectivité afin d'enclencher une procédure de conciliation en application de l'article 74 du contrat DSP.

Les comptes de la DSP ont été analysés afin d'identifier les causes du fort déséquilibre constaté. L'économie du contrat est notamment marquée par une chute du cours de la ferraille (événement constitutif d'un cas de force majeure) et par une baisse des interventions. Il était noté un parc contraint avec un stock important de véhicules déclarés volés ou faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

Afin d'assurer la continuité du service public, un avenant au contrat était nécessaire conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique.

Par délibération du 14 décembre 2020, un avenant n°3 du contrat DSP a notamment permis :

- L'extension du site principal afin de fluidifier l'activité et stocker les véhicules motifs « volés » ou « judiciaires », avec la mise à disposition d'un terrain contiguë sis 30 chemin de Poutingon, d'une superficie totale de 1 834 m² ;
- La modification du calcul de la redevance d'exploitation partie variable à partir de l'exercice 2020 ;
- La diminution de 70 000 € de l'obligation Gros Entretien Renouvellement ;
- La diminution du nombre de véhicules de remorquage, biens de retour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité 2020 Fourrière Automobile.pdf
- Annexe 1 SYNTHÈSE ACTIVITE 2020 logol.pdf
- Annexe 2 SERVICE VHU - ETAT DESTRUCTIONS 2020.pdf
- Annexe 3 ETAT DES VEHICULES DETRITS pour 2020.pdf
- Annexe 4 Tarifs 2020.pdf
- Annexe 5 Listing 2020 Remboursements Suite Ordre OMP Article 50.pdf
- Annexe 5 Listing 2020 Annulations Procédures Article 50.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel
du délégataire de l'exercice 2020 - Rapport 2020 sur les Recours Administratifs
Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales

(CGCT).

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal prenant acte de sa réception par délibération du 30 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M. Michel ASLANIAN, en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Mme Fanny DOMBRE-COSTE en date du 15 novembre 2021.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la Ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, dont la Ville est actionnaire à 9.11%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02% et de partenaires privés à hauteur de 44.88%.

La délégation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans.

L'année 2020 porte donc sur la 3^{ème} année de délégation.

Par ailleurs, la Ville a renouvelé la convention avec l'ANTAI en cycle complet par délibération du 30 novembre 2020.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1. Fréquentation :

L'activité 2020 a été impactée par la crise liée à la Covid-19 et les différentes mesures successivement mises en places. Pour limiter au maximum les déplacements des habitants, la Ville a décidé la gratuité du stationnement sur voirie du 17 mars au 11 mai 2020.

Le nombre de visiteurs horaires affiche une baisse de 16% et atteint 1 827 567 usagers. Sur les 36 119 abonnements, en baisse de 9.7% par rapport à 2019 : les résidents affichent une baisse de 13% (32 555 contre 37 468 en 2019) alors que les professionnels augmentent de 41% (3 564 contre 2 527 en 2019). On assiste toujours à une forte proportion des abonnements résidents transport en commun 28.7% des abonnements résidents (31% en 2019). 101 764 usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de gratuité de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

Les abonnés ont basculé vers la dématérialisation à la grande majorité (65%), alors que les visiteurs horaires restent en grande partie (78%) sur les horodateurs. L'utilisation de l'application M'Ticket progresse (de 2% à

15% en 2020).

2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

En 2020, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 211 696 véhicules. 12.5% des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement.

Le nombre de FPS émis en 2020 affiche une baisse de 20.6% par rapport à 2019, à la suite des impacts liés à la période de gratuité du stationnement sur voirie du 17 mars au 11 mai 2020, ainsi qu'aux mesures sanitaires successivement mises en place.

148 638 FPS ont été émis :

- 40 % en zone jaune ;
- 49 % en zone orange ;
- 11 % en zone verte.

3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

FPS minoré :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TAM Voirie, affecté au contrôle. L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 € ; Zone verte : 10 €). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

FPS nominal et majorés :

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 € ; Zone verte : 17 €).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre 2018 et renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2021.

Ainsi, l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur, qui aura la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 € est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1. Les effectifs

L'effectif de la société dédiée TAM Voirie est de 25,6 agents, complété par 8 agents de la société mère TAM :

- 23,6 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes ;
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le management des équipes.

La commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TAM.

3 agents détachés ont réintégré la collectivité au cours de l'année 2020.

Durant le 1^{er} confinement et la décision de gratuité de la Ville de Montpellier, la totalité de l'équipe de contrôle a été mise en chômage partiel. TaM a choisi de maintenir l'intégralité du salaire des agents. Au total 909 jours de chômage partiel ont été déclarés.

2. Investissements :

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur

voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2020, le parc total comprend 620 horodateurs :

- 552 horodateurs mis en service sur le domaine public ;
- 38 horodateurs vandalisés et hors service mais encore déployés sur le domaine public ;
- 20 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 10 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

698 nouvelles places de stationnement pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 342 arceaux pour les vélos et 184 arceaux pour les motos et scooters, soit 172 aires de stationnement.

C/ Qualité de service :

Dans le cadre des mesures d'accompagnement sanitaires, TaM Voirie a mis en œuvre deux mesures :

- La désinfection régulière des écrans tactiles des horodateurs ;
- L'affichage d'une information sur les horodateurs pour inciter aux paiements sans contact (CB sans contact ou M'Ticket). Le paiement dématérialisé a en effet augmenté de 24 à 32% en 2020.

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif.

L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 3,5% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 5 244 RAPO traités :

- 84,2 % (4 414) des recours ont été admis ;
- 0,2 % (11) des recours ont été jugés irrecevables ;
- 15,6 % (819) des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TAM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 3 jours.

2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

361 décisions ont été rendus en 2020 :

- 53 rejets ;
- 308 acceptations.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville. Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures ;
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures ;
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale, délivrée sur demande des usagers, permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/mois ou 30 €/an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2020, le résultat net s'affiche à 527 K €, pour un prévisionnel au contrat de - 334 K € et un résultat 2019 de - 47 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 253 K € soit une baisse de 13,2% par rapport à 2019 mais une augmentation de 3% par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 75,6% soit 3 216 K € (3 888 K € en 2019 soit - 17,3%) ainsi que des recettes abonnés pour 21,6% soit 920 K € (1 001 K € en 2019 soit -8,1%).

La gratuité du stationnement a été accordée aux usagers du 17 mars au 11 mai 2020. Dans ce cadre, TaM Voirie a procédé au remboursement d'une quote-part des abonnements pour 78 K €.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3 826 K € en baisse par rapport à 2019 (5 093 K €) de 24,9%.

Elles se composent pour 25,1% des frais de personnels (960 K € en baisse de 14,7%) et des prestations assurées par la société mère TaM (859 K € en baisse de 1,5%) ; pour 28,9% de la redevance versée à la Ville de Montpellier de 1 107 K €, avec frais de gestion déduits ; pour 5% des amortissements et provisions ; 4,3% des frais d'entretien et réparations ; 4,5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 2,4% des achats et consommables.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°2, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19.

La redevance fixe 2020 est maintenue au même niveau que la redevance 2019, soit 2 400 K €, soit 58% du chiffre d'affaires.

En déduction de la redevance fixe, les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 1 293 K € (1 630 K € en 2019). La redevance fixe nette s'élève donc à 1 107 K €, soit 26,8% du chiffre d'affaires.

Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la Métropole.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K € sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K € de dépenses sur la première année pour le

redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire. Aucune dépense n'a été réalisée sur 2019, en conformité avec le programme. A la suite de la crise sanitaire, aucune dépense n'a été réalisée en 2020.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M € sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M € pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.9 M € d'investissements à fin 2020.

Les investissements à la fin de l'exercice 2020 s'élèvent à hauteur de 4.7 M € dont 105 K € sur 2020, concernant essentiellement de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers. Ce retard est lié à des décalages d'investissements, ainsi qu'à des réflexions sur certains investissements du programme qui nécessiteront une mise à jour dans le cadre d'un prochain avenant. Ce décalage a par ailleurs un impact significatif sur les comptes 2020 de la délégation par rapport au contrat, compte tenu du décalage de la charge d'amortissements y afférent.

2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 2 344 K € de recettes provenant des FPS dont 1 319 K € de TaM Voirie et de 1 025 K € de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM Voirie, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 1 407 K €.

Après déduction de ses propres frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 938 K € conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2021-340 du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021.

IV) Conclusion et perspectives

Par délibération du 8 février 2021, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°3 afin de supprimer le FPS minoré. La précédente convention de mandat conclue avec TaM Voirie pour l'encaissement des FPS minorés a été résiliée. Le délégataire conserve la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent opérer la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL). Cette structuration juridique implique un actionnariat exclusivement public et l'absence de filiale. Par délibération du 21 septembre 2021, la Ville de Montpellier a approuvé la transmission universelle de patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la SAEML TaM. La substitution de délégataire aura ensuite lieu.

Le stationnement sur voirie est un levier de la politique de mobilité au sens large ; en 2022 conformément à la délibération du 26 juillet 2021, un avenant intégrera de nouvelles zones étendues, créées ou supprimées ainsi que de nouveaux investissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2020 ;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 08 DEC. 2021

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 08 DEC. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'activité 2020 DSP Stationnement.pdf
- Rapport Annuel RAPO 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 30 novembre 2021
Décisions prises par le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-343	Décision relative à une convention de location avec l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon - Unité Centrale de Production - Autorisation de signature	260
VD2021-346	Décision relative à la modification de la régie d'avances - Dispense du cautionnement Direction du Parc de Lunaret Service Technique	262
VD2021-347	Décision relative au marché n°2993 S21.01 - Prestations de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier (Programme des travaux 2021 à 2024)	265
VD2021-348	Décision relative à une autorisation de demande de subvention pour le programme de sensibilisation à une alimentation durable	267
VD2021-349	Décision relative à une demande de subvention auprès du Service Interministériel des Archives de France (SIAF) du Ministère de la Culture - Archives municipales	269
VD2021-350	Décision relative aux modalités d'utilisation de la carte professionnelle - Modalités d'utilisation	271
VD2021-352	Décision relative au marché n°V1C0016DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnement pour le développement du Handball - Attribution	275
VD2021-355	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°V9D0051TM : Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville de Montpellier	277
VD2021-357	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Centre municipal Garosud 3490 avenue Etienne Méhul	279
VD2021-358	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Rénovation de la toiture de l'Eglise Sainte Croix de Celleneuve (presbytère et locaux) 18 rue du Tour de l'Eglise	281
VD2021-359	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un conseil et un accompagnement au changement dans le cadre d'une évolution de l'organisation du travail liée à la mise en place du temps de travail annuel à 1607 heures - Marché n° V1B0052RH	283

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-360	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et d'action de communication pour le développement des sports extrêmes - Fise Montpellier 2021	285
VD2021-370	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK12p, 13p, 14p, 15p -Bâtiment A Autorisation de signature	287
VD2021-373	Décision d'ester en justice "Requête n°2103936-5 TA - SAS ECONOMA"	289
VD2021-378	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK16p, 17p, 97p -Bâtiment B Autorisation de signature	291
VD2021-379	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK11p, 17p, 19p, 20p,97p,98p,99p -Bâtiment C et D - Autorisation de signature	293
VD2021-381	Décision relative à un contrat de location entre Madame BAFFIE et la Ville de Montpellier - Maison située rue Gaston Baissette à Castelnau le Lez - Autorisation de signature	295
VD2021-382	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ÉCUME pour les 28 et 29 août 2021	297
VD2021-383	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 30, 31 août et 1er septembre 2021	299
VD2021-384	Décision d'ester en justice "Requête n°2104195-1 TA - Gilles Vacquier"	301
VD2021-385	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur D'ô ' pour les 6 et 13 septembre 2021	303
VD2021-386	Décision d'ester en justice "Requête n°2104171-1 TA - Jean Antoine GIMENEZ"	305
VD2021-387	Décision d'ester en justice "Requête n°2104050-1 TA - CARRE Emilie"	307
VD2021-388	Décision d'ester en justice "Requête n°2104314-1 TA - Nadia THOMA"	309

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-389	Décision d'ester en justice "Requête n°2104319-5 TA - Dalida ZERRIFI née CHOUIT	311
VD2021-390	Décision relative à la mise à disposition gratuite de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' France Parkinson ' pour les 29 septembre, 6 octobre, 10 octobre, 20 octobre, 3 novembre, 17 novembre, 1er décembre et 8 décembre 2021.	313
VD2021-391	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Accroch'Choeur ' pour les 9 et 12 décembre 2021.	315
VD2021-392	Décision relative aux travaux de démolition et de reconstruction du bâtiment abritant un four à déchets et un ossuaire au cimetière Saint-Lazare - Demandes d'autorisation d'urbanisme	317
VD2021-393	Décision d'ester en justice "Requête 21MA03652 CAA- Association Syndicale Libre Les Vignes de l' Ecluse	319
VD2021-394	Décision relative à un accord cadre n°V1B0045EM - Achat d'électroménager blanc neuf et reconditionné - Lots 1 et 2 - Attribution	321
VD2021-395	Décision relative au marché V1B0042EM - Exploitation d'équipements climatiques	323
VD2021-396	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour les 22 et 29 septembre 2021	325
VD2021-397	Décision relative à un marché n°V1B0019AI - Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage - Schéma Directeur Système d'Information Immobilier - Attribution	327
VD2021-398	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande N°2919S21.04 pour les prestations d'études de déplacements dans le cadre du mandat d'études du secteur Grammont à Montpellier - Autorisation de signature	329
VD2021-399	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association " L'art Scène " du 10 au 17 mai 2021	331
VD2021-400	Décision relative à un accord cadre n°G0D0026EM pour des Prestations de Service de Traiteurs - Attribution	333
VD2021-401	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Ensemble vocal Tutti ' pour le 21 juin 2021	336
VD2021-402	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Jordelan ' pour les 6-10-11 septembre et 4-18-22 octobre 2021	338

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-403	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0B0018ZO - Réparation et maintenance du matériel agricole et horticole - Autorisation de signature	340
VD2021-404	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO chœur de chambre ' pour les 14 juin, 19-20 et 21 juillet 2021 - Autorisation de signature	342
VD2021-405	Décision relative à l'accord cadre n°V1D0018RH - Acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de MONTPELLIER - Autorisation de signature	344
VD2021-407	Décision d'ester en justice "Ville de Montpellier contre les Société Jean NOUVEL - Société TERREL - Société AXIMA CONCEPT - Société TECHNISPHERE - Société PROSECO - Société CASO et Associés -Société FONTES Architecture - Société VERDIER - Société CETE APAVE SUD - Société SOCOTEC Construction" - Action en responsabilité devant le Tribunal Administratif	346
VD2021-408	Décision d'ester en justice " Ville de Montpellier contre SMABTP- Mutuelle des Architectes Français (MAF)- EUROMAF ASSURANCE DES INGENIEURS ET ARCHITECTES EUROPEENS - l'AUXILIAIRE- ALLIANZ LLOYDS INSURANCE COMPANY " - Assignation devant le Tribunal Judiciaire de Paris	348
VD2021-409	Décision relative au marché n°V1B0055DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement de la pétanque - Odysséum Pétanque 2021- Attribution	350
VD2021-410	Décision relative à la mise à disposition d'espaces de l'Opéra Comédie à la Ville de Montpellier pour l'organisation du concert de Paco Ibanez le 28 septembre 2021	352
VD2021-411	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault	354
VD2021-412	Décision relative à la rétrocession de la concession trentenaire Acte 47640	356
VD2021-413	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA' pour les 16 septembre et 4 décembre 2021	358
VD2021-414	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' pour les 30 mai, 5 et 6 juin 2021	360
VD2021-415	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA ' pour les 16 et 17 décembre 2021	362

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-416	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 15 septembre 2021	364
VD2021-417	Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / SCCV 440 Près d'Arènes /la SA3M Pour la parcelle OP 34-81-86 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	366
VD2021-418	Décision relative au marché N°V1B0050UV - Location et mise en place d'équipements de sonorisation et d'éclairage pour les marchés événementiels - Attribution	368
VD2021-419	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' MONTPELLIER RUSSIE ' les 28 septembre et 5 octobre 2021	370
VD2021-420	Décision relative à la cession et la réforme des véhicules et matériels	372
VD2021-421	Décision relative au conventionnement avec l'association ADAGES pour la mise à disposition d'une salle d'activité au profit des Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s municipaux Croix d'Argent et Antigone 2 - Autorisation de signature	375
VD2021-422	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' le 25 septembre 2021	377
VD2021-423	Décision relative au marché n°V1C0003PA de location, de blanchissage et d'entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale - Attribution	379
VD2021-424	Décision d'ester en justice "Requête n°2104760-3 - Ressources humaines"	381
VD2021-425	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' les 23 et 24 octobre 2021	383
VD2021-426	Décision d'ester en justice "Requête n°2104861-1 TA - Joël CATIN"	385
VD2021-427	Décision relative à un accord cadre n°V1B0051EM pour l'achat de petit matériel de sport - Attribution	387
VD2021-428	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' les 3 et 17 novembre 2021	389
VD2021-429	Décision relative à une rétrocession de la concession trentenaire Acte 47306	391
VD2021-431	Appel à projets 2021 pour la "Ressource en eau" Demande de subventions auprès de l'Agence de l'eau pour la mise en place d'une Gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts - Approbation	393

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-432	Appel à projets 2021 ' un coin de verdure pour la pluie ' - Demande de subventions pour la désimperméabilisation des cours d'écoles auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation	395
VD2021-433	Décision d'ester en justice "Requête n°2104901-1 - Syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse"	397
VD2021-435	Décision relative à un marché n°V0C0024EV de fourniture et de pose d'équipements de mobiliers de cuisine pour le nouveau bâtiment du Protocole - Attribution	399
VD2021-436	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Conspectus ' les 6 octobre, 20 octobre, 27 novembre, 1er décembre et 15 décembre 2021	401
VD2021-437	Décision d'ester en justice "Requête n°2104387-1 - Association Vigilance Verte Montpellier Nord"	403
VD2021-438	Décision d'ester en justice "Requête 452791 - Conseil d'Etat - Société le Polygone"	405
VD2021-439	Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Appartement insalubre"	407
VD2021-440	Décision relative au renouvellement de la cotisation 2021 au réseau Français des Villes Educatrices	409
VD2021-441	Décision d'ester en justice "Requête n°2104560-3 TA - Ressources humaines"	411
VD2021-442	Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et d'action de communication pour le développement des sports extrêmes - Fise Montpellier 2021	413
VD2021-443	Décision d'ester en justice "Requête n°2104707-3 TA - Ressources Humaines"	415
VD2021-444	Décision d'ester en justice "Requête n°2104561-3 TA - Ressources Humaines"	417
VD2021-445	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Maison Pour Tous Marie Curie - 13 Allée Antonin Chauliac	419
VD2021-446	Décision relative à la résiliation du marché n° V0D0002EM passé selon un appel d'offres ouvert pour l'Achats de livres scolaires et autres	421
VD2021-447	Décision d'ester en justice "Requête n°2104708 TA - Ressources humaines"	423
VD2021-448	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Centre d'Hébergement temporaire d'Urgence - 7 rue des Ecoles Laïques	425

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-450	Décision relative au marché n°V1C0018UV - Installation Électrique des marchés événementiels de Montpellier – Attribution	427
VD2021-451	Décision relative à un contrat de location entre la société JS Conseils et la Ville de Montpellier - Maison située 60 rue des Cormorans à Montpellier - Autorisation de signature	429
VD2021-452	Décision relative à l'accord-Cadre n°G0D0027PB - Fournitures de produits horticoles - Lots 1 à 5 - Attributions	431
VD2021-454	Décision d'ester en justice "Requêtes en référé n°2105077-3 et n°2105079-3" - Ressources Humaines	434
VD2021-455	Décision relative à l'accord-cadre n° G1D0009PB Fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions	436
VD2021-456	Décision relative à l'abattage d'arbres sur site patrimonial sauvegarde - Boulevard Henri IV - Autorisation	438
VD2021-457	Décision d'ester en justice "Requête n°2105123-5 TA - Sami MOLDOVAN"	440
VD2021-458	Décision d'ester en justice "Requête n°2105122-5 TA - Liliana VASILE et Autres"	442
VD2021-459	Décision d'ester en justice "requête n°2104661-1 - Bernard VATON"	444
VD2021-460	Décision d'ester en justice "Requête n°2104920-1 TA - Julien BELLAHSENE"	446
VD2021-461	Décision d'ester en justice "Requête n°2104884-1 TA - Syndicat des copropriétaires Henri Matisse"	448
VD2021-462	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CORALEN ' le 28 novembre 2021	450
VD2021-463	Décision relative à un recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'outils de data visualisation avec les prestations d'accompagnement associées - Marché n°V1B0059RI - Autorisation de recours	452
VD2021-464	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' le 17 octobre 2021	454
VD2021-465	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de "l'association des chœurs du Languedoc ' les 16 octobre et 4 décembre 2021	456
VD2021-466	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur d'ô ' le 21 novembre 2021	458

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-467	Décision relative à l'exercice du droit de préemption des espaces naturels sensibles - Propriété GFA de Flaugergues - section RV n°24 - lieu-dit la Perdigayere à Montpellier	460
VD2021-468	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' le 17 octobre 2021	463
VD2021-469	Décision relative à la convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier, l'Etat, et l'Association 2ChosesLune - Parcelle cadastrée DO n°269 - Avenue du Docteur Jacques Fourcade à MONTPELLIER - Autorisation de signature	465
VD2021-470	Restauration de la toiture de l'église Sainte Eulalie à Montpellier - Convention de tour d'échelle - Autorisation de signer la convention	467
VD2021-471	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' les 13, 20 et 27 octobre 2021	469
VD2021-473	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Nadalenca ' les 5 et 11 décembre 2021	471
VD2021-474	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA03841 CAA - Ressources Humaines"	473
VD2021-475	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre la société Citya Arena Immobilier et la Ville de Montpellier - Logement situé 285 allée du nouveau monde à Montpellier Autorisation de signer le contrat de location	475
VD2021-476	Décision d'ester en justice "Requête CAA de Marseille - Ville c/ Rocafull"	477
VD2021-478	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre 2021	479
VD2021-479	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Institut de recherche IRCL3' les 6, 8 et 10 décembre 2021	481
VD2021-480	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre la Ville de Montpellier et Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL - 750 route de Mende	483
VD2021-481	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS' le 24 octobre 2021	485
VD2021-482	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Corée' Graphie ' du 8 au 14 novembre 2021	487

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-483	Décision d'ester en Justice "Requête n°2105237-3 - Ressources Humaines"	489
VD2021-484	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Nadalenca ' les 5 et 11 décembre 2021	491
VD2021-485	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre 2021	493
VD2021-486	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Guitares plus ' le 7 décembre 2021	495
VD2021-498	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' What the Fest Production ' du 28 octobre au 1er novembre 2021	497



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une convention de location
avec l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon -
Unité Centrale de Production - Autorisation de
signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Mme Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a décidé de lancer un nouveau marché de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
- Que dans le cadre de ce marché, il est prévu la mise à disposition de locaux au sein de l'Unité Centrale de Production au titulaire, à compter de la date de début de la prestation fixée au 16 avril 2021, à titre gratuit ;
- Que par décision n° VD2021-178 du 14 avril 2021, la Ville de Montpellier a attribué le marché susvisé à l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon, domiciliée ZI des Fournels, 721 rue des Fournels, 34 400 LUNEL ;
- Qu'il convient de conclure avec l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon une convention de location pour la mise à disposition des locaux désignés dans le marché, à compter du 16 avril 2021, jusqu'à la fin du marché, le 15 avril 2025.

Décide

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention de location avec l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon, pour des locaux au sein de l'Unité Centrale de Production, à titre gratuit, à compter du 16 avril 2021, jusqu'au 15 avril 2025.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout

document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 13 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la modification de la régie
d'avances - Dispense du cautionnement
Direction du Parc de Lunaret
Service Technique**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté n°2021-0013 du 17 février 2021 portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU la décision n° 002046 du 3 avril 1995, relative à la création d'une régie d'avances ;
- VU la décision n° 01233 du 17 mai 1999, relative à l'augmentation du montant de l'avance ;

- VU la décision n° 01281 du 29 juin 1999, relative à l'extension des dépenses autorisées ;
- VU la décision n° 00685 du 14 janvier 2003, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- VU la décision n° 00722 du 18 février 2003, relative à la mise à jour de l'avance suite au passage à l'euro ;
- VU la décision n° 001299 du 30 mars 2004, relative à la suppression des dépenses autorisées pour la ferme pédagogique uniquement ;
- VU la décision n° 2014/0036 du 11 mars 2014 relative à la modification du montant de l'avance ;
- VU la décision n° 2018-184 du 25 avril 2018 relative à l'ajout d'une dépense autorisée et d'un mode de règlement ;
- VU la délibération n° 2020-005 en date du 4 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire ;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 23 juillet 2021 ;

CONSIDERANT :

- La dispense du cautionnement pour le régisseur, il est nécessaire de modifier l'acte constitutif de la régie

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est maintenu une régie d'avances à la Direction du Parc de Lunaret auprès du Service Technique.

ARTICLE 2 : La régie est installée au Parc Zoologique, 50 avenue Agropolis 34090 Montpellier ;

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Frais de conditionnement et de transport d'animaux avec d'autres parcs zoologiques,
- Achat de petites fournitures d'urgence (alimentation animaux, médicaments...),
- Achat de petites fournitures de fonctionnement,
- Frais d'affranchissement,
- Dépenses de faible montant liées à l'achat de végétaux d'origine botaniques,

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlements suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet le règlement des dépenses désignées à l'article 3.

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 1 200 euros.

ARTICLE 7 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 8 : Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement.

ARTICLE 9 : Le régisseur bénéficie du régime indemnitaire lié à ses fonctions, défini par l'assemblée délibérante.

ARTICLE 10 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 SEP. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLAN



Publiée le : **16 SEP. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°2993 S21.01 -
Prestations de coordination de sécurité et de
protection de la santé pour la réalisation des
travaux de mise en accessibilité des ERP de la
Ville de Montpellier (Programme des travaux
2021 à 2024)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- VU la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

Considérant :

- que, par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- que, par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de Maîtrise d'Ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- qu'il est nécessaire de lancer une mission de coordination et protection de la santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier pour la réalisation du

- programme 2021-2024 ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n° S21.01 02993 a été lancée, conformément aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, en vue de la passation d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum en valeur ou en quantités, pour une durée de 12 mois, reconductible trois fois à partir de la notification du marché ;
 - que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre pour 60% et le prix pour 40% ;
 - que la Commission d'appel d'offres de la Ville, lors de sa séance du 22 juin 2021, a jugé comme économiquement la plus avantageuse, l'offre de l'entreprise NOVICAP - Agence Montpellier sise 199 rue Hélène Boucher à Castelnau-le-Lez (34170).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de mission de coordination et protection de la santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier pour la réalisation du programme 2021-2024 à l'entreprise NOVICAP, pour un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de 12 mois reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 AOUT 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 30 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une autorisation de demande
de subvention pour le programme de
sensibilisation à une alimentation durable**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART, Adjointe déléguée à la Politique alimentaire et à l'agriculture urbaine ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique de sensibilisation à l'alimentation durable, la Ville envisage de généraliser la distribution dans les écoles de Montpellier :
 - des cartes interactives sur la provenance des aliments ;
 - des livrets pédagogiques Co élaborés avec l'association terre nourricière
- que cette distribution serait effectuée en 2022 et 2023 sous réserve du vote au budget des financements de cette opération ;
- que dans le cadre de sa politique de sensibilisation à l'alimentation durable, à la lutte contre le gaspillage alimentaire et pour une meilleure gestion des déchets, la Métropole envisage de la diffusion du spectacle Brocoli Co-crée par la compagnie minibus avec la Ville de Montpellier, dans les écoles de la métropole ;
- que cette diffusion serait effectuée en 2022 et 2023 sous réserve du vote au budget des financements de cette opération ;
- que les devis font apparaître un coût total de 74 254 € pour cette opération.

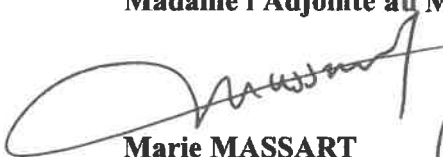
DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à demander toute subvention relatif à ce programme de sensibilisation à une alimentation durable.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document nécessaire relatif à cette décision.

ARTICLE 3 : de dire que Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/09/21
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 10 SEP. 2021
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une demande de subvention
auprès du Service Interministériel des Archives
de France (SIAF) du Ministère de la Culture -
Archives municipales

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint délégué au Quartier Centre et au Patrimoine historique;

Considérant :

- que l'Etat a autorisé la préemption en vente publique à Paris le 17 juin 2021 d'un lot de 40 lettres autographes signées de Gaston Bazille (1819-1894), adjoint à l'urbanisme du maire de Montpellier sous le Second Empire, adressées à son fils Frédéric Bazille (1841-1870) au bénéfice de la Ville de Montpellier ;
- que la Ville de Montpellier en a fait l'acquisition au prix de 3900 €, frais d'étude compris ; ces documents seront conservés aux Archives municipales de Montpellier ;
- que le Ministère de la Culture (SIAF) peut octroyer des subventions aux collectivités locales pour l'acquisition de documents ;


DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du Ministère de la Culture, Service Interministériel des Archives de France (SIAF), au titre de l'acquisition par la Ville de Montpellier de lettres autographes signées de Gaston Bazille adressées à son fils Frédéric Bazille.

ARTICLE 2 : de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01/09/2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Boris BELLANGER

MAIRIE de MONTPELLIER
THÉRAULT

Publiée le : 01 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable et Financières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative aux modalités d'utilisation de la carte professionnelle - Modalités d'utilisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, toutes décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, 10^{ème} adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux ressources humaines et au dialogue social ;

CONSIDERANT

- Que le dispositif de carte professionnelle doit permettre au titulaire de procéder au paiement de frais, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation en vigueur afférente aux frais de déplacements et de représentation ;
- Que la carte professionnelle est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation. Aucune dépense à caractère personnel ne pourra être payée avec cette carte ;
- Que grâce à ce mode de paiement, la Ville de Montpellier gère les frais professionnels des titulaires de cette carte en évitant les avances de fonds par un débit différé et peut suivre, au vu de relevés périodiques, l'intégralité de leurs dépenses ;

DECIDE

Article 1 : La BNP PARIBAS est retenue comme prestataire pour l'attribution des cartes professionnelles. A titre indicatif, le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60€ par carte

Article 2 : Définition de la carte professionnelle BNP PARIBAS

La carte professionnelle est une carte de paiement :

- Nominative : elle est établie au nom du bénéficiaire avec la mention « Ville de Montpellier ». Elle est personnelle et ne doit être confiée à personne.
- Adossée sur le compte bancaire personnel du bénéficiaire: en cas de changement de banque, le bénéficiaire doit impérativement en informer la Direction des Finances et lui envoyer son nouveau RIB
- Destinée aux règlements des frais professionnels strictement définis : la Ville de Montpellier n'est pas solidaire d'une éventuelle utilisation abusive de la carte. De ce fait, si le bénéficiaire est amené à réaliser des dépenses non autorisées ou s'il ne peut pas justifier ses dépenses, il ne sera pas remboursé et son compte bancaire personnel sera automatiquement débité des sommes correspondantes.

La Ville se réserve la possibilité de retirer la carte en cas d'usage dans des conditions non prévues dans la présente décision.

Article 3 : Fonctionnement de la carte professionnelle

Débit différé :

La collectivité bénéficie de 60 jours à partir de l'arrêté mensuel des comptes pour rembourser l'utilisateur de la carte professionnelle. Ainsi, lorsque la dépense professionnelle sera débitée sur le compte personnel de l'utilisateur de la carte, la Direction des Finances aura déjà émis les mandats et le Comptable Public les aura déjà virés sur le compte.

Suivi des dépenses :

Un relevé d'opérations dématérialisé est disponible sur Internet pour l'utilisateur de la carte professionnelle et pour la Direction des Finances afin de suivre les dépenses.

Retrait d'espèces au guichet :

L'utilisateur de la carte professionnelle a la possibilité de retirer de l'argent aux distributeurs de la BNP Paribas ou agréés, dans la limite de 500 euros maximum par mois. Le montant des retraits est débité immédiatement sur le compte personnel et le remboursement par la collectivité ne pourra se faire qu'au vu des justificatifs des dépenses.

Cela est valable aussi pour les retraits à l'étranger.

Frais relatifs à la carte professionnelle :

En cas de retraits dans une banque non agréée, les frais bancaires seront à la charge de l'utilisateur. La cotisation annuelle et les frais de gestion sont à la charge de la collectivité.

Article 4 : Nature des dépenses autorisées par la carte professionnelle

La carte doit être utilisée pour payer des dépenses à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la commune.

Seules les dépenses énumérées ci-dessous feront l'objet d'un remboursement :

- Frais de restauration, de déplacement (train, avion, taxis, transports en commun) et d'hébergement liés à des colloques, formations ou manifestations professionnelles.

Les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement.

- Frais de représentation remboursés au réel dans la limite de 150 euros par utilisation et entrant dans une des 3 catégories suivantes :

- Achats d'ouvrages, journaux,
- Inscription à des colloques, séminaires, visites et autres manifestations culturelles et sportives, guide, interprète,
- Cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise, à justifier pour remboursement)
- Petit équipement à caractère professionnel (montant plafonné à 50€ unitaire)

- Repas avec des interlocuteurs professionnels remboursés au réel (joindre obligatoirement la liste nominative des invités ainsi que leurs fonctions pour remboursement)

- Retrait d'espèces pour les 3 types de dépenses énumérées ci-dessus (le remboursement de ces retraits se fait sur la base de justificatifs identiques à ceux demandés pour les dépenses autorisées pour la carte professionnelle).

Les dépenses par le biais de la carte professionnelle sont autorisées dans la limite de 500 euros par utilisation, à l'exception des frais de représentation limités à 150 euros par utilisation.

Les retraits d'espèces sont limités à 500 euros par mois.

Article 5 : Modalité de remboursement

L'utilisateur de la carte professionnelle doit faire parvenir à la Direction des Finances un bordereau mensuel récapitulatif dûment rempli et signé accompagné de toutes les factures, la première semaine du mois suivant. (Ex : le bordereau récapitulatif des dépenses du mois N doit parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion la première semaine du mois N+1)

Seules les dépenses prévues et justifiées par une facture feront l'objet d'un remboursement.

Les factures des terminaux de paiement et les relevés bancaires ne sont pas recevables en tant que pièces justificatives.

Article 6 : Destinataires de la carte professionnelle BNP PARIBAS

Les cartes professionnelles sont attribuées aux 2 destinataires ci-dessous :

- Le Maire de la Ville de Montpellier
- Le Directeur de Cabinet

Article 7 : Toutes les délibérations et décisions antérieures sont abrogées.

Article 8 : Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué aux Finances, est autorisé à signer tout document rapportant à cette affaire.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 SEP. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1C0016DS -
Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication, de billets et d'abonnement pour
le développement du Handball - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations de type communication (naming, publicité sur les équipements professionnels et panneautique), et achat de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche du sport en général et du handball en particulier, pour les rencontres de championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison sportive 2021-2022 ;
- qu'une procédure a été lancée le 5 août 2021, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix mixte, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 30 juin 2022 ;
- qu'après analyse, la SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand – 34090 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché VIC0016DS « Achats d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » à la SAS Montpellier Handball pour un montant global et forfaitaire de 53 100,75 € HT et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 125 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2022.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 SEP. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : **09 SEP. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9.09.2021.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°V9D0051TM : Fourniture, pose et
raccordement d'un bâtiment modulaire à
structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville
de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;
- VU le marché n° V9D0051TM « Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville de Montpellier » lancé sous une forme appel d'offres ouvert pour une durée de 4,5 mois à compter du 23/03/2021 date de sa notification ;
- VU la décision n° VD2021-112 attribuant ce marché à l'entreprise SELVEA sise, 745 Rue de la Marbrerie, 34740 Vendargues pour un montant de 591 857.20 € HT.
- VU la décision n° VD2021-250 du 22 juin 2021, portant sur l'avenant n°1, pris pour supprimer et rajouter de nouvelles prestations au DPGF initial sans incidence financière sur le marché initial.

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de prolonger la durée du délai d'exécution du marché n° V9D0051TM avec l'entreprise SELVEA jusqu'au 1^{er} octobre 2021. En effet, des difficultés d'approvisionnement liées à la crise sanitaire ne permettent pas à l'entreprise SELVEA titulaire de ce marché de respecter les délais. La durée initiale était de 4,5 mois ;

- Que cet avenant n° 2 n'a aucune incidence financière sur le marché initial.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché n° V9D0051TM « Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville de Montpellier » avec l'entreprise SELVEA, pour une prolongation du délai d'exécution du marché jusqu'à la date du 1^{er} octobre 2021.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 AOUT 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMERE-COSTE

Publiée le : 26 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme - Centre municipal Garosud 3490
avenue Etienne Méhul

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la pérennité de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment suivant : Centre municipal Garosud à Montpellier.
- Que la gestion active de son patrimoine consiste aussi en l'optimisation des usages des locaux appartenant à la Ville.

L'opération porte sur le centre municipal Garosud demeurant au 3490 avenue Etienne Méhul 34070 Montpellier. Les travaux portent sur les locaux de bureaux et vestiaires en RDC, ainsi que le stockage en R+1, de l'ancienne zone Protocole. De plus, les bureaux en R+2 de la zone du cube seront également réhabilités entièrement.

Les travaux prévus sont :

- Création de vestiaires hommes et femmes en RDC
- Création de sanitaires PMR hommes et femmes
- Réhabilitation de bureaux et ateliers en RDC
- Création de deux portes de 90cm + une porte de 140cm en façade nord au droit de la zone Protocole
- Création de trois espaces de stockages coupe-feu de 100m² chacun en R+1

- Création d'espaces de stockage coupe-feu à partir de stockages existants en R+1
- Réhabilitation complète de tout le plateau de bureaux en R+2 de la zone cube

Autorisation d'urbanisme : déclaration préalable de travaux.

Montant estimés des travaux : 450 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 AOUT 2021**
Madame Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 30 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme - Rénovation de la toiture de l'Eglise
Sainte Croix de Celleneuve (presbytère et locaux)
18 rue du Tour de l'Eglise**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de son parc immobilier, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de son patrimoine historique ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de rénovation de la toiture de l'église Sainte Croix de Celleneuve (presbytère et locaux), sise 18 rue du Tour de l'Eglise. Cette toiture, en tuiles canal, est en très mauvais état et sa rénovation est nécessaire pour éviter toute fuite.

Pour ces travaux, il est nécessaire de déposer des autorisations d'urbanisme.

Montant estimés des travaux : 25 000 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 AOUT 2021

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 30 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour un conseil et
un accompagnement au changement dans le
cadre d'une évolution de l'organisation du travail
liée à la mise en place du temps de travail annuel
à 1607 heures - Marché n° V1B0052RH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine « Finances, Evaluation des politiques publiques, Ressources Humaines et Dialogue Social » ;

CONSIDÉRANT :

- que le passage à un temps de travail annuel à 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022, nécessite un conseil et un accompagnement au changement afin de faire évoluer les organisations de travail des directions ayant des cycles de travail spécifiques ;
- que la Ville de Montpellier ne dispose pas en interne de la capacité à réaliser cet accompagnement dans le délai souhaité, en raison de la charge de travail et de l'expertise requises, et qu'il est donc nécessaire d'avoir recours à une assistance externe ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour répondre à un besoin de conseil et d'accompagnement dans le cadre du passage à un temps de travail annuel à 1607 heures, pour un montant total de 57 608,72 € HT, sur une période de septembre à novembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

The image shows a handwritten signature in blue ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' and '(Hérault)' around a central emblem. The signature is written over the stamp and extends to the left.

Publiée le : 05 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°
V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et
d'action de communication pour le
développement des sports extrêmes - Fise
Montpellier 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- VU la décision nVD2020-338 attribuant le marché n°V1C0005DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes- Fise Montpellier 2021 » à l'entreprise Hurricane Action Sports, pour un montant de 166 675 € HT et pour une durée allant de sa notification jusqu'au 5 septembre 2021, date prévue de fin de la manifestation ;

CONSIDERANT :

- Que compte-tenu des circonstances sanitaires liées à la recrudescence de l'épidémie de Covid 19, des modifications doivent être effectuées sur le marché initial dans le cadre des articles L. 2194-1 2°, R. 2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique ;
- Qu'il est proposé de supprimer des prestations incompatibles avec les conditions sanitaires en vigueur notamment le Festival sur le parvis de l'hôtel de ville qui devait notamment proposer la coupe du monde de Parkour, du 3 au 5 septembre 2021. Prestation d'un montant de 86 250 € HT ;
- Qu'il est proposé de rajouter de nouvelles prestations compatibles avec les conditions sanitaires en vigueur pour un montant de 23 646 € HT ;
- Qu'il est souhaité de prolonger le partenariat évènementiel de communication dans une vidéo permettant de réunir les riders du FISE jusqu'au 31 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° V1C0005DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes- Fise Montpellier 2021 » avec l'entreprise Hurricane Action Sports, portant le nouveau montant du marché à 104 071 € HT et, de prolonger le marché jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 / 09 / 2021.
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 3.09.2021

Notifiée le :

2.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention de participation
aux équipements publics de la ZAC de la
Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC
Montpellier Restanque/la SA3M
pour les Parcelles OK12p, 13p, 14p, 15p
-Bâtiment A
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018), 3 (en 2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

CONSIDERANT :

- Que la société SNC Montpellier Restanque, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un programme immobilier de 1 915 m² de SDP composé de 35 logements collectifs correspondant au bâtiment A, situé 299 rue Georges Auric, dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur les parcelles OK12p, 13p, 14p, 15p ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées OK12p, 13p, 14p, 15p objet du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 1915 m² SDP de logements en accession libre,
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres, (valeur mars 2021) :
1915 m² x 317 = 607 055 Euros

DECIDE

ARTICLE 1 : La conclusion de la convention de participation aux coûts des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette participation s'élève à 607 055 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.

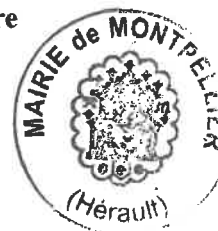
ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-09-2021
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 9-09-2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9-09-2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête n°2103936-5
TA - SAS ECONOMA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2103936-5 déposée près le Tribunal Administratif le 27 juillet 2021 par la SAS ECONOMA contre l'arrêté n° VAR2021-0065 du 2 juin 2021, aux termes duquel Commune de Montpellier a décidé qu'à compter du 9 juin 2021 du dimanche au mercredi, la vente de toutes boissons alcoolisées est interdite de 22h à 6h, sur le territoire de la Ville de Montpellier et qu'à compter du 9 juin 2021, du jeudi soir au dimanche matin et de 21 heures à 7 heures, les établissements type épicerie de nuit devront être fermés ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103936-5 le 27 juillet 2021 par la SAS ECONOMA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 AOUT 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention de participation
aux équipements publics de la ZAC de la
Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC
Montpellier Restanque/la SA3M
pour les Parcelles OK16p, 17p, 97p -Bâtiment B
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018), 3 (en 2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

CONSIDERANT ;

- Que la société SNC Montpellier Restanque, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un programme immobilier de 1 945 m² de SDP composé de 35 logements collectifs correspondant au bâtiment B, situé 299 rue Georges Auric , dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur les parcelles OK16p, 17p, 97p ;

- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées OK16p, 17p, 97p, objet du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 1945 m² SDP de logements en accession libre,
- Calcul du montant estimé de la participation :

Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres, (valeur mars 2021) :

1945 m² x 317 € = 616 565 Euros

DECIDE

ARTICLE 1 : La conclusion de la convention de participation aux coûts des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette participation s'élève à 616 565 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.

ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021 -
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 9-09-2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9-09-2021-



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention de participation
aux équipements publics de la ZAC de la
Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC
Montpellier Restanque/la SA3M
pour les Parcelles OK11p, 17p, 19p,
20p,97p,98p,99p -Bâtiment C et D - Autorisation
de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018), 3 (en 2019) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;

CONSIDERANT :

- Que la société SNC Montpellier Restanque, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble immobilier de 9 105 m² de SDP composé de 157 logements collectifs répartis au sein des bâtiments C (68 logements) et D (89 logements) , situé 299 rue Georges Auric , dans le périmètre de la ZAC de la Restanque sur les parcelles OK11p, 17p, 19p, 20p,97p,98p,99p ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées OK11p, 17p, 19p, 20p,97p,98p,99p, objet du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 9 105 m² m² SDP de logements dont 4 292 m² SDP en accession libre, 2 213 m² SDP en accession abordable et 2 600m² SDP en locatif social.
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres, 165€/m² pour les logements abordables et 120€/ma pour le logement social (valeur mars 2021) :
 $(4\,292\,m^2 \times 317\,€) + (2\,213\,m^2 \times 165\,€) + (2\,600\,m^2 \times 120\,€) = 2\,037\,709\,€$

DECIDE

ARTICLE 1 : La conclusion de la convention de participation aux coûts des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, la société SNC Montpellier Restanque et la SA3M en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette participation s'élève à 2 037 709 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.

ARTICLE 3 : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-09-2021
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 9-09-2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9-09-2021



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un contrat de location entre
Madame BAFFIE et la Ville de Montpellier -
Maison située rue Gaston Baissette à Castelnau le
Lez - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la délibération n°V2021-195 du 14/06/2021 relative à l'approbation de la modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale- Etat-major ;

Considérant :

- Que les fonctions de Directeur de Police Municipale, nécessitent la participation au service d'astreinte,
- Que La Ville de Montpellier a recruté Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, en tant que Directeur de la Police Municipale de la Ville de Montpellier à compter du 6 septembre 2021 ;
- Qu'au regard des fonctions exercées par Monsieur Jérémie GUIRAUDOU et des astreintes liées à ses fonctions, il est nécessaire que la Ville de Montpellier prenne à bail son logement à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier signe un bail de location avec Madame BAFFIE Josette, propriétaire de la maison destinée à M. GUIRAUDOU, Directeur de la Police municipale de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : la location concerne une maison T4 pour une surface d'environ 81 m² située 8 rue Gaston Baissette 34170 Castelnau le Lez.



ARTICLE 3 : le bail est accepté et consenti pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} septembre 2021, avec reconduction possible tacitement de trois ou six ans dans les mêmes conditions. 50 % du montant du loyer ainsi que les flux (eau, gaz, électricité et chauffage) seront à la charge de l'agent et seront remboursés à la Ville jusqu'au caractère exécutoire de l'arrêté de recrutement.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel du loyer est de 1 177 € (Mille Cent Soixante Dix Sept) euros charges comprises. Son paiement interviendra chaque mois à terme à échoir. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 1 150 (Mille Cent Cinquante) euros et les honoraires à 1 053 (Mille Cinquante-trois) euros et seront pris en charge par la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : La dépense afférente à la location du logement de Monsieur le Directeur de Police Municipale sera imputée au CRB V14200, section fonctionnement.

ARTICLE 6 : Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine Municipale et à la Sobriété Energétique est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3. 09. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT


Publiée le : 3. 09. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

2- 09- 2021.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
ÉCUME pour les 28 et 29 août 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

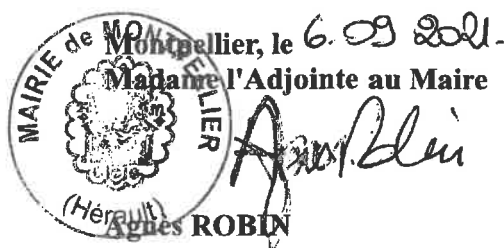
- que l'association ECUME a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 28 et 29 août 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.



Publiée le : 7.09.2021.

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
Chœur Universitaire de Montpellier pour les 30,
31 août et 1er septembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 30-31 août et 1^{er} septembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 6-09-2021.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 7.09.2021.
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice"Requête n°2104195-1
TA - Gilles Vacquier"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104195-1 déposée près le Tribunal Administratif le 9 août 2021 par Monsieur Gilles VACQUIER contre le Permis de construire n° PC 3417220MO193 délivré le 22 février 2021 à la SNC LNC Occitane Promotion pour la construction d'un collectif de 114 logements sises 4390 et 4450 Boulevard Valéry et 48,68 et 78 rue Ferdinand Barre.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104195-1 le 9 août 2021 par Monsieur Gilles VACQUIER.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 AOUT 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur D'ô ' pour les 6 et 13 septembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Chœur d'ô » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6 et 13 septembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

 Montpellier, le 6.09.2021.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 7.09.2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104171-1
TA - Jean Antoine GIMENEZ"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104171-1 déposée près le Tribunal Administratif le 6 août 2021 par Monsieur Jean-Antoine GIMENEZ contre l'arrêté de permis de construire n°PC 3417220M0279 en date du 26 avril 2021 délivré à la ACM Habitat autorisant la construction d'une résidence sociale de 65 logements et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile sis 105 rue Guglielmo MARCONI ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104171-1 le 6 août 2021 par Monsieur Jean-Antoine GIMENEZ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 AOUT 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104050-1
TA - CARRE Emilie"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104050-1 déposée près le Tribunal Administratif le 30 juillet 2021 par Madame Emilie CARRE contre l'arrêté de Permis de construire modificatif n° PC 3417218V0327 accordé à la SAS Bouygues Immobilier pour des modifications diverses portant sur l'ensemble immobilier de 119 logements sis 360 rue du Moulin des Sept cans;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104050-1 le 30 juillet 2021 par Madame Emilie CARRE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 AOUT 2021
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104314-1
TA - Nadia THOMA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104314-1 déposée près le Tribunal Administratif le 16 août 2021 par Madame Nadia THOMA contre la décision de non opposition à déclaration préalable n°DP 34172 20 M1053 déposée par Madame AMOROS en vue de l'extension d'une terrasse existante sise 14 rue Sainte Catherine ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104314-1 le 16 août 2021 par Madame Nadia THOMA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 AOUT 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **31 AOUT 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104319-5
TA - Dalida ZERRIFI née CHOUIT

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête en référé suspension n°2104319-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 août 2021 par Madame Dalida Zerrifi née Chouit contre la décision prise par la mairie de Montpellier en date du 16 juin 2021 portant refus d'une demande de dérogation scolaire.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104319-5 le 16 août 2021 par Madame Dalida Zerrifi née Chouit.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 AOUT 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **31 AOUT 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la mise à disposition gratuite
de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' France Parkinson ' pour les 29
septembre, 6 octobre, 10 octobre, 20 octobre, 3
novembre, 17 novembre, 1er décembre et 8
décembre 2021.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :



- Que l'association « France Parkinson » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 29 septembre, 6 octobre, 10 octobre, 20 octobre, 3 novembre, 17 novembre, 1er décembre et 8 décembre 2021;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que compte tenu du caractère caritatif de l'association, cette convention est consentie à titre gratuit, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

 Montpellier, le 30 AOUT 2021
Madame Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Accroch'Choeur ' pour les 9 et 12 décembre 2021.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Accroch'chœur » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9 et 12 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

30 AOUT 2021
Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 31 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative aux travaux de démolition et de
reconstruction du bâtiment abritant un four à
déchets et un ossuaire au cimetière Saint-Lazare -
Demandes d'autorisation d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK déléguée au quartier Cévennes et à la Relation aux usagers.
- **CONSIDERANT :**
- Qu'en raison de la vétusté du bâtiment existant situé au cimetière Saint-Lazare 2, Rond-Point du Souvenir Français, il a été prévu sa démolition et la reconstruction d'un bâtiment en bardage métal de teinte grise RAL 9006 d'une surface de 106,55m² avec une toiture à double pente permettant d'abriter un four à déchets et un ossuaire au cimetière ;
- Que le coût des travaux du bâtiment est estimé à 208 333.33 € HT et qu'ils seront réalisés entre septembre et décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de démolir et de permis de construire auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement,

chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 9.09.2021
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK



Publiée le : 9.09.2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

9.09.2021-



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête 21MA03652
CAA- Association Syndicale Libre Les Vignes de
l' Ecluse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°21MA03652 déposée le 24 août 2021 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1904430 du 24 juin 2021 qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 4 avril 2019 par lequel le Maire de Montpellier s'est opposé à sa déclaration préalable de travaux pour la mise en place d'un portail et d'une clôture avenue du Pont Trinquat.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°21MA03652 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 1 AOUT 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 3 1 AOUT 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un accord cadre
n°V1B0045EM - Achat d'électroménager blanc
neuf et reconditionné - Lots 1 et 2 - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager blanc neuf et reconditionné conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B0045EM) a été lancée en date du 16 juin 2021, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 65 000 € HT pour le lot n°1, et de 20 000 € HT pour le lot n°2, sur une durée d'exécution de 12 mois à compter de sa notification.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Electroménager neuf blanc) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 30% et le prix des prestations au regard du montant du D.Q.E., pour 70% ;

- Qu'après analyse, pour le lot n°1, l'entreprise PLANET'ECO RECLYCLAGE, 33 rue Saint Exupéry, 34430 Saint Jean de Védas, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Electroménager blanc reconditionné) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 30% et le prix des prestations au regard du montant du D.Q.E., pour 70% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°2, l'entreprise PLANET'ECO RECLYCLAGE, 33 rue Saint Exupéry, 34430 Saint Jean de Védas, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'attribuer le marché « Achat d'électroménager blanc neuf et reconditionné » n°V1B0045EM à la société PLANET'ECO RECLYCLAGE, pour le lot n°1, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 65 000 € HT, et à la société PLANET'ECO RECLYCLAGE, pour le lot n°2, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 20 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une durée d'exécution de 12 mois à compter de sa notification ;

ARTICLE 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.09.2021 -
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 9.09.2021 -

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché V1B0042EM -
Exploitation d'équipements climatiques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique ».

Considérant :

- qu'il y a lieu de réaliser l'exploitation des équipements climatiques ;
- qu'une procédure a été lancée le 29 juin 2021 conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000€ HT, pour une durée d'exécution de sa notification jusqu'au 30 juin 2024 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%, prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) pour 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SPIE FACILITIES, domiciliée 170 rue Henri Farman à Saint Jean-de-Vedas 34435 a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Exploitation d'équipements climatiques » n° V1B0042EM à l'entreprise SPIE FACILITIES sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 85 000€ HT. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2024.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **13 SEP. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour les 22 et 29 septembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22 et 29 septembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

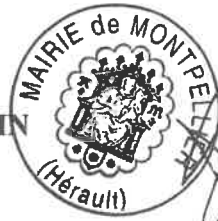
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6.09.2021.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 7.09.2021.

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un marché n°V1B0019AI -
Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage -
Schéma Directeur Système d'Information
Immobilier - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté n° VAR2020-1016 du 18 décembre 2020 donnant délégation de signature à Madame Agnès Saurat, adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relative à un schéma directeur du système d'information immobilier de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique, et des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code susvisé. Ce marché référencé V1B0019AI fait l'objet de prestations avec un maximum de 85 000 euros H.T comprenant :
 - Des prestations par phase faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire.
 - Des prestations d'expertise sénior et junior faisant l'objet de bons de commande sans minimum et un maximum de 15 000 euros HT.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique : 60%

Prix des prestations : 40 %

- Qu'après analyse l'entreprise DELOITTE CONSEIL (6 place de la Pyramide – 92908 Paris défense cedex) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1B0019AI « mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage relative à un schéma directeur du système d'information immobilier de la Ville de Montpellier » à l'entreprise DELOITTE CONSEIL d'un montant global et forfaitaire de 75 700 € HT et pour un montant estimatif de 6 900€ HT avec un maximum de 85 000 euros HT toutes prestations confondues.

Le marché prend effet à compter de l'émission de l'ordre de service pour une durée prévisionnelle d'exécution des prestations de 12 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 OCT. 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **04 OCT. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

04 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre à bons de
commande N°2919S21.04 pour les prestations
d'études de déplacements dans le cadre du
mandat d'études du secteur Grammont à
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Grammont et Sud Grammont, en date du 06 avril 2021 au bénéfice de la SA3M ;

Considérant :

- la mise en valeur du site via notamment la réalisation d'aménagement paysager et modes doux nécessite la réalisation préalable de prestations d'études de déplacements modes doux et motorisés ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 4 ans non reconductible ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - ° Prix de la prestation : 40 %
 - ° Note Méthodologique : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise INGEROP (7, Rue du Devoir, Bâtiment C, CS 80506, 13344 MARSEILLE CEDEX 15) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de prestations d'études de déplacements n°2919S21.04 à l'entreprise INGEROP, pour un montant maximum de 40 000 € HT (sans minimum).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur les exercices budgétaires 2021, 2022, 2023, 2024, 2025.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 6 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : - 7 OCT. 2021

Notifiée le :

- 7 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association "
L'art Scène " du 10 au 17 mai 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « L'Art Scène » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 10 au 17 mai 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 480 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6 09.2021.
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 7. 09.2021 -

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un accord cadre
n°G0D0026EM pour des Prestations de Service
de Traiteurs - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes pour des Prestations de Service de Traiteurs ;
- Que la Ville de Montpellier a été désignée coordinateur de ce groupement et que chaque membre du groupement s'assurera de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°G0D0026EM) a été lancée en date du 11 décembre 2020, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant de commandes avec minimum et sans maximum pour le lot n°1, le lot n°2 et le lot n°3, avec plusieurs opérateurs attributaires en cascade ; Cet accord cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations haut de gamme) étaient les suivants : La qualité au regard des échantillons et de la dégustation pour 70%, la performance en matière de développement durable pour 15% et le prix des prestations pour 15% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°1, les entreprises GERMAIN TRAITEUR, 996 rue croix de Lavit, 34090 Montpellier, CABIRON TRAITEUR, 304 avenue de la Jasse de Maurin, 34070 Montpellier, et HUSSER TRAITEUR, 1 rue Patrice Lumumba, 34000 Montpellier, ont présenté dans cet ordre les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations traditionnelles) étaient les suivants : La qualité au regard des échantillons et de la dégustation pour 50%, la performance en matière de développement durable pour 15% et le prix des prestations pour 35% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°2, les entreprises AMIS TRAITEURS, 379 avenue des Raseteurs, 34160 Castries, TRAITEUR DU LITTORAL (M. Louis EVENEMENT), Mas Destrech, 34590 Marsillargues, ARTS ET SAVEURS SAS, 134 montée des Picadous, 34980 Montferrier-sur-Lez et Groupement TRAITEUR GRAND / LA BULLE BLEUE, 530 rue Raymond Recouly, 34070 Montpellier, ont présenté dans cet ordre les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (Prestations de plateaux repas froids ou chauds et sachets repas) étaient les suivants : La qualité au regard des échantillons et de la dégustation pour 50%, la performance en matière de développement durable pour 15% et le prix des prestations pour 35% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°3, les entreprises LA TABLE DE CANA, 515 rue de l'Industrie, 34070 Montpellier, SARL COCKTAIL&CO, 59 chemin de Sauviac, 34270 CLARET, et OBENTO BY GERMAIN, 38 B avenue St Lazare, 34000 Montpellier, ont présenté dans cet ordre les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Prestations de Service de Traiteurs » n°G0D0026EM, dans l'ordre, aux sociétés GERMAIN TRAITEUR, CABIRON, HUSSER, pour le lot n°1, pour un montant de commandes avec un minimum de 10 000 € HT par titulaire et sans montant maximum, aux sociétés AMIS TRAITEURS, TRAITEUR DU LITTORAL (M. Louis EVENEMENT), ARTS ET SAVEURS, Groupement TRAITEUR GRAND / LA BULLE BLEUE, pour le lot n°2, pour un montant de commandes avec un minimum de 7 000 € HT par titulaire et sans montant maximum, aux sociétés LA TABLE DE CANA, COCKTAIL & CO, OBENTO BY GERMAIN, pour le lot n°3, pour un montant avec un minimum de 5 000 € HT par titulaire et sans montant maximum. C'est un Accord Cadre à bons de commande conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

20 SEP. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Ensemble vocal Tutti ' pour le 21 juin 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Ensemble vocal Tutti » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 juin 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°V2020/290 du 14 décembre 2020.


D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6.09.2021.
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 7.09.2021.

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Jordelan ' pour les 6-10-11 septembre et 4-18-22
octobre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6-10-11 septembre et 4-18-22 octobre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 420€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

13 SEP. 2021



Publiée le :

13 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant n°1 au marché
n°V0B0018ZO - Réparation et maintenance du
matériel agricole et horticole - Autorisation de
signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU le code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
 - VU la décision n°VD2020-215 en date du 10 juin 2020 attribuant le marché de réparation et de maintenance du matériel agricole et horticole à la société FRAMATEQ (nom commercial : FRAMATEQ SUD EST) située Parc Aftalion- BP34-34670 Baillargues pour les lots n° 1 et 2 ;
- Considérant :**

- Que les entreprises FRAMATEQ (sise, 16 Avenue de Rome- 13845 Vitrolles) et HEMINVEST (sise 16 avenue de Rome- 13845 Vitrolles) ont fusionné le 01/01/2021 ;
 - Que cette fusion a eu pour conséquence un changement de numéro SIRET qui est désormais le : 794 503 748 00012 ;
- Cet avenant n'entraîne aucune modification au marché et n'a aucune incidence financière ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'avenant n°1 au marché de réparation et de maintenance du matériel agricole et horticole n°V0B0018ZO pour le lot n°1.

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'avenant n°1 au marché de réparation et de maintenance du matériel agricole et horticole n° V0B0018ZO pour le lot n°2

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21/09/21
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZZI



Publiée le : 22 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' EKHO chœur de chambre ' pour
les 14 juin, 19-20 et 21 juillet 2021 - Autorisation
de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « EKHO Chœur de chambre » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14 juin, 19-20 et 21 juillet 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1: D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 13 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité rémunération portefeuille Ville

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord cadre n°V1D0018RH
- Acquisition de titres restaurant pour le
personnel de la Mairie de MONTPELLIER -
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder, dans le cadre de la politique d'action sociale, à la fourniture de titres de restauration auprès du personnel municipal ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161- 2 à R.2161-5 du Code de la commande publique, en vue de la conclusion d'un accord-cadre à mono-attributaire, avec un seuil maximum de 12 000 000,00 € HT ;
- que ce marché est non alloti et conclu pour une période de 12 mois non reconductible prenant effet à compter du 1^{er} novembre 2021 ou de sa date ultérieure de notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Valeur technique au regard du mémoire technique et de la représentation graphique du spécimen de titre restaurant	50%
1.1-Personnalisation de la prestation	25%
1.2-Fonctionnalités de la prestation	17,5%
1.3-Autres caractéristiques de la prestation	7,5%
2-Prix des prestations au regard des frais de gestion par titre renseigné à l'article 4 de l'A.E.	35%
3-Délai de livraison des titres nominatifs (à renseigner à l'article 5 de l'A.E)	15%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 septembre 2021 a classé les offres et choisi le groupement Natixis Intertitres (mandataire) / BIMPLI, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de Montpellier, au groupement Natixis Intertitres (mandataire, sis à Paris) / BIMPLI, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, ce pour un montant maximum de 12 000 000 € HT.

Le marché prend effet à compter du 1er novembre 2021 ou de sa date ultérieure de notification. Sa durée est de 12 mois, non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 28 OCT. 2021

Notifiée le :

28 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Ville de Montpellier
contre les Société Jean NOUVEL - Société
TERREL - Société AXIMA CONCEPT - Société
TECHNISPHERE - Société PROSECO - Société
CASO et Associés - Société FONTES Architecture
- Société VERDIER - Société CETE APAVE SUD
- Société SOCOTEC Construction" - Action en
responsabilité devant le Tribunal Administratif**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant les graves désordres apparus à partir de 2014 sur le système de désenfumage de l'Hôtel de Ville relevant de la Société Jean NOUVEL - Société TERREL - Société AXIMA CONCEPT - Société TECHNISPHERE - Société PROSECO - Société CASO et Associés - Société FONTES Architecture - Société VERDIER - Société CETE APAVE SUD - Société SOCOTEC Construction ;

Considérant qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier afin d'obtenir leur condamnation en réparation au titre de leur responsabilité décennale et contractuelle ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELARL Cabinet BEN ZENOU.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 SEP. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMERE-COSTE



Publiée le : **16 SEP. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice
" Ville de Montpellier contre SMABTP- Mutuelle
des Architectes Français (MAF)- EUROMAF
ASSURANCE DES INGENIEURS ET
ARCHITECTES EUROPEENS -
L'AUXILIAIRE- ALLIANZ LLOYDS
INSURANCE COMPANY " - Assignation devant
le Tribunal Judiciaire de Paris

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant :

- Les désordres apparus sur le système de désenfumage de l'Hôtel de Ville de Montpellier à partir de 2014 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville dans ce dossier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Judiciaire de Paris contre SMABTP- Mutuelle des Architectes Français (MAF)- EUROMAF ASSURANCE DES INGENIEURS ET ARCHITECTES EUROPEENS - L'AUXILIAIRE - ALLIANZ LLOYDS INSURANCE COMPANY afin d'obtenir leur condamnation en réparation au titre de leur responsabilité décennale et contractuelle consécutivement aux désordres apparus sur le système de désenfumage de l'Hôtel de Ville de Montpellier à partir de 2014.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELARL Cabinet BEN ZENOU.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 SEP. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **16 SEP. 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0055DS -
Achat d'espaces publicitaires et d'actions de
communication pour le développement de la
pétanque - Odysséum Pétanque 2021- Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;
- la nécessité d'associer l'image de la Ville de Montpellier aux internationaux de pétanque, figurant comme une des compétitions les plus importantes au niveau national ;
- qu'une procédure a été lancée le 2 septembre 2021, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence, marché à prix forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 3 octobre 2021, date de fin de la manifestation ;

- que Odyssée Events est l'association qui porte l'organisation de l'Odysséum Pétanque pour l'association PED TANCA qui dispose de la Fédération Française de Pétanque et de Jeu Provençal l'exclusivité dans l'organisation des Internationaux masculin et féminin qui se dérouleront à Montpellier les 2 et 3 octobre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°VIC0055DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement de la pétanque – Odysséum Pétanque 2021 » à Odyssée Events, Boulodrome Bernard Gasset – 122 avenue Maurice Planes – 34070 Montpellier pour un montant de 73 300 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 3 octobre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 SEP. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : **01 OCT. 2021**

Notifiée le :

01 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition d'espaces
de l'Opéra Comédie à la Ville de Montpellier
pour l'organisation du concert de Paco Ibanez le
28 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et de la Culture scientifique ;

Considérant :

- Qu'en hommage au grand humaniste Edgar Morin, dont on célèbre le 100^{ème} anniversaire, la Ville de Montpellier souhaite offrir au public un concert de Paco IBANEZ, compagnon d'esprit et ami du philosophe ;
- Que l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie accepte de mettre à disposition des espaces au sein de l'Opéra Comédie, en vue d'accueillir ce concert le 28 septembre 2021, concert organisé par le théâtre municipal Jean VILAR ;
- Que cette mise à disposition se fera à titre gratuit et que ne seront facturés que les frais techniques de location de matériels ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire de l'Opéra Comédie, jointe en annexe, pour un montant de 6 500 € HT de frais techniques.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et tout document s'y rapportant.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

20 SEP. 2021



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'Association des Maires de France et des
Présidents d'Intercommunalité et de l'Association
des Maires du Département de l'Hérault**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;

Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2021 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 320 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault au titre de l'année 2021 pour un montant total de 43 320 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2021 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 SEP. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Michel ASLANIAN

Publiée le : 24 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à la rétrocession de la concession trentenaire Acte 47640

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

CONSIDERANT :

- La demande formulée par Madame Ghislaine QUEVAL, domiciliée 31 rue de la Galatée, 34000 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 47640, située au cimetière Saint Lazare à la section R, au numéro 7 du 6^{ème} rang, acquise le 06 mai 2021, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 080 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'elle avait acquis une autre concession dans le cimetière métropolitain implanté sur la commune de Montpellier ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 06/11/2021 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 1 062 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 06/05/2021 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 080 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 1 062 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il restera 354 mois à courir, soit $1080/360 \text{ mois} \times 354 = 1\,062 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : Le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Radia TIKOUK

Publiée le : 15 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA' pour les 16 septembre et 4
décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ARS MUSICA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 16 et 17 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 SEP. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA
MORENA ' pour les 30 mai, 5 et 6 juin 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « LA MORENA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 30 mai, 5 et 6 juin 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 SEP. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
ARS MUSICA ' pour les 16 et 17 décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ARS MUSICA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 16 et 17 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 SEP. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS ' pour le 15 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDERANT :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 septembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 28 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / SCCV 440 Près d'Arènes /la SA3M Pour la parcelle OP 34-81-86 - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération n° 2012/273 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ; modifié par les avenants 1 (en 2014), 2 (en 2018), 3 (en 2019) et 4 (en 2021) ;
- VU la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2016 ;
- VU la délibération n° 2019-480 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC de la Restanque ;
- VU la décision du Maire VD2020-348 du 21 octobre 2020 relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier/la SCCV 440 Près d'Arènes et la SA3M sur les parcelles OP 34-81-86 ;

CONSIDERANT

- Que la convention de participation objet de la décision VD2020-348 doit faire l'objet d'une modification suite au dépôt d'un permis de construire modificatif qui prévoit une constructibilité inférieure au PC initial, soit 520.70 m² de surface de Plancher en moins ;
- Que les éléments suivants relatifs au projet de construction sont désormais les suivants :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée 2 553.40 m² SDP de logements en accession libre, 788 m² en accession abordable, 1 428 m² SDP en logements sociaux et 1 231.60 m² SDP de commerces et activités ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 Base de calcul : 317€/m² SDP pour les logements libres ; 165€/m² SDP pour les logements en accession abordable ; 120€/m² SDP pour les logements sociaux et 100€/m² DSP pour les locaux commerciaux et d'activités :

$$(2553.40 \text{ m}^2 \times 317\text{€}) + (788 \text{ m}^2 \times 165\text{€}) + (1428 \text{ m}^2 \times 120\text{€}) + (1231.60 \text{ m}^2 \times 100\text{€}) = 1\,233\,967,80\text{€}$$
- Qu'il résulte une baisse du montant de participation de 109 494.50€ ;
- Que les articles 1.2, 3.1, 3.2 et 4.3 sont modifiés conformément à l'avenant n°1 à la convention de participation ci-joint en annexe ;
- Que les autres termes de la décision du Maire VD2020-348 restent inchangés ;

DECIDE

- **ARTICLE 1** : d'approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de participation annexé à la présente décision.
- **ARTICLE 2** : d'approuver la baisse du montant de participation de 109 494.50 € au regard des surfaces de planchers prévisionnelles.
- **ARTICLE 3** : D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation.
- **ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.
- **ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

- 6 OCT. 2021

(Signature)

Maryse FAYE

Publiée le : - 7 OCT. 2021

Notifiée le :

- 7 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché N°V1B0050UV -
Location et mise en place d'équipements de
sonorisation et d'éclairage pour les marchés
évènementiels - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer une location et une mise en place d'équipements de sonorisation et d'éclairage pour les marchés évènementiels ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande pour une durée de 12 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60 %
 - ° Prix 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise CQFD, 450 Rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Location et mise en place d'équipements de sonorisation et d'éclairage pour les marchés évènementiels » à l'entreprise CQFD, sans minimum pour un montant maximum de 60 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 SEP. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 30 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
MONTPELLIER RUSSIE ' les 28 septembre et 5
octobre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « MONTPELLIER RUSSIE » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 28 septembre et 5 octobre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

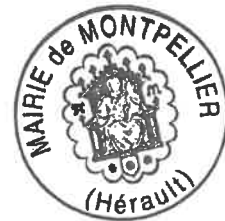
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 28 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la cession et la réforme des véhicules et matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des finances ;

CONSIDERANT :

- que la Commission de Réforme du 14 septembre 2021 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (D.M.G.B.), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ou en destruction pour percevoir l'aide de l'Etat (LA DEM) ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relation Utilisateurs (D.S.I.), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Intendance et Maintenance de la Direction de la Politique Alimentaire, il convient de les réformer (la liste et photos sont jointes en annexe), il convient donc de vendre la ferraille pour métaux ferres à l'organisme GDE SE-GDE MONTPELLIER ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Energie de la DEMA, il convient de céder ces onduleurs et transformateurs. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros pour les transformateurs et 300 euros pour les onduleurs.
- qu'à la suite de l'état vétusté de matériels du Service Ressource Commune de la DRTP, il convient d'une reprise de ces armes (révolvers MANUHRIN) dont les devis sont joints. Ce type de matériel sera repris 35 € l'unité par le fournisseur SUNROCK, 1 avenue d'Islande, 91140 VILLEBON sur YVETTE.
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Technique du ZOO de LUNARET, Il convient de le céder dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les prix de départ seront adaptés selon le prix de l'estimation.

DECIDE

ARTICLE N°1 : - D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;

- D'autoriser la vente aux enchères des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme **Centre 113** ;
- D'autoriser le recyclage du matériel du Service Relation Utilisateurs de la DSI par l'association **Informatique Plus Protection de l'Environnement** ;
- D'autoriser la vente de ferraille du Service Intendance et Maintenance de la DPA par **GDE SE-GDE MONTPELLIER** ;
- D'autoriser la reprise des révolvers (35 € l'unité) du Service Ressource Commune de la DRTP par le fournisseur **SUNROCK** ;
- D'autoriser le recyclage du matériel du Service Atelier de la DTM ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Energie de la DEMA par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Technique du ZOO de LUNARET par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;

ARTICLE N°2 : De dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 70878, tous chapitres.

ARTICLE N°3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues.

ARTICLE N°4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 4 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : - 6 OCT. 2021

Notifiée le :

- 6 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance
Service Politique Petite Enfance et Prospective

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au conventionnement avec
l'association ADAGES pour la mise à disposition
d'une salle d'activité au profit des Relais
d'Assistant(e)s Maternel(le)s municipaux Croix
d'Argent et Antigone 2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT :

- Que les Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s municipaux des secteurs Croix d'Argent et Antigone 2 souhaitent organiser des ateliers de motricité à destination des enfants de 3 mois à 3 ans accueillis chez les Assistant(e)s Maternel(le)s de leurs secteurs respectifs ;
- Que l'association « ADAGES » propose la mise à disposition gratuite d'une salle d'activité située dans ses locaux au 191, rue Louis d'Aragon à Montpellier ;
- Que les créneaux disponibles proposés par l'association « ADAGES » correspondent aux besoins des Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s des secteurs Croix d'Argent et Antigone 2, à savoir un lundi par mois de 9h à 11h sur la période du 20 septembre 2021 au 2 juillet 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition gratuite entre l'association ADAGES et la Ville de Montpellier gestionnaire du Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s du secteur Croix d'Argent.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de la convention de mise à disposition gratuite entre l'association ADAGES et la Ville de Montpellier gestionnaire du Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s du secteur Antigone 2.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut son représentant, à signer tout document relatif à

cette affaire.

Montpellier, le **30 SEP. 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Tasnime AKBARALY



Publiée le : **30 SEP. 2021**

Notifiée le :

30 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' ECUME ' le 25 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 septembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le :
Notifiée le : 28 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Politique Alimentaire
Service Intendance et Maintenance**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1C0003PA de
location, de blanchissage et d'entretien des
vêtements professionnels de la Cuisine Centrale -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans les domaines de la « politique alimentaire et de l'agriculture urbaine » ;

Considérant :

- qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, il y a lieu de procéder au renouvellement du marché relatif à la location, au blanchissage et à l'entretien des vêtements professionnels ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- l'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
1-Prix des prestations au regard du DQE : 40%

2-Qualité des produits au regard des 20 échantillons fournis : 30 %

3-Le critère valeur technique : 20%

4-Performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté 10 %

- qu'après analyse, la société ELIS Provence, située 102 & 156 rue Mallet Stevens - BP 39010 30971 NÎMES CEDEX 9 présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre à bon de commande V1C0003PA de location, blanchissage et entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale à l'entreprise ELIS Provence pour un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum annuel de 50 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier, tout chapitre.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 SEP. 2021

Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 04 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

04 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104760-3
- Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- que la requête en référé suspension n°2104760-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 septembre 2021 par Monsieur Didier GUZMAN contre la décision de la Mairie de Montpellier du 10 juin 2021 refusant la reconnaissance d'un congé de longue maladie imputable au service ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104760-3 le 13 septembre 2021 par Monsieur Didier GUZMAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


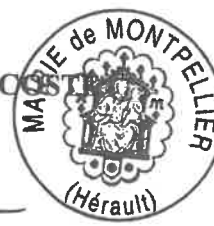
Montpellier, le **20 SEP. 2021**
Madame la Première Adjointe

Publiée le : **20 SEP. 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fanny DOMBRE-COSTE

20 SEP. 2021




**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
ECUME ' les 23 et 24 octobre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 et 24 octobre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 09 21
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 2 8 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2104861-1
TA - Joël CATIN"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête en référé suspension n°2104861-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 septembre 2021 par Monsieur Joël CATIN contre l'arrêté de permis de construire n°PC 3417220M0279 délivré le 26 avril 2021 par le Maire de la Commune de Montpellier à ACM Habitat pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104861-1 par Monsieur Joël CATIN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21.09.2021.

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 21.09.2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

21.09.2021.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un accord cadre
n°V1B0051EM pour l'achat de petit matériel de
sport - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville sportive ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de petit matériel de sport conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B0051EM) a été lancée en date du 29 juillet 2021, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant maximum de commandes de 87 000 € HT, sur une durée d'exécution de 12 mois à compter de sa notification ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 60% et le prix des prestations au regard du montant du D.Q.E., pour 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise TESSIER, ZA de la Barthe – Bat 7, chemin de la Barthe, 34660 Cournonterral, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de petit matériel de sport » n°V1B0051EM à la société TESSIER, pour un montant total maximum de commandes de 87 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une durée d'exécution de 12 mois à compter de sa notification ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 29 SEP. 2021

Notifiée le :

29 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' les 3 et 17 novembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 3 et 17 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 SEP. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 28 SEP. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une rétrocession de la concession trentenaire Acte 47306

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

Considérant :

- La demande formulée par Madame Sylvie JOSSERAND, domiciliée 4 rue des Abeilles, 34090 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 47306, située au cimetière Saint Lazare à la section R, au numéro 13 du 6^{ème} rang, acquise le 29 octobre 2020, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 070 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'elle a acquis une autre concession dans le cimetière Saint Lazare ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 29/10/2021 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 1 034,00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 29/10/2020 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 070 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 1 062,00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il restera 348 mois à courir, soit $1070/360 \text{ mois} \times 348 = 1\,034,00 \text{ €}$ à rembourser.

ARTICLE 2 : Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK



Publiée le : 15 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Appel à projets 2021 pour la "Ressource en eau"
Demande de subventions auprès de l'Agence de
l'eau pour la mise en place d'une Gestion
centralisée pour l'arrosage des espaces verts -
Approbation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, dans le domaine de la Nature en ville et de la Biodiversité ;

CONSIDERANT :

- que la Ville s'est engagée depuis 1992 dans une démarche de préservation de la ressource en eau pour répondre aux enjeux climatiques et s'inscrire dans une volonté de gestion durable des ressources ;
- Qu'une "Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le diagnostic & l'étude de gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts" a permis de cibler les sites sur lesquels la gestion centralisée sera installée en priorité pour réduire efficacement les consommations en eau.
- Qu'une demande de subvention est demandée à l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse, dans le cadre de l'appel à projets « Ressources en eau » ;
- Que la demande d'aide concerne l'installation de la gestion centralisée sur une trentaine de sites afin de contrôler les consommations en temps réel, de réduire les fuites de nos réseaux d'irrigation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la mise en place d'une gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts pour un montant total de 215 700 € HT ;

ARTICLE 2 : d'autoriser toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la mise en place d'une gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts ;

ARTICLE 3 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06.10.21
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 07 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 OCT. 2021



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Appel à projets 2021 ' un coin de verdure pour la
pluie ' - Demande de subventions pour la
désimperméabilisation des cours d'écoles auprès
de l'Agence de l'Eau - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, dans le domaine de la Nature en ville et de la Biodiversité ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville s'est engagée depuis 1992 dans une démarche de préservation de la ressource en eau pour répondre aux enjeux climatiques et s'inscrit pleinement aujourd'hui dans la lutte contre les îlots de chaleur, l'infiltration des eaux de pluie et la végétalisation des cours d'école ;
 - Que la Ville souhaite s'inspirer des concepts de « cours Oasis » visant les objectifs précités tout en assurant la désimperméabilisation des sols ;
 - Que 3 écoles ont été retenues en 2021 pour réaliser des projets-tests :
 - André Boulloche (80 000 €TTC) ;
 - Jean Mermoz (70 000 €TTC) et
 - Voltaire (100 000 €TTC) ;
- et 6 autres écoles sont prévues à l'étude pour l'année 2022 ;
- Qu'une demande de subvention est demandée à l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, dans le cadre de l'appel à projets « un coin de verdure pour la pluie »

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la réalisation des projets-tests dans trois écoles pour un montant total de 250 000 € TTC.

ARTICLE 2 : d'autoriser toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la désimperméabilisation des cours d'écoles.

ARTICLE 3 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Publiée le : 07 OCT. 2021

Notifiée le :

07 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104901-1
- Syndicat des copropriétaires de la résidence
Henri Matisse"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête en référé suspension n°2104901-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 septembre 2021 par le Syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417220M0279 délivré le 26 avril 2021 par le Maire de la Commune de Montpellier à ACM Habitat pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104901-1 par le syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24.09.2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 24.09.2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Événementiel - Protocole

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un marché n°V0C0024EV de
fourniture et de pose d'équipements de mobiliers
de cuisine pour le nouveau bâtiment du Protocole
- Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine de l'économie et des ressources du patrimoine ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'équiper le nouveau bâtiment du Protocole en fourniture et mobilier de cuisine ;
- Qu'un marché à procédure adaptée a été lancé conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique ; sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de huit semaines maximum ;

Valeurs techniques : 60.0

- 1.1 Qualité des équipements proposés 35 % ;
- 1.2 Performances énergétiques des matériels 10 % ;
- 1.3 Méthodologie et moyens mis en œuvre 8 % ;
- 1.4 Gestion des déchets d'emballage et de recyclage 4% ;

- 1.5 Délais d'exécution 3% ;

Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40.0

- Qu'après analyse la société S.A.S. THERMASUD située 8 avenue Jean Foucault – 34500 BEZIERS présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°V0C0024EV « Fourniture et pose de mobiliers de cuisine » à la société S.A.S. THERMASUD située 8 avenue Jean Foucault - 34500 BEZIERS -pour un montant global et forfaitaire de 114 895 € HT ;

Le marché prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT
Agnès SAURAT

Publiée le : 25 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

25 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Conspectus ' les 6 octobre, 20 octobre, 27
novembre, 1er décembre et 15 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Conspectus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6 octobre, 20 octobre, 27 novembre, 1^{er} décembre et 15 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 135€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

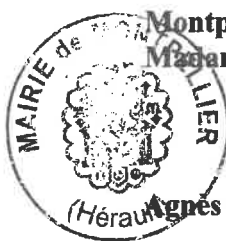
DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnes Robin
Agnes ROBIN

Publiée le : 12 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104387-1
- Association Vigilance Verte Montpellier Nord"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104387-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 août 2021 par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord contre le permis d'aménager n° PA 3417221M001 délivré le 13 avril 2021 par la Ville de Montpellier au Département de l'Hérault pour l'installation de bâtiments modulaires destinés à l'accueil de mineurs non accompagnés rue de la Font Froide ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104387-1 par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 01 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 OCT. 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête 452791 -
Conseil d'Etat - Société le Polygone"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- La requête n°452791 déposée devant le Conseil d'Etat par la Société le Polygone contre l'arrêt n°19MA04432 du 22 mars 2021 par lequel la cour administrative d'appel de Marseille a rejeté la requête des SNC Le Polygone et Polygone II tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 avril 2019 par lequel le maire de Montpellier a délivré un permis de construire à la société Odysseum Place de France en tant que ce permis valant autorisation d'exploitation commerciale, ainsi que la décision du 1er août 2019 rejetant son recours gracieux ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice devant le Conseil d'Etat suite au dépôt de la requête n°452791 par la Société le Polygone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 01 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 OCT 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Appartement insalubre"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- Le rapport rédigé par le service communal d'hygiène et de santé de la Ville de Montpellier lors de la visite du 7 juin 2021 relatif à l'appartement occupé par Madame KAOUACHI situé au 19 rue d'Aigrefeuille à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Judiciaire de Montpellier tendant à obtenir l'autorisation d'accès à l'appartement de Madame KAOUCHI situé 12 rue D'Aigrefueille à Montpellier pour établir un constat de l'état d'insalubrité du dit appartement et pouvoir procéder en cas de nécessité aux travaux d'office.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 01 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 OCT. 2021



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de la
cotisation 2021 au réseau Français des Villes
Educatrices

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération V2020-005 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1ère Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices. Créé en 1998, le Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE) regroupe 140 villes et communautés de communes sur l'ensemble du territoire. Son objectif est de promouvoir les orientations définies dans la Charte des Villes Educatrices et de développer, en confrontant leurs expériences, une capacité collective à s'exprimer sur des orientations ou décisions nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les villes ;
- Que le RFVE promeut une conception globale de l'éducation, dépassant le domaine strictement scolaire et développant une approche transversale de la question éducative. Pour le RFVE, la ville doit être un agent Co éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la planification urbaine ou la politique environnementale qu'elle développe ;
- Que la Ville de Montpellier adhère au RFVE depuis 2007. La mise en œuvre de son Projet Educatif de Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau. A ce titre, elle siège parmi les 140 communes et communautés de communes qui composent ce réseau et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire ;

- Que ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes. Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2021 et le versement à l'organisme ci-dessus pour un montant total de 1 725 Euros sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 2 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 OCT. 2021
Monsieur le Maire

Michel DELAFOSSE


Publiée le : 07 OCT. 2021

Notifiée le :

07 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104560-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2104560-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 septembre 2021 par Monsieur Philippe CARABASSE tendant à obtenir réparation financière pour préjudice subi consécutivement à la décision de le maintenir en disponibilité ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104560-3 par Monsieur Philippe CARABASSE.

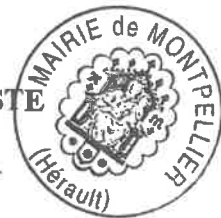
ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 OCT. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **07 OCT. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 OCT. 2021



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et
d'action de communication pour le
développement des sports extrêmes - Fise
Montpellier 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- VU la décision n° VD2021-218 attribuant le marché n°V1C0005DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes- Fise Montpellier 2021 » à l'entreprise Hurricane Action Sports, pour un montant de 166 675 € HT et pour une durée allant de sa notification jusqu'au 5 septembre 2021, date prévue de fin de la manifestation ;
- VU la décision n° VD2021-360 relative à l'avenant n°1 au marché n°V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et d'action de communication pour le développement des sports extrêmes – Fise Montpellier 2021, portant le nouveau montant du marché à 104 071 € HT et, une prolongation du marché jusqu'au 31 décembre 2021 ;

CONSIDERANT :

-Qu'une erreur matérielle a été constatée sur le montant hors taxes des prestations supprimées car incompatibles avec les conditions sanitaires en vigueur notamment le Festival sur le parvis de l'hôtel de ville qui devait notamment proposer la coupe du monde de Parkour, du 3 au 5 septembre 2021. Prestation corrigée pour un montant de 71 875 € HT, (soit 86 250 € TTC) ;

- Qu'il est proposé de maintenir les nouvelles prestations compatibles avec les conditions sanitaires en vigueur pour un montant de 23 646 € HT et la prolongation du partenariat événementiel de communication dans une vidéo permettant de réunir les riders du FISE jusqu'au 31 décembre 2021


DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n° V1C0005DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes- Fise Montpellier 2021 » avec l'entreprise Hurricane Action Sports, qui diminue le montant du marché à 48 229 € HT, portant le nouveau montant du marché à 118 446 € HT et, prolonge le marché jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 7.10.2021.
Monsieur l'Adjoint au Maire
Hervé MARTIN

Publiée le : 8.10.2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104707-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2104707-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 septembre 2021 par Madame Emilie HUGEUX contre l'arrêté en date du 9 juillet 2021 la suspendant de ses fonctions ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104707-3 par Madame Emilie HUGUEUX.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 OCT. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **01 OCT. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 OCT. 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104561-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2104561-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 septembre 2021 par Madame Josiane Bonnat épouse Lajoinie contre l'arrêté en date du 9 juillet 2021 aux termes duquel le Maire de la Commune de Montpellier a écarté dans l'intérêt du service et à titre conservatoire de l'exercice de ses fonctions ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104561-3 par Madame Josiane Bonnat épouse Lajoinie.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 01 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

01 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme - Maison Pour Tous Marie Curie -
13 Allée Antonin Chauliac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de son parc immobilier, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de son patrimoine communal ;
 - qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de rénovation et notamment, à la Maison Pour Tous Marie Curie, sise 13 Allée Antonin Chauliac. Ces travaux concernent le remplacement de cinq menuiseries en bois par des menuiseries en aluminium laqué blanc. L'objet de ces travaux est de rendre accessibles par l'extérieur 3 salles de la maison pour tous afin que les usagers puissent y accéder en toute autonomie sans passer par l'accueil.
 - que pour ces travaux, il est nécessaire de déposer des autorisations d'urbanisme.
- Montant estimés des travaux : 33 508 € TTC.

DECIDE

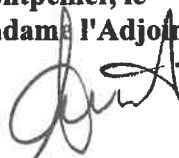
ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Agnès SAURAT



Publiée le : 18 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la résiliation du marché n°
V0D0002EM passé selon un appel d'offres ouvert
pour l'Achats de livres scolaires et autres**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint des « Finances, Evaluation des politiques publiques, Ressources humaines et dialogue social » ;
- VU la décision n° VD2020-279 attribuant le lot n°1 du marché Achat de livres scolaires à l'entreprise **PAPETERIE PICHON**, Z.I. Molina la CHAZOTTE, 97 rue Jean Perrin, BP80315, 42353 LA TALAUDIERE Cedex, conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification et éventuellement reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Considérant :


- Que dans le cadre de l'exécution de ses prestations, la société **PAPETERIES PICHON** ne s'est pas acquittée de ses obligations contractuelles en terme de qualité du travail fourni, et de respect des délais de livraisons,

DECIDE

ARTICLE 1 : De procéder à la **résiliation** dudit marché pour faute du titulaire, conformément à l'article 13-1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché n°V0D0002EM, et en application de l'article 32 - c du Cahier des Clauses Administratives Générales fournitures courantes et services,

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

(Hénri IV) Michel ASLANIAN

Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

22 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2104708
TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2104703-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 septembre 2021 par Madame Lila HOCINE tendant à l'annulation de la décision du 21 juillet 2021 la portant en disponibilité d'office du 29 avril 2020 au 30 avril 2021 ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104703-3 par Madame Lila HOCINE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 01 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

01 OCT. 2021



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme - Centre d'Hébergement temporaire
d'Urgence - 7 rue des Ecoles Laïques**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de son parc immobilier, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de son patrimoine communal ;
- qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de rénovation et notamment, au Centre d'Hébergement temporaire d'Urgence, sis 7 rue des écoles Laïques. Ces travaux concernent le remplacement de 2 menuiseries. Pour ces travaux ;
- qu'il est nécessaire de déposer une autorisation d'urbanisme.
Montant estimés des travaux : 2 300 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : 18 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1C0018UV -
Installation Électrique des marchés évenementiels
de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire dans les domaines des « Commerces de proximité, artisanat, tourisme » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'organisation des marchés évenementiels tout au long de l'année nécessite une installation électrique provisoire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire avec un seuil maximum de 150 000 € H.T. pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60 %
 - ° Prix 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise CQFD, sise 450 rue du Mas de Brousse, 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Installation électrique des marchés événementiels de Montpellier » à l'entreprise CQFD, pour un montant sans minimum et avec maximum de 150 000 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 21 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un contrat de location entre la
société JS Conseils et la Ville de Montpellier -
Maison située 60 rue des Cormorans à
Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT dans le domaine Patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;
- VU l'article 21 de la loi n°90-1067 du 2 novembre 1990 qui prévoit l'attribution d'un logement de fonction par nécessité absolue de service aux agents occupant l'emploi fonctionnel de Directeur/trice Général/e d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants ;

Considérant :

- Que La Ville de Montpellier a recruté Madame Stéphanie PORTIER, en tant que Directrice Générale Déléguée de la Ville de Montpellier à compter du 8 novembre 2021 ;
- Qu'au regard des fonctions exercées par Madame Stéphanie PORTIER et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que la Ville prenne à bail un appartement à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier signe un bail de location avec la société JS Conseils située 191 rue Shirin Ebadi à Montpellier, gestionnaire de la maison destinée à Madame PORTIER, Directrice Générale Déléguée de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 2 : la location concerne une maison meublée T4 pour une surface d'environ 113 m² située 60 rue des Cormorans 34000 Montpellier ;

ARTICLE 3 : le contrat de location est accepté et consenti pour une durée d'un an à compter du 25

septembre 2021, avec reconduction possible tacitement d'un an dans les mêmes conditions.
Le montant du loyer, charges comprises, ainsi que les fluides non intégrés dans ces charges, sont remboursés par Madame Stéphanie PORTIER jusqu'au caractère exécutoire de l'arrêté d'attribution du logement de fonction.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel du loyer est de 2500 € (Deux Mille Cinq Cent) euros charges comprises. Son paiement interviendra chaque mois à terme à échoir. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 2468 euros (Deux Mille Quatre Cent Soixante Huit) et les honoraires à 1 130 euros (Mille Cent Trente) seront pris en charge par la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 5 : La dépense afférente à la location du logement de la Directrice Générale Déléguée sera imputée au CRB V14200, section fonctionnement ;

ARTICLE 6 : Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine Municipale et à la Sobriété Energétique est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 04 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord-Cadre n°G0D0027PB
- Fournitures de produits horticoles - Lots 1 à 5 -
Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;
- **VU** la délibération de la Ville de Montpellier n°V2019-349 du 27 septembre 2019 et la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2019-1050 relatives à la convention du groupement de commande pour les prestations de débroussaillage de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à des achats de produits horticoles pour le territoire de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum et sans maximum, allotis en 5 lots pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants 60% pour le critère valeur technique au regard du mémoire technique et 40% pour le critère des prix au regard du détail quantitatif estimatif ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 14 septembre 2021 a classé les offres et choisi pour les lots :

- o **Lot 1** : « Fourniture d'amendements et substrats pour culture hors-sol » l'entreprise MAISAGRI, sise zi de la Barthe – 34660 Cournonterral, présentant une offre économiquement avantageuse ;
- o **Lot 2** : « Fourniture d'engrais et produits phytosanitaires pour les espaces verts, la production horticole et les terrains sportifs » l'entreprise TOUCHAT, sise 251 route de Baillargues B.P.4 34131 MAUGUIO CEDEX, présentant une offre économiquement avantageuse ;
- o **Lot 3** : « Fourniture de produits phytosanitaires et fournitures diverses pour la production viticole » l'entreprise TOUCHAT, sise 251 route de Baillargues B.P.4 34131 MAUGUIO CEDEX, présentant une offre économiquement avantageuse ;
- o **Lot 4** : « Fournitures horticoles diverses pour aménagements et production (pots, supports de culture...) » l'entreprise TOUCHAT, sise 251 route de Baillargues B.P.4 34131 MAUGUIO CEDEX, présentant une offre économiquement avantageuse ;
- o **Lot 5** : « Fourniture de paillages » : Offre non recevable.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° G0D0027PB « Fournitures de produits horticoles » pour une durée d'un an reconductible 3 fois, selon les lots comme suit :

- o **Lot 1** : « Fourniture d'amendements et substrats pour culture hors-sol » à l'entreprise MAISAGRI, dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;
- o **Lot 2** : « Fourniture d'engrais et produits phytosanitaires pour les espaces verts, la production horticole et les terrains sportifs » à l'entreprise TOUCHAT dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;
- o **Lot 3** : « Fourniture de produits phytosanitaires et fournitures diverses pour la production viticole » à l'entreprise TOUCHAT dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;
- o **Lot 4** : « Fournitures horticoles diverses pour aménagements et production (pots, supports de culture...) » à l'entreprise TOUCHAT dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;
- o **Lot 5** : « Fourniture de paillages » : de le déclarer infructueux.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum, pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification et pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, fonctionnement et investissement tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20.10.21
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

22 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requêtes en référé
n°2105077-3 et n°2105079-3" - Ressources
Humaines

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête en référé n°2105077-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 septembre 2021 par Madame Djamila BENATTOU sollicitant la suspension de la décision du 28 juillet 2021 la plaçant en disponibilité d'office ;
- la requête en référé n°2105079-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 septembre 2021 par Madame Djamila BENATTOU sollicitant la suspension de la décision du 14 décembre 2020 la plaçant en congé de maladie non imputable au service à compter du 28 avril 2018 et fixant une date de consolidation au 27 avril 2018 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes en référé n°2105077-3 et 2105079-3 par Madame Djamila BENATTOU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.


ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 OCT. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 07 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 OCT. 2021



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord-cadre n° G1D0009PB
Fourniture et mise en place d'éléments de
métallerie, ferronnerie et clôture sur divers
espaces verts de la Ville et de la Métropole - Lots
1 et 2 - Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération de la Ville de Montpellier n°V2019-349 du 27 septembre 2019 et la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2019-1050 relatives à la convention du groupement de commande pour les prestations de débroussaillage de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à des prestations de fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole pour le territoire de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, allotis en 2 lots pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants 60% pour le critère valeur technique au regard du mémoire technique et 40% pour le critère des prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 14 septembre 2021 a classé les offres et choisi pour les lots :

o **Lot 1** : « Quartiers Nord, Sud, Est et Ouest (Hôpitaux-Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Prés d'Arènes, Port Marianne) » l'entreprise ACS PROTECT, sise ZAC des Vautes 55 allée St Exupéry 34980 St Gély du Fesc, présentant l'offre économiquement avantageuse pour la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du groupement de commandes ;

o **Lot 2** : « Quartier Centre » l'entreprise ACS PROTECT, sise ZAC des Vautes 55 allée St Exupéry 34980 St Gély du Fesc, présentant l'offre économiquement avantageuse pour la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du groupement de commandes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° G1D0009PB « Fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole » pour une durée d'un an reconductible 3 fois, selon les lots comme suit :


- o **Lot 1** : « Quartiers Nord, Sud, Est et Ouest (Hôpitaux-Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Prés d'Arènes, Port Marianne) » à l'entreprise ACS PROTECT, dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;
- o **Lot 2** : « Quartier Centre » à l'entreprise ACS PROTECT dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum ;

L'accord cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum, pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification par ordre de service et pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, fonctionnement et investissement tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20.10.21
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

22 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'abattage d'arbres sur site
patrimonial sauvegarde - Boulevard Henri IV -
Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'Arrêté ministériel du 22 décembre 2015 relatif à la lutte contre Ceratocystis platani, agent pathogène du chancre coloré du platane
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité »

Considérant :

- Qu'une inspection sanitaire a été effectuée par la FREDON le 28 avril 2021
- Qu'un cas de chancre coloré a été détecté sur un platane du boulevard Henri IV,
- Que l'abattage de 20 platanes doit être réalisé sur ce site par obligation sanitaire conformément à la réglementation ;
- Que le boulevard Henri IV est sur un site patrimonial sauvegardé ;

DECIDE

Article 1 : d'autoriser l'abattage de 20 platanes conformément à la réglementation pour des raisons sanitaires ;

Article 2 : de dire que ces platanes seront remplacés par de nouvelles essences dans le courant de l'hiver 2021 ;

Article 3 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

Article 4 : d'autoriser toute personnes ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 OCT. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 07 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 OCT. 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2105123-5
TA - Sami MOLDOVAN"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête en référé n°2105123-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Sami MOLDOVAN et Autres contre le refus de la Ville de Montpellier opposé à la demande d'accès aux enregistrements des caméras de surveillance et ce, suite à l'incendie qui s'est déclarés avenue Albert Einstein à Montpellier.

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105123-5 par Monsieur Sami MOLDOVAN et Autres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 OCT. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **07 OCT. 2021**

Notifiée le :

07 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2105122-5
TA - Liliana VASILE et Autres"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête en référé n°2105122-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée par Madame Liliana VASILE et Autres contre le refus de la Ville de Montpellier opposé à la demande d'accès aux enregistrements des caméras de surveillance suite à l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 15 au 16 septembre 2021, rue Nina Simone à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105122-5 par Madame Liliana VASILE et Autres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 OCT. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **07 OCT. 2021**

Notifiée le :

07 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2104661-1 -
Bernard VATON"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104661-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 septembre 2021 par Monsieur Bernard VATON contre l'arrêté n° DP 34 172 21 M0090 délivré le 7 avril 2021 à Madame Anne-Laure CAGGINI pour le réaménagement intérieur d'un appartement au 1, rue Victoire de la Marne

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104661-1 par Monsieur Bernard VATON.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 OCT. 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2104920-1
TA - Julien BELLAHSENE"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104920-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 septembre 2021 par Monsieur Julien BELLAHSENE contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34 172 20 M0279 délivré le 26 avril 2021 par le Maire de la Commune de Montpellier à ACM Habitat pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo MARCONI à Montpellier ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104920-1 par Monsieur Julien BELLAHSENE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

22 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2104884-1
TA - Syndicat des copropriétaires Henri Matisse"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2104884-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 septembre 2021 par le Syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417220M0279 délivré le 26 avril 2021 par le Maire de la Commune de Montpellier à ACM Habitat pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2104884-1 par le Syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 OCT. 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 OCT. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CORALEN ' le 28 novembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CORALEN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 28 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;


DECIDE

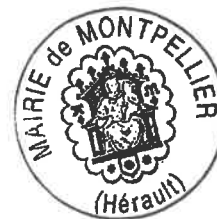
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à un recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour
l'acquisition d'outils de data visualisation avec les
prestations d'accompagnement associées -
Marché n°V1B0059RI - Autorisation de recours**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier a besoin d'acquérir des outils de data visualisation avec les prestations associées afin de contribuer à une meilleure efficacité dans le domaine décisionnel et de pilotage des différents pôles ;
- qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ce besoin ;
- que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ce besoin.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition de ces outils, selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 80 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision et une durée de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Seyverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 27 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' le 17 octobre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 17 octobre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

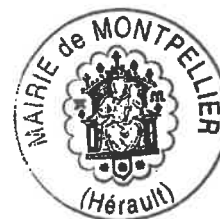
ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 OCT. 2021

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de "l'association des
chœurs du Languedoc ' les 16 octobre et 4
décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que « l'association des chœurs du Languedoc » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 16 octobre et 4 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur d'ô ' le 21 novembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur d'ô » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;


DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption des espaces naturels sensibles -
Propriété GFA de Flaugergues - section RV n°24 -
lieu-dit la Perdigayere à Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L. 113-14 et L. 215-1 et suivants prévoyant qu'une zone de préemption peut être instituée par décision départementale en vue de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU les articles L. 210-1 et L. 216-1 du code de l'urbanisme ;
- VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L. 215-7 permettant à la commune de se substituer au département et au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, si ceux-ci n'exercent pas leurs droits de préemption ;
- VU le Code de l'Urbanisme dans ses articles R. 215-15 et R. 215-16 donnant pouvoir au Maire de la Commune pour exercer le Droit de Préemption de ladite commune par substitution au Département et au Conservatoire du Littoral et des rivages lacustres, au titre des Espaces Naturels Sensibles ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 1983 créant une zone de préemption au titre du périmètre sensible sur les neuf (9) cantons de Montpellier, dans laquelle est compris l'immeuble objet de la déclaration d'intention d'aliéner ;
- VU la délibération du Conseil municipal en date du 04 juillet 2020, par laquelle ledit Conseil a délégué au Maire, pour la durée de son mandat, l'exercice des droits de préemption tel que défini à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner, reçue le 27 juillet 2021 à l'Hôtel du Département, par laquelle Maître Isabelle PERREIN, informait de la volonté du GFA de Flaugergues de vendre au prix de 300 000 € (trois cent mille euros) sa propriété d'une contenance de 2ha 44a 28ca, cadastrée section RV n°24, lieu-dit la Perdigayère à Montpellier ;
- VU la décision de Monsieur le Président du Conseil départemental en date du 02 août 2021 de renoncer à l'exercice de son droit de préemption ;
- VU l'avis des Domaines en date du 11 octobre 2021 ;

CONSIDERANT :

- la volonté inscrite dans le Schéma de Cohérence Territoriale de Montpellier Méditerranée Métropole, portant l'ambition d'une métropole acclimatée poursuivant la mise en valeur du territoire agro-naturel par sa pleine appropriation et la maîtrise des usages, en préservant durablement deux tiers d'espaces naturels et agricoles tout en limitant durablement l'urbanisation au tiers du territoire ;
- la spécificité du coteau de Flaugergues à Montpellier, composé d'une richesse environnementale hors du commun, des reliefs cévenols vers le littoral à préserver, ou reconquérir pour la valoriser ;
- la proximité immédiate avec le domaine municipal de Grammont où les espaces naturels et de loisirs sont préservés, ainsi que la mare écologique de Grammont et les locaux des services municipaux en charge de la protection du paysage et de la biodiversité ;
- la proximité immédiate avec le domaine métropolitain de la Condamine portant un projet de développement d'une ferme urbaine collective en activité depuis plusieurs années ;
- la nécessité de retrouver une implantation pour les jardins partagés à l'issue de l'arrivée du nouveau dépôt de tramway dans la perspective d'arrivée de la nouvelle ligne 5, au Sud de la rue Einstein, face à l'équipement culturel du Zénith ;
- que l'acquisition de la propriété du GFA de Flaugergues portant sur la parcelle RV n°24 à Montpellier, viendra compléter les acquisitions déjà réalisées sur ce secteur par la collectivité ;
- que, dans ces conditions, il est indispensable pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption portant sur les espaces naturels sensibles objets de la présente déclaration d'intention d'aliéner.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Commune de Montpellier décide de préempter la parcelle cadastrée section RV n°24 au prix proposé par le GFA de Flaugergues, propriétaire de 300 000 € (trois cent mille euros).

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier au chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE



Publiée le : 21 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
JORDELAN ' le 17 octobre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 17 octobre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention tripartite
d'occupation temporaire du domaine public entre
la Ville de Montpellier, l'Etat, et l'Association
2ChosesLune - Parcelle cadastrée DO n°269 -
Avenue du Docteur Jacques Fourcade à
MONTPELLIER - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté relatif aux délégations de fonctions de Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté du 13 janvier 2021 du Ministère de l'Intérieur relatif au cahier des charges des centres d'accueil et d'évaluation de la situation administrative ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de l'implantation d'un second Centre d'Accueil et d'Examen des Situations (CAES) des demandeurs d'asile, l'Etat a sollicité la Ville de Montpellier pour la mise à disposition d'un terrain nu permettant cette implantation ;
- qu'en vue d'assurer les missions d'implantation et de gestion du CAES, l'Etat mandate, un opérateur, l'association « 2ChosesLune », en charge de l'accueil et de l'hébergement temporaire, de la domiciliation et de l'accompagnement des demandeurs d'asile ;
- que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle cadastrée section DO 269, située avenue du Docteur Jacques Fourcade à Montpellier, d'une superficie de 1 729 m², appartenant à son domaine public.

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure une convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de trois ans sur la parcelle cadastrée section DO 269, située avenue du Docteur Jacques Fourcade à Montpellier, d'une superficie de 1 729 m² entre la Ville et :

- L'Etat, domicilié à la Préfecture de l'Hérault, 34 Place des Martyrs de la Résistance à Montpellier (34000), représenté par Monsieur Hugues MOUTOUH, Préfet de l'Hérault,

- L'association « 2ChosesLune », domiciliée 392 rue des Mercières à Rillieux-la-Pape (69140), identifiée au SIREN sous le numéro 788 666 865, représentée par sa Présidente Monique TAIEB, dûment habilitée au titre des agréments Ingénierie Sociale, Financière et Technique et de l'Intermédiation Locative, délivrés par le Préfet de l'Hérault le 1er février 2019.

ARTICLE 2 : De dire que cette mise à disposition est consentie pour une durée de trois ans à compter de la prise de possession réelle des lieux, moyennant un loyer annuel de trente-cinq euros.

ARTICLE 3 : D'imputer les recettes sur le budget de la Ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2021

Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 29 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Restauration de la toiture de l'église Sainte
Eulalie à Montpellier - Convention de tour
d'échelle - Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine Patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la gestion active de son parc immobilier et de la valorisation de son patrimoine historique, la Ville de Montpellier doit faire réaliser des travaux sur la toiture de l'église Sainte Eulalie sis 12 rue de la Merci, cadastrée BX 0139 ;
- Que la toiture de l'église Sainte Eulalie étant inaccessible par la parcelle appartenant à la Ville, il y a lieu d'installer un échafaudage sur la parcelle contigüe cadastrée BX0140 appartenant à la SNC MERIMÉE ;
- Que la SNC MERIMÉE a donné son accord dans les conditions précisées dans la convention « de tour d'échelle » pendant la durée des travaux pour une durée prévisionnelle de dix mois à compter du 5 octobre 2021 à titre gracieux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville à conclure une convention « de tour d'échelle » pour autoriser l'implantation d'un échafaudage sur une partie de la parcelle BX0140 avec son propriétaire, la SNC MERIMÉE, afin de faire réaliser les travaux de réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de la convention, à titre gracieux, pour une durée prévisionnelle de 10 mois à compter du 5 octobre 2021.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT


Publiée le : 25 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

25 OCT. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' les 13, 20 et 27 octobre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 13,20 et 27 octobre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 OCT. 2021

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 20 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Nadalenca ' les 5 et 11 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Nadalenca » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 et 11 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA03841 CAA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

-la requête n° 21MA03841 déposée près le Cour Administrative d'Appel de Marseille le 9 septembre 2021 par Madame Patricia NAVARETTE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 9 septembre 2021 qui a rejeté d'annuler la décision du 4 octobre 2019 du directeur du pôle des ressources humaines refusant la reconnaissance de l'imputabilité au service de l'accident survenu le 16 mai 2019,

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : la Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°21MA03841 par Madame Patricia NAVARETTE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 OCT. 2021



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre la société Citya Arena Immobilier et la Ville de Montpellier - Logement situé 285 allée du nouveau monde à Montpellier
Autorisation de signer le contrat de location

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT, en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et la sobriété énergétique
- **VU** l'article 21 de la loi n°90-1067 du 2 novembre 1990 qui prévoit l'attribution d'un logement de fonction par nécessité absolue de service aux agents occupant l'emploi fonctionnel de Directeur/trice Général/e d'un EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier a recruté Madame Géraldine MALATIER, en tant que Directrice de Pôle de la Ville de Montpellier à compter du 6 décembre 2021 ;
- qu'au regard des fonctions exercées par Madame Géraldine MALATIER et par nécessité absolue de service, il est nécessaire que la Ville prenne à bail un appartement à compter du 20 octobre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier signe un bail de location avec la société Citya Arena Immobilier située 501 rue Denis Papin à Montpellier, gestionnaire du logement destiné à Madame MALATIER, Directrice de Pôle de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : La location concerne un logement d'une superficie de 149, 81 m² situé 285 allée du nouveau monde 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée de trois ans à compter du 20 octobre 2021, avec reconduction possible tacitement de trois ans dans les mêmes conditions. Le montant du loyer, charges comprises, ainsi que les fluides non intégrés dans ces charges, sont remboursés par Madame Géraldine MALATIER jusqu'au caractère exécutoire de l'arrêté d'attribution du logement de fonction.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel du loyer est de 1 844 euros (Mille Huit Cent Quarante Quatre) charges comprises. Son paiement interviendra chaque mois à terme à échoir. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 1 534 euros (Mille Cinq Cent Trente Quatre) et les honoraires à 665, 43 euros (Six Cent Soixante Cinq euros Quarante-trois centimes) et seront pris en charge par la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : La dépense afférente à la location du logement de la Directrice de Pôle sera imputée au CRB V14200, section fonctionnement.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

15 OCT. 2021



• Michaël DELAFOSSE



Publiée le :

15 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête CAA de
Marseille - Ville c/ Rocafull"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- Le Jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2000057-4 en date du 17 juin 2021 condamnant la commune de Montpellier à verser à Monsieur Rocafull la somme de 12 414,08 euros en réparation de son préjudice constaté sur sa propriété causée par un développement racinaire des arbres du Parc Pastourelle ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice en appel pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le Jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2000057 du 17 juin 2021.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « PHELIP ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 OCT. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du
Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre
2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Du Vent dans la Voix » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19 octobre et 14 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'Institut de recherche IRCL3' les 6, 8 et 10
décembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Institut de recherche IRCL » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 6, 8 et 10 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

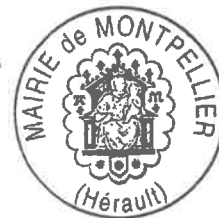
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention d'occupation
précaire entre la Ville de Montpellier et Monsieur
Hakimullah GHAZNIWAL - 750 route de Mende**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine, de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

CONSIDÉRANT :

- qu'au vu de la situation en Afghanistan depuis l'arrivée au pouvoir des talibans et des menaces de mort et de persécution qui pèsent sur Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL, ancien Maire de la ville de Ghazni, et de sa famille, la Ville de Montpellier a souhaité leur apporter tout son soutien et leur offrir un avenir en France ;
- que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une villa au 750 route de Mende qui fait partie de sa réserve foncière actuellement vacante, qui permettrait de loger Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL et sa famille, pour les aider à se reconstruire ;
- qu'il convient de conclure avec Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL une convention d'occupation précaire, jusqu'au 31 décembre 2021, à titre gratuit.

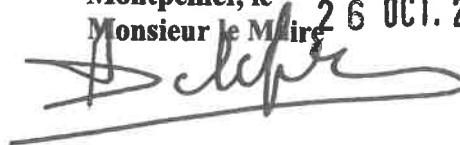
D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire avec Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL jusqu'au 31 décembre 2021, à titre gratuit.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2021
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS' le 24 octobre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 24 octobre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

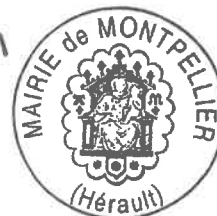
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Corée' Graphie ' du 8 au 14 novembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Corée' Graphie » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 8 au 14 novembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 420 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en Justice "Requête n°2105237-3
- Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
 - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant**
- la requête n°2105237-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 octobre 2021 par Madame Karine GUEZO contre l'arrêté en date du 5 août 2021 notifié le 23 août 2021 aux termes duquel le Maire de la Commune de Montpellier a suspendu Madame GUEZO Karine de ses fonctions.
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105237-3 par Madame Karine GUEZO.


ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

22 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association 'Nadalenca ' les 5 et 11 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Nadalenca » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 et 11 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du
Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre
2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Du Vent dans la Voix » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19 octobre et 14 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.


DECIDE


ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

26 OCT. 2021



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Guitares plus ' le 7 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Guitares plus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 7 décembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 OCT. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 26 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture : 26 OCT. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
What the Fest Production ' du 28 octobre au 1er
novembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « What the Fest Production » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 28 octobre au 1^{er} novembre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 630 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°V2020-290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28 OCT 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 29 OCT. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE

ARRETES REGLEMENTAIRES DU MOIS D'OCTOBRE - NOVEMBRE

N°ARRETES	TITRES	PAGES
VAR2021-0137	Suppléance de Monsieur Sébastien COTE par Madame Maryse FAYE du 27 octobre au 2 novembre 2021 inclus	502
VAR2021-0139	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	504
VAR2021-0141	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier (abrogation de l'arrêté n°VAR2021-0136)	506
VAR2021-0142	Délégations de signature Département Culture et Sports (DCS)	508
VAR2021-0143	Interdiction d'accès aux chiens - square Charles Flahault	514
VAR2021-0144	Fermeture exceptionnelle du square Louis Boffet jusqu'au 30 avril 2022 en raison des problèmes d'insalubrité et des troubles à l'ordre public	516
VAR2021-0145	Monsieur Sophiane MANSOURIA Conseiller municipal délégué aux Pratiques sportives	518
VAR2021-0146	Madame Nadia AKIL Conseillère municipale délégée à l'Inclusion scolaire	520
VAR2021-0147	Monsieur Yvan NOSBE Conseiller municipal délégué à la Réserve citoyenne, au Plan communal de sauvegarde et à la Lutte contre les Violences routières	522
VAR2021-0148	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 13 au 21 novembre 2021 inclus	524
VAR2021-0149	Service Communal Hygiène et Santé Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 2 au 5 novembre 2021 inclus	526
VAR2021-0150	Marchés de Plein Air Beaux-Arts - Comédie - Fripes Fermeture exceptionnelle Lundi 1er Novembre 2021 Toussaint	527

N° ARRETES	TITRES	PAGES
VAR2021-0152	SPORTS PROTECTION DU PATRIMOINE COMMUNAL Fermeture des stades Sabathé et Veyrassi du 31 octobre au lundi 1er novembre 2021	528
VAR2021-0156	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison de la manifestation ' 20 km de Montpellier ' le dimanche 28 novembre 2021 de 7h00 à 13h00	530
VAR2021-0157	Ouverture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison des illuminations de fin d'année du 02 décembre au 02 janvier de 20h00 à 21h30	532
VAR2021-0158	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison de la mise en place des chalets de Noël le vendredi 26 novembre 2021 de 07h00 à 10h00	534
VAR2021-0159	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison de l'enlèvement des chalets de Noël le mardi 06 janvier 2022 de 07h00 à 10h00	536
VAR2021-0161	Délégations de signature Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	538
VAR2021-0168	Parc Montcalm - Modification des horaires d'accès au public du vendredi 03 au samedi 04 décembre 2021 à l'occasion de la manifestation Les Képis Pescalunes pour le Téléthon	541



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Sébastien COTE
par Madame Maryse FAYE
du 27 octobre au 2 novembre 2021 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, du 27 octobre au 2 novembre 2021 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 27 octobre au 2 novembre 2021 inclus :

- à la Protection de la population, à la Tranquillité publique, comprenant les domaines suivants :
 - Police municipale ;
 - Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
 - Médiation sociale ;
 - Contrôle du stationnement de surface ;
 - Vidéo-protection et vidéo-verbalisation ;
 - Hygiène et sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Villes Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
 - Plan anti-drogue ;
 - Lutte contre la vente à la sauvette ;
 - Lutte contre le bruit ;
 - Lutte contre l'habitat indigne ;
 - Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau, air, sol...)) ;
 - Sécurité civile (comportant le Plan Communal de Sauvegarde) ;
- aux Affaires militaires, mémoire et commémorations.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Maryse FAYE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 27 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171517-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 oct. 2021 -Réception en Préfecture : 27 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Mickaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel de l'événement pluvio-orageux du dimanche 03/10/2021 17h00 à lundi 04/10/2021 10h00, pouvant présenter un risque d'inondation sur la commune de Montpellier. Le cumul des pluies est estimé de 60 à 80 mm sur la durée de l'épisode avec des intensités potentiellement fortes, accompagné d'un vent violent avec des rafales de l'ordre de 75 km/h. En date du samedi 02/10 à 16h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance départementale Jaune « Pluie-inondation », « Orages » et « Vent violent » pour le dimanche.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter du samedi 02/10/2021 à 17h00.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171772-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 oct. 2021 -Réception en Préfecture : 19 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Activation du Plan Communal de Sauvegarde de
la ville de Montpellier (abrogation de l'arrêté
n°VAR2021-0136)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **VU** l'arrêté n°VAR2021-0136 relatif à l'activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement pluvio-orageux actif qui se met en place dans la nuit de samedi 25/09/2021 à dimanche 26/09/2021 sur l'Est du Languedoc. Les orages s'intensifieraient en seconde partie de nuit et en début de matinée de dimanche, pouvant apporter de très fortes intensités pluvieuses et des cumuls importants en peu de temps, de l'ordre du 70 à 100 mm localement, avec de la grêle et de fortes rafales de vent, et engendrer par l'occasion de forts ruissellements ainsi que des inondations sur la commune.
En date du samedi à 10h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance orange "Pluie-Inondation" et "Orages" à compter de 22h00. Une Vigicrues jaune est annoncé sur le Lez.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;
- **CONDIDERANT** que des modifications techniques sont à apporter sur l'arrêté n°VAR2021-0136.

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté n°VAR2021-0136 est abrogé, et remplacé par le présent arrêté.

Article 2

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter du samedi 25/09/2021 à 12h00.

Article 3

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 4

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 oct. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 19 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171888-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 19 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport (DCS) est composé des directions et du pôle suivant :

- Direction Culture et Patrimoine ;
- Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction Sports et Jeunesse ;
- Direction du Parc de Lunaret.

ARTICLE 2 : La direction Culture et Patrimoine est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives municipales
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives

Madame Anaïs DANON, co-directrice de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA, co-directrice de la Culture et du Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, à Madame Christine FEUILLAS, à Madame Carine BAUQUIER, au responsable du service Rayonnement et Développement culturel, à Monsieur Julien PRADE et à Madame Sophie MENANTEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAUQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAUQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAUQUIER et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 3 : La direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services suivants :

- Sports
- Jeunesse

Le directeur des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Geneviève CHABBERT et au responsable du service Jeunesse, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT et du responsable du service Jeunesse, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-1 : Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT et du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-2 : Le responsable du service Jeunesse reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Jeunesse, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Jeunesse et du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 4 : La direction du Parc de Lunaret est composée des services suivants :

- Administration ;
- Service pédagogique ;
- Accueil et Surveillance ;
- Service technique ;
- Service animalier.

Monsieur Luc GOMEL, directeur du Parc de Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, directeur zoologique, et à Madame Lisa LACROIX, directrice technique.

ARTICLE 4-1 : Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

ARTICLE 4-2 : Madame Julie Anna VERDOUX, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie Anna VERDOUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Thomas LOPEZ, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

ARTICLE 4-4 : Madame Marie-Amandine CUARTERO, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Amandine CUARTERO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

ARTICLE 4-5 : Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 13 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172276-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 13 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 13 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Interdiction d'accès aux chiens - square Charles Flahault

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** la présence d'un établissement de petite enfance et qu'il n'existe qu'une voie piétonne pour accéder à la crèche Pinocchio ;
- **CONSIDÉRANT** la présence récurrente de chiens non tenus en laisse ;
- **CONSIDÉRANT** l'exiguïté du site et les risques d'insécurité pour les usagers ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité, de l'hygiène, de la salubrité et du bon ordre public pour les usagers ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'accès au square Charles Flahault situé rue Ferdinand Fabre est interdit aux chiens toutes catégories, même tenus en laisse, à l'exception des chiens assistant les personnes en situation de handicap ;

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 oct. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 19 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172371-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 19 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle du square Louis Boffet
jusqu'au 30 avril 2022 en raison des problèmes
d'insalubrité et des troubles à l'ordre public**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** l'état d'insalubrité du square et les troubles à l'ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public du square Boffet pour des raisons de sécurité, jusqu'à la remise en état des espaces verts du square ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le square Louis Boffet sis rue Lallemand sera fermé au public jusqu'au 30 avril 2022 ;

ARTICLE 2 : L'ouverture du square Louis Boffet reprendra aux horaires habituels dès le lendemain si toutes les conditions de sécurité sont remplies ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 19 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172381-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 19 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Sophiane MANSOURIA
Conseiller municipal délégué
aux Pratiques sportives

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-18 ;
- **VU** l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de délégation de Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville sportive ;
- **VU** l'arrêté de délégation de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Monsieur Sophiane MANSOURIA, conseiller municipal, reçoit délégation :

- aux Pratiques sportives auprès de Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville sportive, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges ARDISSON, de Monsieur Yves BARRAL et de Monsieur Mikel SEBLIN, conseillers municipaux délégués.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 14 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172467-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 oct. 2021 -Réception en Préfecture : 14 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Nadia AKIL
Conseillère municipale
déléguee à l'Inclusion scolaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L. 2122-18 ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Emilie CABELLO, Adjointe déléguée au Quartier Port Marianne et à l'Accessibilité universelle ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 2 : Madame Nadia AKIL, Conseillère municipale, reçoit délégation :

- à l'Inclusion scolaire auprès de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, et de Madame Emilie CABELLO, Adjointe déléguée au Quartier Port Marianne et à l'Accessibilité universelle, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges ARDISSON, de Monsieur Yves BARRAL, de Monsieur Mikel SEBLIN et de Monsieur Sophiane MANSOURIA, conseillers municipaux délégués.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 18 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172753-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 oct. 2021 -Réception en Préfecture : 18 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Yvan NOSBE
Conseiller municipal délégué à la Réserve
citoyenne, au Plan communal de sauvegarde et à
la Lutte contre les Violences routières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L. 2122-18 ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de délégation de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, reçoit délégation :

- à la Réserve citoyenne, au Plan communal de sauvegarde et à la Lutte contre les violences routières auprès de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Commissions de sécurité et d'accessibilité auprès de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Georges ARDISSON, de Monsieur Yves BARRAL, de Monsieur Mikel SEBLIN, de Monsieur Sophiane MANSOURIA et de Madame Nadia AKIL, conseillers municipaux délégués.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 oct. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 18 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-172802-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 18 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Maryse FAYE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 13 au 21 novembre 2021 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, du 13 au 21 novembre 2021 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 13 au 21 novembre 2021 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
 - Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
 - Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;

- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 oct. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 27 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-173163-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 27 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 2 au 5 novembre 2021 inclus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 2 au 5 novembre 2021 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 2 au 5 novembre 2021 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 oct. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 27 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-173166-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 27 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marchés de Plein Air
Beaux-Arts - Comédie - Fripes
Fermeture exceptionnelle
Lundi 1er Novembre 2021
Toussaint**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, aux Commerces de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme.
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2021-0109 du 2 Septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant le jour férié de la Toussaint qui aura lieu cette année le lundi 1^{er} novembre 2021;

Arrête :

Article 1^{er} :

Les marchés de plein air des Beaux-Arts, de la Comédie, et les fripes seront exceptionnellement fermés le lundi 1^{er} novembre 2021.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 28 oct. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 29 oct. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-173378-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 oct. 2021 - Réception en Préfecture : 29 oct. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**SPORTS
PROTECTION DU PATRIMOINE
COMMUNAL
Fermeture des stades Sabathé et Veyrassi
du 31 octobre au lundi 1er novembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Hervé MARTIN Adjoint au Maire délégué à la Ville Sportive ;
- Considérant les événements exceptionnels d'un épisode cévenol sur le territoire communal depuis le vendredi 29 octobre 2021 survenu les 10 et 11 octobre 2018 sur le territoire communal ;
- Considérant les constatations effectuées ce dimanche 31 octobre 2021 sur l'état des terrains ;
- Considérant qu'il est nécessaire de prendre provisoirement les mesures pour protéger le patrimoine communal ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Les terrains de rugby Sabathé et Veyrassi ne seront pas utilisables du dimanche 31 octobre 2021 au lundi 1er novembre inclus ;

Article 2 :

Le présent arrêté est envoyé aux clubs suivants :

- Montpellier Rugby Club ;
- Stade Montpelliérain ;

- Montpellier Foot Américain
- Université Montpellier 1 ;
- A.S. Saint Martin ;
- District de Football de l'Hérault ;
- Los Valents de Montpellier ;

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Commissaire Central de Police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté

Montpellier, le 31 oct. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Hervé MARTIN

Publié le : 3 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-173850-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 nov. 2021 -Réception en Préfecture : 3 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de la
Promenade Royale du Peyrou en raison
de la manifestation ' 20 km de Montpellier '
le dimanche 28 novembre 2021 de 7h00 à 13h00**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- Les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- La tenue de la manifestation des 20 km de Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- Qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public afin de garantir le bon déroulement de la manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public le **dimanche 28 novembre 2021 de 7h00 à 13h00.**

ARTICLE 2 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra le jour même à l'issue de la manifestation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 nov. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-175970-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2021 - Réception en Préfecture : 24 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Ouverture exceptionnelle de la
Promenade Royale du Peyrou en raison
des illuminations de fin d'année
du 02 décembre au 02 janvier de 20h00 à 21h30**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- **CONSIDÉRANT** l'affluence et les rassemblements festifs constatés par les services de police dans les jardins du Peyrou à l'occasion des illuminations des fêtes de fin d'année;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de maintenir le site ouvert au public, en dehors des horaires habituels, en prenant toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public ;
- **CONSIDÉRANT** une recrudescence de consommation d'alcool dans les jardins du Peyrou occasionnant une augmentation de ramassage de verres brisés, plastiques et cannettes d'aluminium ;
- **CONSIDÉRANT** les difficultés rencontrées par les services de police de faire respecter les horaires de fermeture du site ;

-

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera ouverte au public jusqu'à 21h30 du 02 décembre 2021 au 02 janvier 2022 inclus ;

ARTICLE 2 : L'ouverture et la fermeture du site reprendront aux horaires habituels à compter du 03 janvier 2022 ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 23 nov. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-175989-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2021 - Réception en Préfecture : 24 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de
la Promenade Royale du Peyrou
en raison de la mise en place des chalets de Noël
le vendredi 26 novembre 2021 de 07h00 à 10h00**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'arrêté municipal n°2011-971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- les festivités attendues pour les fêtes de fin d'année et les travaux nécessaires à la mise en place des chalets au sein de la promenade du Peyrou;
- qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de l'installation.

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public le vendredi 26 novembre 2021 de 07h00 à 10h00 pendant la durée de l'installation des chalets.

ARTICLE 2 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra dès 10h00 le vendredi 26 novembre 2021.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 nov. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-175991-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2021 - Réception en Préfecture : 24 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de
la Promenade Royale du Peyrou
en raison de l'enlèvement des chalets de Noël
le mardi 06 janvier 2022 de 07h00 à 10h00**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'arrêté municipal n°2011-971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- la fin des festivités de fin d'année et le temps nécessaire pour procéder au démontage et à l'enlèvement des chalets de Noël ;
- qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de l'enlèvement ;
- qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public de la Promenade Royale du Peyrou pendant le démontage des chalets.

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public le mardi 06 janvier 2022 de 07h00 à 10h00 pendant la durée du démontage des chalets.

ARTICLE 2 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra dès 10h00 le mardi 06 janvier 2022.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 nov. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-175994-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2021 - Réception en Préfecture : 24 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé de la direction suivante :

- Direction Paysage et Biodiversité (DPB).

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 nov. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 nov. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-176230-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 nov. 2021 -Réception en Préfecture : 24 nov. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Parc Montcalm - Modification des horaires
d'accès au public du vendredi 03 au samedi 04
décembre 2021 à l'occasion de la manifestation
Les Képis Pascalunes pour le Téléthon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- **CONSIDÉRANT** le public attendu pour la manifestation sur le Téléthon ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier les horaires d'ouverture et de fermeture du parc pendant le montage et le démontage des installations et pour le bon déroulement de la manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les entrées piétonnes du parc Montcalm situées rue des Chasseurs et l'entrée par le Crous route de Toulouse, seront ouvertes au public le vendredi 03 décembre 2021 jusqu'à 19h00 et le samedi 04 décembre jusqu'à 21h00.

Les autres entrées, rue de Bugarel et Fontcouverte resteront fermées à 18h00 aux horaires habituels ;

ARTICLE 2 : Le parking rue des chasseurs sera réservé aux participants et aux organisateurs de la manifestation, il sera interdit d'y stationner pendant cette période ;

ARTICLE 3 : L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès au parc reprendront aux horaires habituels dès le dimanche 05 décembre à 8h00 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 nov. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 2 déc. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-176987-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 déc. 2021 - Réception en Préfecture : 2 déc. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.